

eXXXpressions
Actes du Forum XXX

Comité de rédaction

Émilie Cantin
Jenn Clamen
Jocelyne Lamoureux
Maria Nengeh Mensah
Pascale Robitaille
Claire Thiboutot
Louise Toupin
Francine Tremblay

Traduction : Julie Lafrance, Caroline Lafrenière, Andrea Zanin
Correction : Marie-Claude Lacombe, Andrea Zanin
Design et photos de sections : Le Bureau Officiel
Photo du *Forum XXX* : Lainie Basman
Illustration en page couverture : Marie-Claude Charlebois

Remerciements

Les *eXXXpressions : Actes du Forum XXX* ont été produits grâce au soutien financier de l'Agence de santé publique du Canada. Les points de vue exprimés dans ce document ne représentent pas nécessairement la politique officielle de l'Agence.

Merci à toutes nos lectrices pour vos commentaires enrichissants. Un gros merci à Mirha-Soleil Ross et à Mark Karbusicky pour la création et la production de la vidéo *eXXXpressions en direct : travailleuses du sexe debouttes à Montréal*. Nous avons grandement apprécié votre enthousiasme, votre dur labeur et votre créativité. Par-dessus tout, merci aux participants et participantes du *Forum XXX* sans qui la publication des *eXXXpressions* n'aurait pas été possible. Vos perspectives, stratégies et commentaires ont contribué à ce recueil, mais aussi à nos vies et au mouvement des travailleuses du sexe.



2065, rue Parthenais, suite 404
Montréal (Québec), Canada H2K 3T1

Local : 514. 285. 8889
Administration : 514. 285. 1599
Télécopieur : 514. 285. 2465
stellapp@videotron.ca
www.chezstella.org

© Stella, l'amie de Maimie, 2006

Il est permis de faire des copies et de distribuer, mais non de vendre les *eXXXpressions*, en y indiquant que l'information provient de Stella.

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2006
ISBN 2-9807939-3-0

Le terme travailleuses du sexe est souvent utilisé pour désigner les femmes, les hommes et les personnes transgenres ou transsexuelles pratiquant le travail du sexe. Cette féminisation a pour but d'alléger le texte et non de minimiser l'apport des hommes biologiques dans le mouvement des travailleurs et des travailleuses du sexe.



6 Introduction

Travailleuses du sexe debouttes!
Maria Nengeh Mensah

12 Célébrer une décennie d'action

14 Introduction

16 Au-delà des frontières
Maria Nengeh Mensah, Université du Québec à Montréal (Canada)

22 Perspectives de Montréal
Claire Thiboutot, Stella (Canada)

28 Perspectives de Kolkata
Rama Debnath, Durbar Mahila Samanwaya Committee (Inde)

32 Perspectives de Lyon
Corinne Monnet, Cabiria (France)

38 Moi et mon travail

40 Introduction

42 Transformer des trajectoires individuelles en un projet collectif stellaire
Émilie Laliberté et Marie-Neige St-Jean, Stella (Canada)

46 Militer seule et rendre visible le travail du sexe
Liad Kantorowicz, Tel Aviv (Israël)

50 La naissance d'Empower à partir d'expériences personnelles en Thaïlande et en Birmanie
Ping Pong, Empower Chiang Mai (Thaïlande)

52 RéfleXXXions des participantes sur « Moi et mon travail » : fierté, *coming out*, santé et sécurité au travail
Synthèse par Jenn Clamen, Stella (Canada)

56 Cher John
Mirha-Soleil Ross, Toronto (Canada)

60 Travail du sexe et société

62 Introduction

64 Du Projet Sonogachi vers l'établissement d'une pratique d'excellence au féminin
Kohinoor Begum, Durbar Mahila Samanwaya Committee (Inde)

68 La syndicalisation : pourquoi en avons-nous besoin et pourquoi ça marche!
Elena Eva Reynaga, Asociación de Mujeres Meretrices de la Argentina (Argentine)

72 S'organiser entre pairs au Canada
Kara Gillies, Maggie's (Canada)

76 RéfleXXXions des participantes sur « Travail du sexe et société » : diversité et inclusion, culture, éducation, mobilisation et organisation
Synthèse par Jenn Clamen, Stella (Canada)

86 Lois, politiques et droits de la personne

88 Introduction

90 Un rappel à l'ordre : impacts de la loi française sur la sécurité intérieure - loi Sarkozy
Corinne Monnet, Cabiria (France)

96 Décriminaliser de nos vies et de notre travail : le modèle néo-zélandais
Catherine Healy, New Zealand Prostitutes Collective (Nouvelle-Zélande)

100 Ce qui cloche avec le modèle suédois
Johannes Eriksson, Riksorganisationen för sex-och erotikarbetare (Suède)

104 RéfleXXXions des participantes sur « Lois, politiques et droits de la personne »
Synthèse par Jenn Clamen, Stella (Canada)

108 Bon baisers du Forum...

130 Conclusion

Façonner notre avenir
Claire Thiboutot

136 Annexes

137 Notes biographiques des auteurs(es)

139 Coordonnées des groupes de travailleurs(es) du sexe, présents au Forum XXX

143 Comité organisateur du Forum XXX



Introduction

Travailleuses du sexe debouttes!

par

Maria Nengeh Mensah

pour le Comité organisateur
du Forum XXX

Le *Forum XXX – Célébrer une décennie d'action, façonner notre avenir* est sans précédent au Québec et constitue un moment historique et privilégié d'échanges, de mise en commun et de réflexions sur le soutien aux travailleuses du sexe dans le monde. La tenue de cette rencontre a permis de consolider un système de soutien communautaire par et pour les travailleuses du sexe et de s'attaquer au stigmate qui entache les personnes qui font le travail du sexe, le mythe selon lequel la prostituée est une vampe dangereuse, vecteur de maladie.

Je collabore étroitement comme bénévole avec l'organisme Stella depuis plusieurs années. Ensemble, nous avons réalisé plusieurs projets ayant d'importantes retombées, dont la réalisation de la première édition du *Guide XXX : Manuel à l'intention des travailleuses du sexe*, l'élaboration d'une réponse collective au rapport du Comité sur la prostitution de rue du Bloc Québécois et la présentation de questions d'ordre éthique, juridique, de droits de la personne en matière de VIH/sida et de violence au Sous-comité de l'examen des lois sur le racolage du Comité permanent de la justice, des droits de la personne, de la sécurité publique et de la protection civile. À chaque instance, nous nous sommes nourries des amitiés tissées avec d'autres travailleuses du sexe militantes, et surtout, de la conviction que notre lutte passe par l'autodétermination. Il nous est arrivé à plusieurs reprises de souhaiter la rencontre avec des consœurs étrangères pour partager les joies et les tristesses de l'organisation communautaire. En mai 2005, notre rêve est devenu réalité.

Un mouvement à différentes saveurs

L'organisation d'un forum implique un bon nombre de défis à relever. Il y a, bien entendu, le soutien financier, les dimensions logistiques et le caractère international de l'événement qui peuvent poser des problèmes, à première vue, insurmontables. Et encore, un des plus grands défis pour nous a été de trouver un dénominateur commun qui puisse rassembler des acteurs, des associations et des mouvances hétérogènes. « Le mouvement » des travailleuses et travailleurs du sexe existe, mais il inclut des groupes et des individus ayant des expériences et des expertises différentes, qui proviennent de contextes législatifs variés et qui ont des cultures organisationnelles distinctes. Ajoutons à cela, le rapport complexe qu'entretiennent les travailleuses du sexe face à l'intervention, que celle-ci soit sociojuridique, sanitaire, féministe ou médiatique.

Il existe des associations qui offrent des services, des groupes de défense des droits, des regroupements gérés par l'État, des collectifs autonomes et une foule d'autres configurations possibles. Certaines personnes œuvrent seules, d'autres sont branchées à des réseaux d'alliances solides. De plus, le vaste milieu associatif des travailleuses du sexe intervient à différents niveaux, touchant la santé, la citoyenneté, le travail, la sécurité, les droits, etc.. Il met aussi de l'avant différentes stratégies d'action, dont la lutte contre le VIH/sida, la prévention de la violence, la redéfinition de la sexualité, des services de références et d'accompagnement, le lobby politique, etc. Cette diversité répond à différents besoins exprimés par les personnes qui font le travail du sexe à travers le monde.

En concoctant le *Forum XXX*, nous avons voulu provoquer un temps d'arrêt dans ces divergences car apparaît un point commun : l'envie de ne plus voir nos droits et libertés fondamentales bafoués. Ainsi, nous avons mis en branle ce qu'il fallait pour rassembler des représentantes des associations de soutien aux travailleuses et travailleurs du sexe, leurs membres ainsi que leurs alliés afin de permettre le transfert d'expertises et de connaissances sur les déterminants de la santé dans l'industrie du sexe et le renforcement des capacités d'actions pour qu'elles et qu'ils puissent vivre et travailler en santé, en sécurité et avec dignité.

Historique du projet

À son assemblée générale annuelle de juin 2002, les membres de Stella ont résolu de former un comité de travail spécial qui organiserait un événement pour souligner le 10^e anniversaire de l'organisme au printemps 2005. Célébrer une décennie d'action - allant de la mise en œuvre de services individualisés à l'organisation communautaire au militantisme, tant à l'échelle locale qu'internationale - ça se fait en gang! Tel qu'exprimé dans une lettre ouverte publiée sur Internet à l'époque, la rencontre avec d'autres regroupements de travailleuses du sexe semblables, serait le plus beau cadeau d'anniversaire car il pourrait nous permettre de « rendre visible, audible et crédible notre prise de parole et [...] nous reconnaître la capacité de choisir le sens à conférer à notre expérience des rapports sociaux, et les besoins et les stratégies de résistance qui en découlent ».

Cela est d'autant plus urgent dans le présent contexte où la pandémie du VIH/sida, l'accroissement mondial des flux migratoires, la hantise sécuritaire généralisée sous couvert de lutte au terrorisme ou de soucis exacerbés de paix et d'ordre public, le phénomène du trafic d'êtres humains favorisent les appels souvent spectaculaires à la censure, à la répression, à la régulation étatique arbitraire et au contrôle social. De tels moments de crise provoquent immanquablement – et c'est ce que malheureusement nous constatons – une intensification du contrôle des femmes (entre autres de leur sexualité) qu'il faut policer, moraliser, normaliser.¹

Le 10^e anniversaire de Stella est donc apparu comme un moment privilégié pour réfléchir et échanger sur « où en sommes-nous? » après 10 ans de vie organisationnelle et 30 ans de mouvement associatif international. Mais aussi, la réflexion et les échanges avec d'autres groupes sont importants après deux décennies de prévention et d'éducation dans le domaine du VIH/sida, d'action sur les déterminants de la santé (prévention de la violence, analyse différenciée selon le sexe, réduction de la pauvreté...) et de soutien aux personnes atteintes. En 2002 toutefois, Stella est débordée par son mandat quotidien d'information et de soutien aux travailleuses du sexe de sorte qu'il a fallu plus d'un an et demie pour que commencent réellement les travaux du comité de travail spécial.

Parallèlement, dans le cadre de mes activités de professeure à l'École de travail social et à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), j'ai amorcé un projet triennal intitulé *L'analyse du discours féministe sur la prostitution au Québec*,² une recherche-action favorisant une appropriation du féminisme par le milieu et la planification d'un ouvrage collectif. C'est à travers les discussions de groupes menées dans le cadre de cette recherche que s'est formalisée l'idée d'organiser une conférence sur le travail du sexe. Au départ, le projet se dessinait comme une rencontre nationale au ton académique, regroupant des chercheuses canadiennes dont les travaux étaient susceptibles de nourrir le mouvement de défense des droits des travailleuses du sexe. Heureusement, j'ai sondé l'opinion de différentes personnes qui font le travail du sexe dans différentes conditions et différents contextes, entre 2003 et 2004, pour m'apercevoir que la saveur universitaire de l'événement ne correspondait pas vraiment aux besoins de cette communauté diversifiée. Le plus grand désir identifié était celui de rencontrer d'autres associations et de partager avec elles notre histoire et celle du mouvement des travailleuses du sexe en tant que mouvement social mondial. À travers ce sondage informel, plusieurs femmes m'ont donné leurs avis, leurs critiques et leurs suggestions dans le but de développer une programmation dynamique et pertinente. Je veux remercier tout particulièrement Jenn Clamen, Roxane Nadeau et Gail Pheterson, ainsi que les participantes à la recherche, pour leur honnêteté et leur enthousiasme.

Au printemps 2004, une deuxième ébauche du projet de conférence, à saveur communautaire cette fois, fut élaborée et un comité organisateur fut mis sur pied. Les paramètres d'organisation ont ainsi pu être délimités, y compris l'étroite collaboration avec les associations qui célébreraient aussi une décennie de mobilisation en 2005, la recherche active de financement et le partenariat avec le Service aux collectivités de mon université.

Le projet d'un forum pour les travailleuses du sexe a été pensé pour donner la chance à trois groupes célébrant une décennie d'organisation de se rencontrer pour échanger sur

¹ Stella. *Stella et le débat sur la prostitution - Lettre ouverte*. 13 septembre 2002. Disponible à : <http://www.chezstella.org>

² La recherche a été financée par le Fonds québécois de recherche sur la culture et la société (FQRSC) et le Programme d'aide financière à la recherche et à la création (PAFARC) de l'Université du Québec à Montréal. Une bourse de recherche a été également octroyée par la Banque de Montréal dans le cadre du concours de l'Institut d'études des femmes de l'Université d'Ottawa.

leurs expériences et leurs stratégies d'action. Originellement il s'agissait de Stella (Montréal, Canada), Cabiria (Lyon, France) et le Durbar Mahila Samanwaya Committee (Kolkata, Inde). Au fur et à mesure que le projet a pris forme, d'autres groupes se sont greffés à cette liste. Le forum s'est ainsi inscrit dans la foulée de *l'Initiative fédérale en réponse au VIH/sida au Canada* et a reçu, conséquemment, une subvention ponctuelle de l'Agence de santé publique du Canada. Bien que ce financement puisse paraître « trop généreux » selon certaines critiques, il ne faut jamais oublier que les ressources allouées aux services et programmes portant spécifiquement sur l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnes qui font le travail du sexe sont rares - par opposition aux programmes de « sortie de la prostitution » qui reçoivent, eux, un financement régulier dans le monde entier.

Essentiellement, le *Forum XXX* allait être un moyen de contrer les effets de la marginalisation en permettant à 250 personnes ayant une expérience de travail dans l'industrie du sexe ou œuvrant dans des organismes qui offrent des services aux travailleuses du sexe, ainsi que leurs alliés, d'échanger et de discuter entre elles. Ensemble, les participantes et participants en provenance des quatre coins du monde allaient faire un bilan collectif du mouvement des travailleuses et travailleurs du sexe, développer une vision commune des actions entreprises face à la pandémie du VIH/sida et penser des stratégies d'actions pour le futur.

À l'été 2004 donc, Claire Thiboutot et moi-même avons profité de notre participation à la 15^e Conférence internationale sur le VIH/sida à Bangkok pour commencer à répandre la bonne nouvelle : il y aurait un forum par et pour les travailleuses et travailleurs du sexe à Montréal prochainement. Ce réseautage fut spécialement agréable et nourrissant et nous a permis de créer des liens plus personnels avec des groupes bien établis, tels que Empower, le Network of Sex Work Projects et les Debbys. Des homologues des cinq continents nous ont démontré un intérêt marqué et nous ont inspirées pour la suite. Au retour des vacances, ce fut l'embauche des coordonnatrices du projet (Valérie Boucher et Jenn Clamen) et le début des travaux de coordination, de programmation et de logistique, toujours avec un souci de maximiser l'implication des travailleuses du sexe tout au long du processus.

Spécificités du *Forum XXX*

Au Canada, deux grandes conférences internationales ont impliqué les travailleuses et travailleurs du sexe à ce titre. En 1985, la conférence intitulée *Challenging Our Images: The Politics of Pornography and Prostitution* a eu lieu à Toronto. La rencontre est née suite aux travaux déposés par le Comité Badgley (sur les infractions sexuelles à l'égard des enfants et des jeunes) et le Comité Fraser (sur la pornographie et la prostitution) dans les années 1980. Des travaux de ces comités, des femmes et des féministes ont voulu tirer des conclusions, à la fois personnelles et politiques. Pour ce faire, elles ont organisé une conférence entre travailleuses du sexe et féministes. Beaucoup de clivages et de dissensions ont émergé suite à cette rencontre : les retombées négatives de la rencontre ont instauré un important clivage entre les groupes de femmes qui font le travail du sexe et les groupes de femmes qui ne le font pas.³

En 1996, la conférence intitulée *Quand le sexe travaille/When Sex Works* a eu lieu à l'UQAM et visait à regrouper les personnes dont les études ou le travail concerne la prostitution et d'autres formes de travail du sexe. Un des objectifs de cette rencontre était de nourrir la recommandation de la décriminalisation de la prostitution, revendication soumise au gouvernement canadien à la fin de la conférence. La participation était très hétérogène (représentants des paliers du gouvernement, des milieux de la recherche, du travail du sexe, du féminisme, des services de la police et d'autres intervenants sociaux). C'est à l'aboutissement de cette conférence que fut créé le Comité permanent montréalais sur la prostitution de rue et la prostitution juvénile.⁴ Par ailleurs, la plainte de la part des travailleuses et travailleurs du sexe était que *leurs* besoins et *leurs* préoccupations n'avaient pas été adéquatement reflétés dans les contenus et dans l'organisation de la rencontre (on pouvait noter le peu de présence des travailleuses et travailleurs du sexe).⁵ De là est née aussi la Coalition pour les droits des travailleuses et des travailleurs du sexe de Montréal.

Afin de se distinguer des conférences canadiennes précédentes et d'éviter les écueils connus, le *Forum XXX* a abordé prioritairement des questions d'intérêt pour les personnes

³ Voir : Bell, Laurie. 1987. *Good Girls, Bad Girls. Sex Trade Workers & Feminists Face to Face*. Toronto : The Women's Press.

⁴ Sansfaçon, Daniel. 1999. *Rapport du Comité montréalais sur la prostitution de rue et la prostitution juvénile*. Montréal : Le Comité.

⁵ Sex Workers Alliance of Vancouver. 1997. *Report on When Sex Works*. Disponible à : http://www.walnet.org/csis/groups/when_sex_works/index.html

qui font le travail du sexe et a systématiquement inscrit leurs besoins au centre de toutes les étapes de son développement et de sa réalisation. Par exemple :

- * Nous nous sommes assurés de la présence active et majoritaire de personnes ayant une expérience du travail du sexe sur le comité organisateur du forum;
- * Une attention particulière a été accordée à la diversité des contextes de vie et des conditions de travail que connaissent les travailleuses et travailleurs du sexe au Québec, au Canada et à l'international. Cette diversité renvoie à : différents contextes législatifs (prohibition, criminalisation, légalisation, réglementation...); différentes formes ou milieux d'exercice (rue, bars; escorte *in-call*, *out-call*; téléphone rose; danse érotique; salons de massage; Web...); différents niveaux de précarité et de violence (pauvreté, agressions, mépris...); et différentes questions culturelles qui touchent spécifiquement les contextes autochtones, migratoires ou ethnoculturels;
- * Nous avons consacré plus de 75% des inscriptions à des personnes qui travaillent ou ont déjà travaillé dans l'industrie du sexe, ceci afin d'assurer un maximum de participation du public cible prioritaire. De plus, certaines activités de la programmation étaient réservées exclusivement aux travailleuses et travailleurs du sexe;
- * Nous avons réservé les inscriptions restantes à nos « alliés ». Il s'agit de personnes et d'organismes dont le travail, les études ou les intérêts concernent la criminalisation et le travail du sexe, le VIH/sida et les ITS, l'usage de drogues ou d'autres questions de santé et de sexualité (y compris les personnes vivant avec le VIH ou le sida; les personnes affectées par l'épidémie; les bénévoles, dispensateurs de services et de soins et intervenants du milieu communautaire, juridique et syndical; les activistes et militants; les chercheurs et les étudiants). Ceux-ci sont considérés comme d'importantes ressources pour les travailleuses et travailleurs du sexe. Ils n'ont pas d'expérience de travail dans l'industrie du sexe, mais ont une bonne connaissance des diverses réalités du travail du sexe au Canada ou à l'international. Ils reconnaissent le travail du sexe comme une forme de travail, soutiennent les personnes qui font le travail du sexe et sont engagés dans la lutte pour la décriminalisation du travail du sexe.

À la lecture des *eXXXpressions*, il est clair que nous avons atteint nos objectifs et même plus. L'événement aura permis aux personnes qui travaillent dans l'industrie du sexe de nommer leurs conditions de vie et de travail; d'améliorer leurs capacités d'action, de contrôle, de résistance et d'autonomie; et de développer un réseau d'alliances plus solides.

Des expressions qui façonnent notre avenir

L'évolution d'un contexte social solidaire nécessite d'en arriver à légitimer les personnes qui font le travail du sexe, en les habilitant, en accroissant leurs capacités, en rehaussant leur intégration dans la communauté, en améliorant leur accès à des services judiciaires, communautaires et de santé, et en facilitant l'émergence de représentations sociales non-stigmatisantes. Malheureusement, à cet égard, la situation actuelle est inquiétante puisque bon nombre de sociétés ont tendance à regarder « le problème de la prostitution » sous toutes sortes d'autres angles (moral, idéologique, déviance, criminalisation, stigmatisme, sensationnalisme) que celui des personnes qui en font l'exercice, et ce, sans nécessairement établir les interconnexions entre les déterminants structurels de la santé comme les stéréotypes et les lois, et la santé des personnes qui travaillent dans l'industrie du sexe. Une meilleure compréhension de la globalité des enjeux auxquels font face les travailleuses du sexe est essentielle. Construire cette compréhension fut le filon de la trame générale de notre programmation.

eXXXpressions est divisé en quatre parties, chacune reflétant un moment privilégié du forum. À travers ces pages, les actes des conférences prononcées lors du *Forum XXX* sont agrémentés d'une cinquième partie intitulée « Bons baisers du forum » qui contient des illustrations, des coupures de presse et d'autres souvenirs cocasses laissés par de nombreux militants, sympathisants et alliés de passage à Montréal du 18 au 22 mai 2005.

La première partie du document rend compte de la seule session du forum qui fut ouverte au public. La conférence publique intitulée *Travailleuses du sexe au-delà des frontières* visait

à faire connaître l'expertise internationale de militantes québécoises, françaises, indiennes et australiennes. Près de 700 personnes ont assisté à cette conférence d'ouverture où les panélistes ont dressé le portrait de la situation des travailleuses du sexe dans leur pays respectifs, présenté un bilan de leurs expériences de soutien et d'organisation, et identifié des perspectives d'avenir pour le mouvement des travailleuses du sexe au plan des conditions de vie, de travail et de santé. Les présentations étaient entrecoupées de quatre performances humoristiques de la formation *Debby Doesn't Do It For Free*, qui malheureusement ne peuvent être résumées ici.

Le reste de la programmation du *Forum XXX* était réservé aux participantes inscrites et s'organisait autour de trois grands axes de discussion, afin de dégager des pistes d'actions individuelles et collectives sur les différents facteurs qui ont un impact sur la santé.

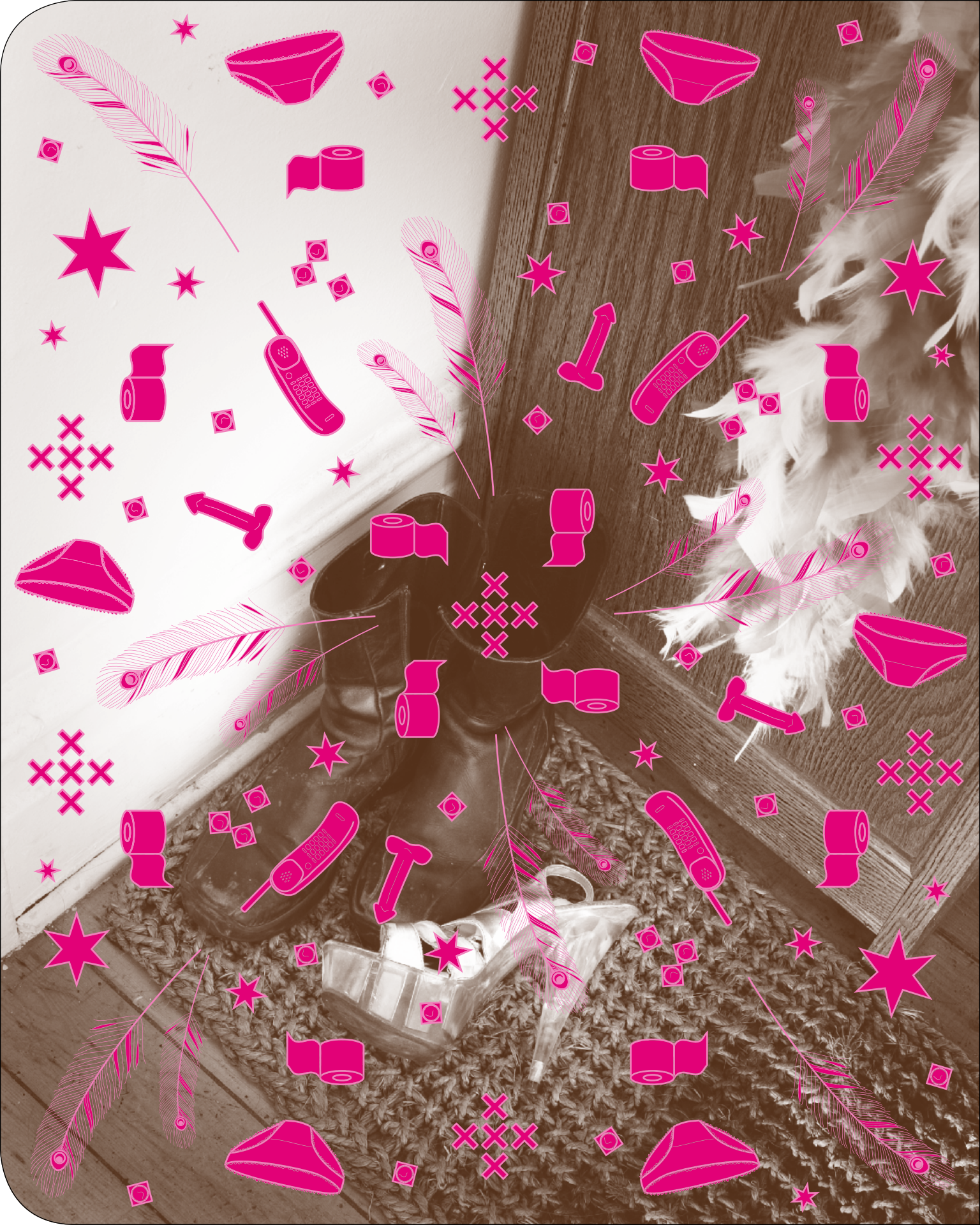
La deuxième partie d'*eXXXpressions*, « Moi et mon travail », porte sur la façon dont les stratégies individuelles peuvent nourrir des actions collectives visant à améliorer la santé, la sécurité et le respect de la dignité des travailleuses et travailleurs du sexe. On y souligne l'importance qu'occupent les expériences personnelles, la diversité des réalités vécues et les différents rôles occupés dans les milieux de vie et de travail. Les trois textes présentés en plénière nous viennent du Québec, d'Israël et de la Thaïlande. Chacun apporte une vision de l'action individuelle et exprime comment celle-ci peut entraîner des changements et des transformations dans le discours social dominant et la réalité du travail du sexe. Ensuite, figure une synthèse des discussions soulevées en atelier par les participantes et participants face à ce thème. Les éléments discutés touchent à la fierté, au *coming out*, à la santé personnelle et à la sécurité au travail, et à la voix des clients.

La troisième partie, « Travail du sexe et société », met en lumière l'environnement social à l'intérieur duquel s'exerce le travail du sexe et la façon dont les travailleuses et travailleurs du sexe réagissent face au discours social dominant. Les conférencières de l'Inde, de l'Argentine et du Canada ont partagé leur perception du contexte social face au travail du sexe et les moyens qu'elles ont utilisés pour répondre et résister à la stigmatisation, à la discrimination et à la violence. En atelier, les participantes et participants ont réfléchi sur l'importance qu'occupe la diversité et la culture des travailleuses du sexe. La synthèse des discussions évoque non seulement comment changer les attitudes que la société entretient à l'égard du travail du sexe, mais aussi différentes stratégies d'organisation et de mobilisation personnelles et collectives.

La quatrième partie, « Lois, politiques et droits de la personne », porte sur les mesures de contrôle social qui ont un impact sur les conditions de vie et de travail des travailleuses et travailleurs du sexe. Ce sont des invités de France, Nouvelle-Zélande et de la Suède, trois pays ayant subi récemment des changements législatifs importants, qui offrent un regard critique sur leurs contextes législatifs respectifs. Le panel rend compte également des stratégies d'actions qu'ils ont développées pour améliorer la situation. Les discussions en atelier sur ce thème ont relevé des questions de langage, de réformes juridiques et de responsabilité sociale pour mieux respecter les droits humains, y compris le droit à la santé, à la sécurité et à la dignité.

Finalement, la conclusion d'*eXXXpressions* constitue un aperçu des retombées immédiates du forum à partir des évaluations recueillies auprès des participantes et participants, et des membres de Stella. Claire Thiboutot, directrice générale à Stella, esquisse quelques-unes des leçons apprises par Stella et par le mouvement des travailleuses et travailleurs du sexe du Québec et du Canada. On prendra plaisir enfin à parcourir les remerciements et autres traces laissées par de nombreux militants, sympathisants et alliés de passage à Montréal du 18 au 22 mai 2005.

J'ai tenté de dresser ici un résumé du contexte dans lequel est née l'initiative du *Forum XXX*, les activités préparatoires à l'événement ainsi que la spécificité des expériences personnelles et collectives qui nous ont permis de mener à terme ce projet d'envergure. Il nous appartient maintenant de poursuivre la lutte et faire vivre notre rendez-vous au-delà de ces pages.



Célébrer

une

décennie

d'action

Célébrer une décennie d'action

Introduction

Dans cette section des *eXXXpressions*, vous trouverez la présentation d'ouverture qui décrit les contextes à l'intérieur desquels s'inscrit le militantisme des travailleuses du sexe (Maria Nengeh Mensah de l'Université du Québec à Montréal, Canada), y compris la reconnaissance, sur un plan historique, que les droits et libertés des personnes qui font le travail du sexe sont une composante essentielle de la lutte contre le VIH/sida. Suivent ensuite trois contributions d'associations issues d'initiatives de prévention du VIH/sida, offrant des perspectives de Montréal au Canada (Claire Thiboutot de Stella), de Kolkata en Inde (Rama Debnath du DMSC) et de Lyon en France (Corinne Monnet de Cabiria présentée par Linda Bakiu). Les présentations retracent le portrait de la situation des travailleuses du sexe dans leur pays. Elles soulignent la naissance de mouvements qui réclament avec créativité et ingéniosité la justice et le respect pour les travailleuses du sexe au-delà des frontières. Les personnes qui ont assisté à la conférence publique ont pu découvrir les victoires et les tribulations de militantes courageuses venues des quatre coins du monde.

En sus des allocutions, les performances du collectif australien *Debby Doesn't Do It For Free* ont agrémenté la soirée. Les films, performances, chansons, atmosphères sonores, poésies, fanzines, satires, installations et ateliers réalisés par les Debbys offrent une voix collective à des travailleuses du sexe autonomes et organisées qui investissent les galeries, les scènes de théâtres, les écrans de cinéma et bousculent les idées reçues. Ne cherchez pas de « Pretty Woman » parmi les Debbys. Les personnages de leurs performances se moquent des représentations réductrices et malheureusement courantes des politiciens, clients et professionnels de la santé sexuelle sur l'industrie du sexe et présentent les expériences de la « vraie vie » des travailleuses du sexe, leurs idées et leur humour.

Au-delà des frontières

Montréal (Canada)

par

Maria Nengeh Mensah

Professeure, Université du Québec
à Montréal (UQAM)

Le contexte social actuel qui caractérise le travail du sexe au Canada est déterminé par ses dimensions légales et politiques. Ce n'est pas un « métier comme un autre », puisqu'il est caractérisé par la criminalisation et la judiciaireisation;... et la persistance de la stigmatisation (la « putain » est toujours et déjà corrompue, perverse ou déviante), de la violence (homicides, agressions, mépris) et de la discrimination (relative à l'accès aux services sociaux, judiciaires, policiers et de santé).

Bref historique

C'est à partir des années 1970 et 1980 qu'un processus d'organisation et d'action internationales s'est mis en branle dans le monde de celles qui travaillent dans l'industrie du sexe. En 1973, naît à San Francisco l'association COYOTE (*Call Off Your Old Tired Ethics*), pionnier du mouvement américain. Puis, il y a l'occupation des églises par les prostituées de Lyon, en France, pour dénoncer la répression policière. Le Comité international pour les droits des prostituées est créé en 1984, une organisation de défense des droits composée quasi exclusivement de femmes, prostituées et féministes. Elles organisent un an plus tard, en 1985 à Amsterdam, le premier Congrès mondial des prostituées qui met en place une nouvelle « grammaire politique », réglant les modalités de la prise de parole en plaçant les prostituées au centre. La Charte mondiale des droits des prostituées est publiée et on propose une définition objective de « la prostitution » en terme d'activité génératrice de revenu; un « travail », dont les dimensions économiques et organisationnelles révèlent une pluralité de formes, de lieux et de conditions d'exercice. De la revendication d'une reconnaissance officielle des métiers du sexe naît une demande d'intégration sociale des personnes qui les pratiquent, ce qui scandalise les abolitionnistes, pour lesquels seul l'abandon de la prostitution peut réinsérer les prostituées dans la société.

Marginalité, exclusion et changement social

La marginalité a trait au rapport entre le centre et la périphérie, mais elle porte aussi en germe un potentiel dynamique de remise en cause de la frontière symbolique qui sépare ces deux domaines.

Comprendre la marginalité d'une manière qui tienne compte du point de vue des intéressés, implique de reconnaître la difficile articulation entre la place de l'individu dans un système et le sentiment qu'il a de sa propre existence.¹ La difficulté à laquelle sont confrontés les individus placés en marge revient, en effet, à trouver le moyen de n'être plus mis à l'écart de la société, sans pour autant devoir sacrifier leur individualité propre.

Le 20 juin 1826, par exemple, six prostituées de Verdun (en France) se rendirent, du faubourg où était reléguée leur activité au centre de la ville, en effectuant une parodie de procession religieuse.² Les sources policières qui ont relaté l'incident ne renseignent pas sur le point de vue des protagonistes, mais il y a lieu de considérer une telle transgression, à la fois spatiale et symbolique, comme un acte volontaire et donc signifiant. On peut ainsi lire dans leur démarche la volonté de dire l'ostracisme dont elles faisaient l'objet devant la population citadine bénéficiant d'une reconnaissance sociale.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre la marginalité et l'exclusion sociale, car justement ces actrices protestataires sortaient alors d'un état (c'est-à-dire d'une situation statique), où elles étaient dans l'incapacité de se faire entendre, afin d'attirer l'attention du centre sur ce qu'elles vivaient comme une injustice commise à leur encontre. Il convient d'envisager la marginalité et l'exclusion comme des processus susceptibles d'être inversés et qui méritent donc d'être remis en cause.

¹ Marche, Guillaume. 2002. « Marginalité, exclusion, déviance : tentative de conceptualisation sociologique », dans *Figures de la marge. Marginalité et identité dans le monde contemporain*, sous la direction de H Ménégaldo. Rennes : Presses universitaires de Rennes. Collection Des Sociétés.

² Merriman, John. 1994. *Aux marges de la ville : faubourgs et banlieues en France 1815-1870*. Paris : Seuil.

Pour les porte-parole du mouvement des travailleuses du sexe, la prostitution est un travail, une réalité s'inscrivant dans la myriade de décisions personnelles qui devrait pouvoir être exercées en sécurité et avec dignité. Ce mouvement refuse les positions misérabilistes : le travail du sexe est (considéré comme) une option légitime dans une démarche de volonté d'autonomie ou de décision stratégique pour prendre en charge son propre destin. Selon cette vision, les prostituées, les escortes, les danseuses nues, les actrices porno et les *téléphonistes roses* ne sont pas déviantes ou victimes totales, mais des personnes qui partagent les mêmes besoins et aspirations que tout le monde.

Et les liens au VIH ...

J'ai reçu un jour dans ma boîte aux lettres un texte, anonyme, évoquant les subtilités que renferme la langue française :

Un gars : c'est un jeune homme
 Une garce : c'est une pute
 Un courtisan : c'est un proche du roi
 Une courtisane : c'est une pute
 Un homme sans moralité : c'est un politicien
 Une femme sans moralité : c'est une pute
 Un homme public : c'est un personnage connu
 Une femme publique : c'est une pute
 Un homme facile : c'est un homme agréable à vivre
 Une femme facile : c'est une pute

Un stigmaté, écrivait Goffman³, est une étiquette sociale puissante qui discrédite et entache la personne qui le reçoit; qui change radicalement la façon dont elle se perçoit, et dont elle est perçue. Les personnes stigmatisées sont habituellement considérées déviantes ou scandaleuses pour une raison ou une autre et, par le fait même, elles sont fuies, évitées, discréditées, rejetées, réprimées ou pénalisées. Le « stigmaté de pute »⁴ est un des plus puissants instruments de contrôle social, non seulement au cœur de l'exclusion des travailleuses du sexe, mais aussi une menace potentielle planant sur toutes celles, et ceux, qui revendiquent une autonomie personnelle, économique, géographique, sexuelle.

S'afficher publiquement, faire le *coming out* de son expérience de travail dans l'industrie du sexe, est un geste courageux et porteur de sens... mais il a un prix... Ce prix, c'est la prison, le harcèlement policier ou celui du voisinage; le risque de perdre la garde de ses enfants, de perdre son logement....

Chez les femmes séropositives que j'ai connues, on ne veut pas être catégorisé « putain ». Chez les travailleuses du sexe, on ne veut pas être associée au VIH.

... sont tricotés serrés

Dès le début de l'épidémie, les personnes qui échangent des services sexuels contre rémunération, ont été ciblées; accusées et stigmatisées comme responsables. On supposait que les prostituées étaient un accélérateur important de la propagation du sida vers la « population générale », du fait de leurs multiples partenaires sexuels. Ce préjugé a accentué la discrimination et la stigmatisation. Parallèlement, il a fait augmenter le silence à propos du sida dans l'industrie du sexe.

On peut comprendre la réticence des travailleuses du sexe à vouloir s'associer au VIH. Accolant promiscuité sexuelle et propagation de la maladie, les scientifiques ont tenté de nous convaincre, les femmes surtout, des impuretés de l'acte de Vénus, en répétant qu'il est préférable d'avoir un seul partenaire sexuel. Pendant ce temps, on accumulait les preuves de la responsabilité des prostituées. Un article publié dans le réputé *Journal of Sex Research* en 1989, par exemple, proposa une formule mathématique complexe (de probabilités de transmission) amenant l'auteur à conclure « qu'en cinq ans, une seule prostituée infectera environ 20 hommes et 0,8 enfants à venir ».⁵ De telles projections sont douteuses et contribuent à véhiculer des stéréotypes accusateurs.

³ Goffman, Erving. 1963. *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps*. Paris : Minuit.

⁴ Pheterson, Gail. 2001. *Le prisme de la prostitution*. Paris : L'Harmattan (traduit de l'américain par N-C Mathieu, *The Prostitution Prism*, 1996. Amsterdam University Press).

⁵ « ...un modèle préliminaire visant à expliquer la transmission du VIH d'une prostituée active sexuellement à ses clients et la transmission de ces clients à leurs partenaires sexuelles. Le dernier maillon de la chaîne est la transmission des mères enceintes à leurs foetus » (Nahmias, Steven. 1989. « A model of HIV diffusion from a single source », *The Journal of Sex Research*, 26 (1): p. 15))

⁶ Rubin, Gayle. 2001. « Penser le sexe ». In *Marché au sexe*, sous la direction de E Sokol. Paris : EPEL, p. 65-139. (traduit de l'américain par F Butler, « Thinking Sex: Notes for a Radical Theory of the Politics of Sexuality ». In *Pleasure and Danger: Exploring Female Sexuality*, sous la direction de C Vance. New York : Routledge and Keagan Paul, 1984.)

⁷ Bastow, Karen. 1996. « Prostitution and HIV/AIDS », *Canadian HIV/AIDS Policy and Law Review*, 2 (2).

⁸ Mensah MN. 2003. *Des politiques publiques saines : évaluation de l'impact que les lois et politiques ont sur les droits de la personne, la prévention et les soins pour le VIH*. Montréal : Réseau juridique canadien VIH/sida. Disponible à : <http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/rappports.htm>.

⁹ Il y a aussi l'éducation, le développement de la petite enfance, et le patrimoine biologique et génétique. Voir : Mustard JF, Frank JW, « The Determinants of Health from a Historical Perspective », *Daedalus : Journal of the American Academy of Arts and Sciences*, 1994, 123 (4) : p. 1-19; et Comité consultatif fédéral-provincial-territorial sur la santé de la population. 1999. *Pour un avenir en santé – Deuxième rapport sur la santé de la population canadienne*, Santé Canada.

En effet, un tel discours spécialisé distingue deux types de femmes. La première, « très active sexuellement », est considérée comme un vecteur de transmission de l'infection au VIH dans les populations hétérosexuelles. La seconde, la femme « enceinte-mère », est vecteur de transmission chez les enfants. La première, la femme-prostituée (la pute, la mauvaise), est responsable de tous les types de transmission et demeure la source originelle, le point de départ, le patient zéro; envers qui nous avons une tolérance zéro. Ces distinctions renforcent l'idée voulant que la sexualité soit dangereuse et que le sexe soit une force essentiellement destructrice et négative.⁶

Faut-il rappeler que les travailleuses du sexe sont les premières à insister sur la prévention des infections transmissibles sexuellement et sur l'utilisation du condom avec leurs clients? Les recherches auprès de personnes qui font le travail du sexe, rapportent une distinction entre le sexe commercial et le sexe personnel : celles-ci auraient tendance à utiliser le condom de façon régulière avec leurs partenaires dans leur contexte de travail, mais continueraient à avoir des rapports sexuels non protégés avec leurs conjoints ou leur amoureuses. Le modèle mathématique de diffusion du VIH mentionné tout à l'heure, devrait, à tout le moins, tenir compte du fait que « la prostituée » pratique le sécurisexe au travail, mais risque de contracter l'infection au VIH dans le cadre de ses relations sexuelles personnelles; qu'elle est également concernée par la transmission verticale lorsqu'elle est enceinte; et qu'elle est peut-être aussi un homme, un transsexuel ou un travesti. Est-ce trop demander que d'aller au-delà des préjugés?

Selon cette logique, plus une femme est fidèle aux règles de la monogamie, moins elle court le risque d'être exposée au VIH. Pourtant, ce qui paraît le plus confus par rapport à la transmission du VIH, c'est l'accusation de promiscuité sexuelle; une accusation portée à l'encontre des hommes gais d'abord, puis des femmes prostituées par la suite. Bien que le nombre de partenaires puisse faire augmenter la probabilité de rencontrer une personne séropositive, c'est la pratique d'activités comportant l'échange de liquides corporels qui établit le risque d'acquisition du VIH. Ainsi, la monogamie sexuelle n'exclut pas le risque d'infection lorsqu'elle est le lieu de relations sexuelles non protégées avec une personne infectée.

La logique de responsabilisation des prostituées a donné lieu également à de nombreuses mesures coercitives, au nom de la prévention du sida. Durant les années 1980, par exemple, on a adopté des lois qui prévoyaient l'administration obligatoire de tests de dépistage du VIH à des personnes reconnues coupables ou, dans certains cas, accusées de prostitution. Les prostituées séropositives étaient libérées de la détention à la condition qu'elles acceptent d'être surveillées. Le législateur pouvait ainsi les contraindre à s'abstenir de certains comportements, à subir un traitement donné; ou à être détenues pendant l'application des ordonnances médicales;⁷ d'importantes violations des droits et libertés pour préserver la santé publique. Est-ce trop demander que d'aller au-delà des préjugés?

La transmission du VIH est causée par des activités à risque et non par l'appartenance à un groupe. Un programme de test obligatoire rencontrerait des problèmes évidents à identifier les membres des groupes ciblés et exacerberait la discrimination à l'endroit des gens ciblés tout en donnant aux autres un faux sentiment de sécurité. Au Canada, heureusement, l'imposition du test de VIH a généralement été rejetée, mais c'est un acquis fragile.

Déterminants de la santé

La littérature scientifique des 20 dernières années montre que les travailleuses et les travailleurs du sexe sont vulnérables au VIH lorsqu'ils n'ont pas les moyens, l'information ni l'autorité pour se protéger et protéger leurs clients.⁸ Ces écrits soutiennent qu'il existe un lien déterminant entre la criminalisation de la prostitution et la santé des personnes qui font le travail du sexe, dans la rue ou ailleurs.

Les déterminants de la santé sont des facteurs individuels et collectifs qui ont des effets complexes sur la santé. Il s'agit entre autres⁹ de l'éducation, du revenu, des réseaux de soutien social, de l'emploi et des conditions de travail, des habitudes de santé et des capacités d'adaptation personnelles, des services de santé, du sexe et de la culture. Les lois

et les politiques aussi ont un impact déterminant, voire structurant, sur la prévention et les soins liés au VIH/sida : ce sont des déterminants structurels de la santé. Elles déterminent les options, influencent les choix, constituent le contexte physique et social. Par exemple, des données probantes montrent que les lois et politiques influencent la vulnérabilité au VIH d'un individu qui travaille dans l'industrie du sexe; le rythme auquel son infection à VIH progressera vers le sida; et sa capacité de composer et de vivre avec le VIH/sida.¹⁰ En particulier, les lois criminelles et la surveillance policière¹¹ :

- * influencent *directement* le degré de risque en affectant à la fois la disponibilité des moyens de protection (seringues neuves et condoms) et les conditions dans lesquelles leur usage se négocie;
- * et elles ont un impact *indirect* en validant la stigmatisation, le racisme, le sexisme et l'oppression, ce qui perpétue les iniquités sociales qui sont parmi les déterminants les plus fondamentaux de la vulnérabilité au VIH.

Les femmes, les hommes, les travesties et les transsexuelles œuvrant dans l'industrie du sexe des quatre coins du monde ont maintenant besoin d'exercer un meilleur contrôle sur leurs conditions de travail et de développer des compétences et des habiletés (personnelles et collectives) pouvant les aider à vivre en santé et avec dignité. Seul le développement d'un contexte social - juridique, politique et médiatique - exempt de préjugés peut contribuer à promouvoir la santé des travailleuses du sexe. Cela nécessite d'en arriver à légitimer les personnes qui font le travail du sexe, en les habilitant, en accroissant leurs capacités, en rehaussant leur intégration dans la communauté, en améliorant leur accès à des services juridiques, communautaires et de santé, et en facilitant l'émergence de représentations sociales non-stigmatisantes.

La prolifération de discours néo-abolitionnistes, depuis la dernière décennie, a contribué à remettre la criminalisation d'activités spécifiques reliées à la prostitution à l'agenda national et international. Les discours tenus sont surtout d'ordre idéologique et, il faut le dire, orientent mal les pistes de réforme législative et les stratégies de promotion de la santé des individus en cause. Dans les cercles féministes prohibitionnistes, par exemple, le premier écueil que nous avons rencontré réside dans le fait que l'expression « travail du sexe » est tabou, et que, si on l'utilise pour analyser les réalités du commerce de services sexuels, on est vite désigné comme « lobby pro-prostitution » ou discréditée comme non légitime. Comme si l'opprobre lié au sujet produisait l'illégitimité de celle qui parle. Par rapport à la santé notamment, ces approches néo-abolitionnistes tendent à minimiser les initiatives de santé publique, comme les programmes de prévention et de soins du VIH qui agissent sur les conditions d'exercice du travail du sexe. Je pense aux initiatives états-uniennes qui refusent, depuis 2003, de financer des projets de lutte contre le VIH...

Risques et vulnérabilités

Nous savons que les travailleuses et travailleurs du sexe les plus vulnérables au VIH sont ceux et celles qui sont incarcérés, ceux et celles qui s'injectent des drogues, ceux et celles qui partagent des seringues non stérilisées et ceux qui ont des rapports sexuels non protégés avec des partenaires sans rémunération. Le risque de contracter le VIH dans le contexte du travail du sexe est également lié à la criminalisation du travail sexuel, à l'usage de mesures coercitives dans les contextes où le travail sexuel est régi, et aux conditions précaires qui accroissent la vulnérabilité des travailleurs du sexe.¹²

C'est réellement au début des années 1990, alors que la lutte contre le sida se consolide un peu partout, que l'effervescence militante provoque l'association fructueuse entre les associations de santé communautaire et les travailleuses du sexe. C'est ainsi que naissent des groupes comme Stella, Cabiria et le Durbar Mahila Samanwaya Committee, mais aussi le « Maggies Prostitutes Project » à Toronto, le « Sex Workers » Alliance of Vancouver, « ZiTeng » à Hong Kong, « Empower » à Chiang Mai, le « Network of Sex Work Projects » à l'international et plusieurs autres associations, regroupements et coalitions. Les groupes qui sont d'abord nés d'initiatives en santé publique pour répondre à des besoins spécifiques en matière de prévention du VIH/sida. Vous les entendrez ce soir.

¹⁰ Au Canada, les recherches de collègues sociologues et criminologues (Cecilia Benoit, Deborah Brock, John Lowman, Colette Parent, Pivot Legal Society et Frances Shaver) ajoutent à notre compréhension de la façon dont les cadres de réglementation non criminels et les politiques publiques (ex. : sur la santé, les services sociaux, l'emploi, le maintien de l'ordre, les règlements municipaux, les lois fédérales et l'immigration) affectent la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs du sexe.

¹¹ Blankenship KM, Koester S. 2001. « Criminal Law, Policing Policy, and HIV Risk in Street Sex Workers and IDUS », *documentation de la conférence Health, Law and Human Rights: Exploring the Connections, An International Cross-Disciplinary Conference, Honoring Jonathan M. Mann, Philadelphie, septembre 2001, p. 879-883.*

¹² Mensah MN. 2003. *op cit.*

Depuis les dix dernières années, ces groupes et leurs actions respectives ont évolué considérablement : ils ont permis une plus grande visibilité des préoccupations des personnes qui travaillent dans l'industrie du sexe, et ce faisant, ont mené la lutte contre le sida au-delà de l'approche individuelle. Ils ont ainsi montré que pour faire face à l'épidémie du VIH/sida, il faut intervenir sur les conditions d'exercice du travail du sexe, et que pour mener ce type d'action il faut se confronter aux questions de la criminalisation et de la stigmatisation.

Pistes d'avenir

Il nous faut aller au-delà des images et des énoncés stéréotypés.

Il nous faut forger des alliances solides entre le mouvement des personnes atteintes et le mouvement des personnes qui font le travail du sexe.

Mais surtout, il nous faut éviter les glissements moraux et sensationnalistes et accorder la prise de parole aux putes protestataires qui ne veulent plus être mises à l'écart de la société, de la santé et des autres droits et libertés.

Durant les trois prochains jours, elles pourront enfin être ensemble pour échanger et faire leur propre bilan... et, maintenant, contrairement à 1826, elles sont pas mal plus nombreuses que six!

Perspectives de Montréal

Stella, Montréal (Canada)

par

Claire Thiboutot

Directrice Générale, Stella

C'est avec un immense plaisir que je prends la parole ce soir devant vous, sur ce panel, où je suis si bien entourée. Cela fait d'autant plus plaisir que ça fait plusieurs mois que j'attends ce moment, ce *Forum XXX*, où nous ferons toutes et tous, venus des quatre coins du monde entendre nos voix. Mon intention ce soir est de vous présenter Stella : un bref bilan de nos 10 ans d'actions, sur le terrain et en revendications et un aperçu des stratégies d'action que nous aimerions privilégier dans l'avenir. Pour ce faire, je vous présenterai des bribes d'une démarche de réflexion que nous avons faite cet hiver à Stella, en préparation du Forum, autour des trois thèmes dont nous discuterons plus à fond cette semaine : « Moi et mon travail », « Travail du sexe et société », « Lois, politiques et droits de la personne ».

Stella

Mais, tout d'abord, Stella. Quelle aventure! Stella est née dans le contexte de l'épidémie du VIH/sida comme plusieurs groupes qui sont représentés ici ce soir. Groupes qui ont parfois plus de 10 ans, on pense à Maggie's qui approche 20 ans, Empower qui fête 20 ans en 2005... bref le mouvement des travailleuses du sexe n'est pas né de la dernière pluie. Un contexte où, en début d'épidémie, les autorités publiques s'interrogeaient à savoir s'il ne serait pas opportun d'imposer des examens médicaux et des tests de dépistage du VIH obligatoires chez les prostituées. Et ce afin d'éviter que des femmes infectent leurs clients qui à leur tour infecteraient leurs épouses qui transmettraient alors le virus à leurs enfants. Nous avons refusé cette mesure de contrôle social et médical supplémentaire, - car il ne manque pas de mesures de contrôle social, médical ou judiciaire à notre égard soit dit en passant - mesure qui se souciait de toute façon peu de notre sort, arguant que nous avons nous-même un intérêt à nous protéger, que nous avons déjà développé des stratégies de protection - le VIH n'étant pas la première infection transmissible par le sexe ou par le sang de l'histoire - qu'il fallait renforcer ces stratégies et combattre les obstacles structurels minant nos efforts. Nous n'allions certainement pas devenir les nouvelles boucs émissaires de cette épidémie. En d'autres mots, nous avons refusé d'être stigmatisées davantage, cette fois à titre de « vectrices de la transmission de la maladie ». Nous nous sommes faites « actrices » de la prévention dans notre communauté.

Stella a donc ouvert ses portes il y a dix ans avec, pour commencer, un clin d'œil à l'histoire. Presque un siècle auparavant, en 1913, une femme de Philadelphie du nom de Maimie Pinzer qui avait exercé à peu près tous les métiers accessibles aux femmes de l'époque¹ y compris la prostitution, ouvrait à Montréal un refuge pour les travailleuses du sexe qu'elle considérait comme des femmes fières, dignes et autonomes. Ce lieu d'échange et de repos informel accueillait régulièrement une femme nommée Stella Philips. Maimie disait de Stella qu'elle était une femme dynamique et colorée. Tout comme Maimie, nous avons voulu recréer un espace de convivialité ouvert aux belles de nuit, et nous avons fait le souhait d'être nous aussi à l'image de Stella, dynamiques et colorées. Nous avons puisé dans l'héritage de notre mouvement, nous nous sommes inspirées du courage de nos consœurs de Lyon qui occupaient une église il y a 30 ans, nous avons fait nôtre le slogan de leur bannière : « nous ne voulons plus nos sœurs, nos mères, nos filles, nos amies, nos blondes, nos amoures en prison », l'avons apposé sur notre immeuble lors de la Marche mondiale des femmes en 2000, et réutilisé le même slogan pour la couverture de l'édition « spécial prison » de notre magazine ConStellation. Nous avons aussi puisé dans l'expérience de nos consœurs et confrères canadiens : la première version de nos règlements généraux était un « copié-collé » de ceux de notre grande sœur Maggie's à Toronto.

Travailleuses du sexe nous-mêmes, nous nous sommes données comme mandat de soutenir et d'informer les travailleuses du sexe afin qu'elles puissent vivre et travailler en

¹ Maimie a travaillé dans les services caritatifs, elle a fait du travail de bureau, du travail agricole, du travail domestique et bien sûr de la prostitution.

sécurité et avec dignité; en ayant comme objectif d'éduquer et de sensibiliser le public en général et les intervenants des milieux judiciaires, policiers, sociaux et de santé en particulier afin de combattre la discrimination et la stigmatisation vécues par les travailleuses du sexe, de revendiquer la reconnaissance de notre travail comme travail et de lutter pour obtenir sa décriminalisation. Comme l'a si bien expliqué Maria Nengeh Mensah, lors de la présentation précédente, cette criminalisation est l'une des barrières les plus importantes à l'accès et au respect de nos droits et libertés fondamentales, une composante essentielle de la lutte contre le VIH/sida.

Nous avons troqué nos talons aiguilles pour des *running shoes*, et avons arpenté tous les recoins de l'industrie du sexe de Montréal et ses alcôves. Ainsi Stella c'est d'abord et avant tout une présence constante dans les rues de Montréal, les bars de danseuses, les agences d'escortes, les salons de massage, les plateaux de tournage de films pornos. Le soir et la nuit. C'est une oreille attentive, un accompagnement selon les besoins. C'est défendre les droits et libertés fondamentales. À minuit le soir, défendre l'accès à des soins en accompagnant une femme, usagère de drogue par injection (UDI) qui n'a pas dormi depuis trois jours, à l'urgence de l'Hôpital Saint-Luc. Se taper l'attitude hostile du personnel soignant, leurs peurs. Insister...jusqu'à ce quelle soit soignée.

Deux fois par mois, c'est aussi donner accès à des soins dans nos propres murs, en collaboration avec Médecins du monde. Aux sans-papiers. À celles qui les ont perdus. À celles qui viennent d'ailleurs et qui sont sans statut. Surtout ne pas poser de questions. Être là, à l'écoute. Offrir un VRAI service anonyme et confidentiel.

Stella c'est aussi une présence régulière à l'intérieur des murs des prisons Tanguay et de Joliette. Des accompagnements à la Cour, à la Régie du logement, à la Direction de protection de la jeunesse. Il y en a qui pense qu'on est une gang de fofolles, un peu intellos, élitistes et qu'on ne sait pas de quoi on parle. On vient du milieu, on travaille dans le milieu et on le parcourt à tous les jours. Bien sûr nous sommes bien placées pour savoir que ce n'est pas rose partout et tous les jours. Que tout n'est pas noir ou blanc. Qu'il y a bien des zones grises. Que plusieurs de nos sœurs souffrent de la pauvreté, du sort réservé aux femmes autochtones, de la criminalisation des drogues, de la violence des hommes. Que même celles d'entre nous qui ont des conditions de travail correctes ne sont pas à l'abri des préjugés, de la violence d'un client, de la brutalité policière, d'une arrestation abusive. D'où l'importance de se regrouper, et collectivement, partager nos savoirs, confronter les préjugés et revendiquer des changements législatifs.

Moi et mon travail

Au cours de nos dix premières années d'action, nous avons offert du soutien aux travailleuses du sexe, développé des positions politiques, contribué à des projets novateurs et créé du matériel de prévention du VIH/sida récipiendaire de nombreux prix. Mais le plus important probablement, c'est que tout ça a permis la création d'une communauté de travailleuses du sexe. Une communauté de plus en plus importante. C'est à tout le moins l'une des premières choses à être ressortie de nos rencontres préparatoires au Forum. Pour la plupart d'entre nous, Stella nous a permis de briser l'isolement, de nous afficher comme travailleuses du sexe, de partager nos expériences. Être là avec d'autres, ensemble dans nos différences de femmes inuits, de travesties travaillant sur la rue ou d'escortes. Noires, blanches, jaunes et rouges unies. Être dans un lieu où l'on n'a pas à avoir peur d'être qui on est et sortir de la solitude où nous place trop souvent une société qui préfère détourner le regard ou nous mettre dans les petites cases étroites des préjugées : « salopes », « victimes », « délinquantes ». Quand ce ne sont pas les petites cases des cellules de la prison.

Fréquenter Stella nous a permis d'apprendre que d'autres travaillent différemment, d'échanger des informations essentielles sur le sexe sécuritaire, la santé et la sécurité au travail. Par exemple : comment négocier le port du condom avec un client, établir, respecter et faire respecter ses limites. Nous avons partagé nos histoires personnelles et des centaines de trucs du métier. La mise en commun de ces informations a donné naissance à la plupart de nos outils : la *Liste des mauvais clients* et le *Guide XXX* par exemple. Notre participation aux diverses actions et activités de Stella nous a aussi confrontées à nos propres

préjugés, notamment en ce qui a trait aux diverses formes de travail, aux classes sociales des travailleuses du sexe et aux conditions économiques qui diffèrent d'un travail à l'autre; par exemple celles des travailleuses sur la rue et celles des escortes de luxe. Stella c'est aussi un espace de solidarité où se côtoient pauvres et moins pauvres, usagères de drogues ou itinérantes, séropositives ou femmes infectées par l'hépatite C, danseuses, escortes ou putes de rue. Stella c'est un lieu où l'on parle et diffuse l'information dans plusieurs langues : français, anglais, inuktituk et bien d'autres. À Stella nous sommes multiples et nous avons toutes à apprendre les unes des autres. Nous pouvons dire aussi que Stella est un espace qui favorise la confiance en soi, où l'on se sent dignes, solidaires et respectées, où l'on développe un sentiment d'appartenance. Se sentir fortes de ce partage, de cette solidarité. Parce qu'on veut rester en vie et en santé, se sentir en sécurité. Parce qu'on veut se faire respecter, nos droits et notre personne. En somme, toutes nos histoires individuelles rassemblées deviennent les arguments mêmes de notre bataille, de notre lutte collective.

Dans nos sessions de réflexion, une des premières choses dont nous avons discuté a été la mobilisation des travailleuses du sexe. Comment rejoindre toujours plus les travailleuses du sexe? Comment impliquer les unes et les autres toujours davantage? Comment faire en sorte qu'elles arrêtent d'avoir peur de s'impliquer, peur de perdre leur job, peur d'être stigmatisées, peur de faire un *coming out*? Comment faire pour qu'elles sachent que Stella existe et qu'elles aient accès à nos outils d'information? Comment faire pour qu'elles ne se sentent plus seules?

Un des points qui est revenu souvent, c'est la question de la visibilité de notre organisme. Nous devons être visibles dans tous les lieux de travail de l'industrie du sexe, mais aussi publiquement, particulièrement en étant présentes dans les médias.

Aussi, nous nous sommes dit qu'il fallait sérieusement commencer à penser à impliquer les clients. L'an passé, nous avons publié un guide de prévention à l'usage des clients. Un guide qui met de l'avant le respect des limites des travailleuses du sexe. C'est un outil fort sympathique qui encourage les clients à respecter les travailleuses du sexe et leur contrat. Mais nous nous disions qu'il faudrait aussi les impliquer dans nos actions. Les faire sortir du placard, eux aussi, parce que tout le monde se demande : qui sont les clients? Nous avons beau leur dire c'est un peu monsieur tout-le-monde, mais on ne nous croit pas. Bon alors voici le message : chers clients impliquez-vous!

Nous nous sommes dit qu'il fallait aussi impliquer les propriétaires et gérants dans notre lutte. Les amener à agir pour faire en sorte qu'ils comprennent que nous avons besoin de meilleures conditions de travail. Les impliquer dans l'élaboration de ces conditions de travail. Et, pourquoi pas, développer des lignes directrices avec eux et elles en matière de santé et sécurité au travail?

Il faut briser les tabous qui demeurent concernant le VIH/sida, entre nous et dans l'industrie. Nous en parlons toujours à l'extérieur, mais entre nous, nous avons encore de la misère. Pourtant, il y a une volonté de s'en parler plus, pour que nous soyons plus à même de dire que « oui ça se peut travailler dans l'industrie tout en étant séropositive ». Mais comment fait-on ça? Comment gère-t-on la confidentialité, la divulgation, etc.? Nous devons soutenir davantage les femmes atteintes qui travaillent dans l'industrie du sexe tout en se rapprochant des groupes de femmes atteintes. Pour l'instant, il n'y a pas beaucoup de liens entre les groupes de travailleuses du sexe et les groupes de soutien pour les femmes atteintes. Donc nous avons besoin de travailler sur ces questions là.

Travail du sexe et société

Évidemment, nous avons fait un travail fou dans les dernières années. Un travail, entre autres, semblable à celui des Debbys, la troupe culturelle d'Australie : donc des actions colorées, des mises en scène et même parfois du théâtre de rue. Par exemple, la superbe mise en scène que nous avons montée pour la Marche mondiale des femmes, on encore la peinture de la fontaine de l'hôtel de ville en rouge avec la coalition pour les droits des travailleurs et travailleuses du sexe, et l'invitation au maire nouvellement élu (Gérald Tremblay, Montréal) à venir manger des pâtes à la putanesca... Il n'est jamais venu, nos stratégies de dialogues n'ont jamais marché avec ce maire là.

Afin de contrer la stigmatisation et la violence à notre égard, l'utilisation des médias a été, et demeure une stratégie importante pour changer les mentalités et démystifier les réalités du travail du sexe. La prise de parole des travailleuses du sexe a également pris plusieurs formes au cours des dix dernières années, au sein de Stella et autour. Certaines ont réécrit l'histoire à partir de nos propres points de vues. D'autres ont utilisé la peinture, le dessin, la bande dessinée et la photographie pour mieux rendre compte de nos réalités et de nos préoccupations. L'art et la créativité des travailleuses du sexe ont été exposés dans les vitrines à notre ancienne adresse sur St-Laurent et au Festival du 8^{ième} art. Les œuvres de dizaines d'entre nous se sont retrouvées dans les pages de nos ConStellations ou illustrent nos divers outils. De plus en plus de travailleuses du sexe prennent également la plume ou occupent l'espace virtuel pour « se dire » et traiter de la question du travail du sexe. Certaines femmes ont fait des sites Web sur lesquels elles diffusent de l'information sur le travail du sexe et l'industrie du sexe. Parmi les romancières, il y a eu Emmanuelle Turgeon avec *L'instant libre* et *Les beaux survivants* et Roxanne Nadeau avec *Pute de rue*. Cela a fait en sorte que la parole des travailleuses du sexe, même au-delà de Stella, a eu une portée remarquable dans la société québécoise. Et ça fait du bien! Bref le défi est de toujours dépasser les éternelles divisions entre mère ou putain, victimes, pauvres petites ou collaboratrices, aliénées et aliénantes pour les femmes. Toujours dépasser les stigmatisations et les injures.

Nous avons eu des idées comme mener une campagne d'argent rouge. Nous avons initié cette démarche lors du lancement du ConStellation « spécial prison ». L'idée est de faire des traits rouges sur les billets afin de rendre visible la présence des travailleuses du sexe dans la société, comme les gais l'ont fait dans les années 90 avec l'argent rose.

Nous avons recommencé à faire des campagnes de sensibilisation à haute visibilité médiatique pour diminuer la stigmatisation. Ces campagnes médiatiques favorisent la solidarité entre les travailleuses du sexe, mais aussi la solidarité entre les travailleuses du sexe et la population générale.

Nous avons eu l'idée de créer nos propres émissions de radio, nos films et documentaires. Et pourquoi pas, nos propres olympiques!

Lois, politiques et droits de la personne

En matière de lois, politiques et droits de la personne, on en a arraché! Nous avons eu à faire face à une « chasse aux sorcières » de la part des résidents notamment dans le quartier Centre-Sud suite à l'échec de la mise en place d'un projet-pilote d'alternative à la judiciarisation de la prostitution de rue. Ce projet allait faire en sorte que nous ayons plus d'autonomie pour gérer les problèmes liés à la prostitution de rue à Montréal, mais nous n'avons jamais été même capable d'expliquer proprement le projet. Le monde a viré fou dans le quartier. Nous avons dû faire volte-face. Mais après cela, la violence n'a fait qu'augmenter. Nous avons reçu des menaces de mort, des pigeons morts laissés sur le bord de notre porte, des vitrines cassées, etc. J'en profite pour dire qu'il y a des gens qui pensent que nous faisons l'affaire du crime organisé, que la décriminalisation leur conviendrait. Mais il y a de nombreuses travailleuses du sexe dans le monde, des militantes, qui ont été tuées, violentées ou menacées de mort à cause du travail qu'elles font. En Inde ou en Argentine notamment. Ça dérange!

Fait nouveau à Montréal, la répression policière ne se fait plus par l'entremise de contraventions aux règlements municipaux comme les délits de marcher en bas du trottoir, flânerie, etc. Nous avons à moitié gagnée une défense collective contre ce type de contraventions qui sont données spécifiquement aux travailleuses du sexe, aux jeunes marginaux et aux itinérants. Par contre, les procureurs de la couronne ont préféré annuler les contraventions au lieu d'admettre que la police faisait une application discriminatoire de la loi et créer un précédent légal. Depuis ce temps là, ce sont les policiers de l'escouade de la moralité qui ont pris le relais et procèdent à des arrestations en vertu du Code criminel : 38 en 2001, 825 en 2004 (chiffres rendus publics par le Service de Police de la Ville de Montréal le 18 mars 2005). Et entre 2003 et 2004, il y a eu une augmentation des arrestations de 42 %. La prison Tanguay est pleine de femmes incarcérées suite à ces accusations. Cela sera une de nos priorités après le forum de s'occuper de cette situation là. Il nous faudra

éventuellement reprendre un dialogue avec la Ville de Montréal, dialogue qui est rompu depuis l'échec du projet pilote. L'intolérance de la Ville dépasse les bornes envers toutes les personnes qui occupent l'espace public pour une raison ou une autre. Et ça ne peut plus durer.

Au niveau canadien, il faudrait mettre en œuvre une stratégie efficace visant des changements législatifs importants pour nous. J'ai très hâte d'entendre Catherine Healy de la Nouvelle-Zélande, pays du Commonwealth comme le Canada, nous expliquer comment elles sont arrivées à faire un changement législatif quand ici nous ne voyons pas la lumière au bout du tunnel.

Au plan international, toutes les travailleuses du sexe ensemble il va nous falloir être vigilantes. C'est d'autant plus important comme Canadiennes car le fait que les États-Unis soient nos voisins du sud rend parfois les choses plus difficiles. Il ne faut vraiment pas que le gouvernement canadien s'aligne sur les politiques américaines proches de la droite religieuse, anti-prostituées, notamment en matière d'aide internationale, en prévention et traitement VIH/sida.

Ce que je peux vous dire pour finir, c'est que toutes les femmes avec qui je travaille me remplissent de joie à tous les jours et sont une source d'inspiration immense.

À Stella nous sommes ainsi : immortelles, insatiables, assoiffées de justice sociale, « tenancières » de notre résistance, suffragettes de la Main, libertaires et anti-chimères. Nous sommes le « je » qui découvre les solidarités, le « nous » boule de neige. Nous sommes cette vague que rien ne peut arrêter. Nous sommes ici, là-bas, partout, au-delà des frontières.

Perspectives de Kolkata

Durbar Mahila Samanwaya Committee, Kolkata (India)

par

Rama Debnath

Représentante du Durbar Mahila
Samanwaya Committee (DMSC)

Introduction au DMSC

Le Durbar Mahila Samanwaya Committee (DMSC, ou le comité de coordination des femmes indomptables) est un forum de 65 000 travailleurs et travailleuses du sexe (incluant les personnes transgenres) et leurs enfants. Il est situé à Kolkata, en Inde. Le DMSC travaille auprès des travailleuses du sexe du Bengale-Occidental et développe activement des liens avec les autres groupes et projets des travailleuses du sexe de l'Inde comme de l'étranger. Notre but est de rassembler les travailleuses du sexe et de faire valoir leurs droits. Le DMSC a pour objectif d'obtenir un statut légal plus sécuritaire pour les travailleuses du sexe et leurs enfants, ainsi que la protection de leurs droits. Le DMSC réclame la décriminalisation des services sexuels rendus par des adultes, et se bat pour que les travailleuses du sexe puissent être reconnues à titre de travailleurs ayant des droits et des avantages. Depuis son ouverture, le DMSC est un partenaire actif dans l'implantation et dans la direction du programme d'intervention en matière d'infections transmissibles sexuellement et du VIH/sida (SHIP), mieux connu sous le nom du projet Sonagachi.

Les expériences acquises en dix ans d'activisme et de combat sont nombreuses et variées. Voici un résumé de nos plus grands acquis :

- * Avoir développé le statut des travailleuses du sexe en tant que personnes au travail ayant droit à l'estime de soi. Nous avons fait valoir que le travail du sexe est une occupation et non une « condition morale ». En conséquence, les travailleuses du sexe ne sont plus des femmes déchues ou des hommes et des personnes transgenres étant sortis du « droit chemin », mais plutôt des travailleurs ayant des droits;
- * Avoir réuni les travailleuses du sexe opérant dans les bordels et celles qui opèrent de la rue, et les avoir réunies en groupes partageant une identité commune ainsi que les mêmes aspirations à la promotion et à la défense de leurs droits;
- * Avoir dénoncé la discrimination et la stigmatisation associées au travail ainsi qu'aux travailleuses du sexe, et avoir exigé de ne plus être considérées comme des victimes, mais comme des personnes ayant le pouvoir et la capacité de changer leurs vies. Cela s'est concrétisé de plusieurs façons. En 1999, les groupes de travailleuses du sexe ont récupéré le contrôle du projet Sonagachi alors mené par un institut de recherche gouvernemental. Notons aussi la création de la « Coopérative financière des travailleuses du sexe »;
- * Avoir bâti des groupes par et pour les travailleuses du sexe afin de rendre la communauté visible et autonome. Parmi les fruits de nos combats, nous retrouvons le DMSC, le groupe activiste des travailleuses du sexe; la « Coopérative financière » et la société de coopération « Usha »; la troupe culturelle « Komol Gandhar »; le programme d'éducation « Durbar » et le syndicat « Binodini »;
- * Avoir reconduit l'expérience du projet « Sonagachi » et d'avoir amélioré les interventions en santé offertes aux travailleuses du sexe du Bengale-Occidental. Le modèle « Sonagachi » est un modèle d'intervention ITS/VIH ayant vu le jour en 1992 dans un milieu de travail sexuel isolé. Aujourd'hui, il sert de modèle à quarante-sept milieux de travail dans les bordels autant que sur la rue, et ce dans tout l'État;
- * Avoir déconstruit les concepts entourant les rôles sexuels, la sexualité, et le travail du sexe et d'avoir créé des espaces pour que la voix de la communauté des travailleuses du sexe soit entendue publiquement;
- * Avoir défié et modifié les relations de pouvoir dans l'industrie du sexe stigmatisant, opprimant et exploitant les travailleuses du sexe. Nous avons réussi à faire cesser les vieilles pratiques du « travail sexuel avec des compte-à-rendre » (*bonded work*). Nous avons défié et neutralisé le pouvoir de ceux qui nous opprimaient et nous

exploitaient comme les *pimps*, les *madames*, les propriétaires, les prêteurs d'argent, la police et les voyous qui nous faisaient du taxage. Grâce à nos combats, nous leur avons retiré le pouvoir de décider du destin des travailleuses du sexe et celui d'agir comme arbitres lorsque nos intérêts sont en jeu;

- * Avoir instauré les « Conseils Durbar d'auto-régulation de l'industrie du sexe », qui sont des institutions durables dans les milieux de travail du sexe, servant à la prévention du trafic ou de la prostitution des mineures et des personnes non consentantes;
- * Avoir dénoncé avec vigueur les atrocités et les violences des policiers à l'endroit des travailleuses du sexe, ainsi que les violations des droits de la personne commises par l'État et le gouvernement;
- * Avoir mis de l'avant les intérêts des travailleuses du sexe et leurs demandes en matière de droits des travailleurs, de droits de la personne et de droits civils;
- * Avoir créé des environnements et des institutions pour nos enfants, afin qu'ils puissent apprendre, jouer et grandir. Nous dirigeons deux immeubles résidentiels permettant à nos enfants l'accès à l'éducation qui leur est habituellement refusée par une société les stigmatisant autant que nous le sommes.

La vision du DMSC

Nous sommes à la recherche d'un monde où toutes les communautés marginalisées pourraient vivre en harmonie et jouir des mêmes respects, droits et dignité accordés à tous. Nous travaillons à concrétiser un ordre social où il n'y aurait pas de discriminations basées sur la race, la classe sociale, les croyances, la religion, la caste, le sexe, l'occupation, le statut médical, et où tous les citoyens vivraient en paix et en harmonie.

La mission du DMSC

La mission du DMSC est d'apporter des changements aux niveaux social et politique, afin d'améliorer le statut social et la qualité de vie des travailleuses du sexe, (femmes, hommes et personnes transgenres) pour que leur dignité ainsi que leurs droits soient respectés. Ces buts s'inscrivent dans un mouvement global visant à accorder plus de droits aux personnes marginalisées à travers les objectifs suivants :

- * Améliorer l'image des travailleuses du sexe et leur estime de soi;
- * Influencer pour faire changer les normes, politiques et pratiques anti-travailleuses du sexe qui opèrent à tous les niveaux de la société;
- * Donner du pouvoir aux communautés (*empowerment*) à travers des processus de collectivisation, de création d'organismes et d'autodétermination;
- * Dénoncer et changer les relations de pouvoir au sein et à l'extérieur de l'industrie du sexe;
- * Exiger que le travail du sexe soit reconnu comme un travail et exiger la fin de l'exploitation et de la coercition à l'intérieur de l'industrie du sexe;
- * Prévenir l'exploitation des mineurs et la coercition dans l'industrie du sexe, incluant le trafic, grâce aux « Conseils Durbar d'auto-régulation de l'industrie du sexe » gérés par les travailleuses du sexe;
- * Organiser des actions non-violentes pour protester contre les violations des droits civils et des droits de la personne, ainsi que la stigmatisation et la discrimination à l'encontre des travailleuses du sexe (femme, homme et personne transgenre) en tant qu'individus, ou en tant que communautés;
- * Former des alliances formelles et informelles avec des individus, des groupes, des institutions et des mouvements sociaux afin de réaliser la mission du DMSC de provoquer des changements sociaux, politiques et économiques.



Perspectives de Lyon

Cabiria, Lyon (France)

par

Corinne Monnet

Directrice Générale, Cabiria

Nous souhaitons tout d'abord remercier Stella de nous avoir invitées à ce forum. Nous sommes enchantées d'être présentes et de participer à ce rendez-vous. Nous le sommes d'autant plus que le contexte sociopolitique français actuel rend urgentes la solidarité, l'action et la coordination au niveau national et international. Cette rencontre de quelques jours aura, c'est certain, des effets positifs. Nous pensons qu'ensemble nous gagnerons l'énergie indispensable pour continuer la lutte pour les droits des travailleuses du sexe!

Nous allons commencer par faire une brève présentation de Cabiria. Créée en 1993 en tant qu'action de santé communautaire à parité avec les travailleuses du sexe, nous avons participé à créer une rupture épistémologique dans le traitement de la prostitution en France. Les personnes prostituées sont salariées et sont présentes dans toutes les instances qui animent l'association. Pour donner rapidement le contexte, il n'existait alors que des associations de travail social de type classique, basées sur la réinsertion et la réhabilitation des prostituées, où toute aide était subordonnée au fait de montrer patte blanche en jouant la victime et le désir de réinsertion. Par exemple, ces travailleurs sociaux ne donnaient pas de préservatifs, puisque cela était perçu comme faire la promotion de la prostitution.

Cabiria est une association qui fait de la prévention pour lutter contre les infections transmissibles sexuellement (IST), dont le VIH/SIDA, pour l'accès aux soins et à la santé. Et pour cela, l'équipe intervient directement sur le territoire « prostitutionnel », le jour et la nuit, en faisant des tournées. Notre mission est aussi de favoriser l'accès aux droits fondamentaux pour toutes et tous, de lutter contre l'exclusion et la stigmatisation. L'exercice de la prostitution dans le secret et le rejet de la société renforce la vulnérabilité. La prévention est étroitement corrélée avec les droits sociaux, la sécurité physique et psychique, l'estime de soi chez chaque personne, et la lutte contre la stigmatisation des travailleuses du sexe.

Nous accompagnons les personnes prostituées dans leurs démarches médicales, administratives, juridiques, sociales et dans l'aide à la vie quotidienne. Nous les recevons aussi dans un local d'accueil basé sur la convivialité, le collectif et la proximité où, en dehors des accompagnements et des entretiens, des permanences juridiques et des repas ont lieu. Nous avons aussi une ligne d'urgence 24h/24h pour les cas de violence ou d'arrestation.

L'association s'est aussi dotée d'un département de recherches en sciences humaines et relations internationales, ainsi que d'une maison d'édition et d'un site internet. Elle a développé un réseau de partenaires internationaux qui travaillent pour les droits des travailleuses du sexe. Grâce à sa politique et ses recherches, notamment sur les femmes migrantes, l'association est devenue une structure repérée à l'échelle européenne.

Enfin, depuis fin 2002, l'association expérimente un autre projet novateur : l'Université citoyenne, solidaire et multiculturelle, pour permettre l'accès au savoir à toutes. Cette action est construite sur le modèle des universités populaires et est ouverte à tous les exclus.

Au-delà des actions quotidiennes de Cabiria, nous avons développé une politique très forte de *visibilisation* des travailleuses du sexe, de lutte contre le stigmate de pute et contre la répression. Nous soutenons toute action des travailleuses du sexe développée en faveur de leurs droits et intervenons régulièrement dans diverses instances pour faire entendre leur parole et tenter de déconstruire le discours dominant des politiques, des médias et des chercheurs à leur égard.

En France, les « ordonnances de 60 », promulguées afin de lutter contre certains fléaux sociaux, définissent les prostituées comme des inadaptées sociales et des victimes à

réinsérer (socialement). La prostitution n'est donc pas interdite, car considérée comme une affaire privée. Mais en tant que pays abolitionniste, la France perçoit la prostitution comme indigne, mettant en danger à la fois le bien-être de la personne, ainsi que celui de la famille et de la société.

Ceci a eu pour conséquence que le fait de travailler dans la prostitution a toujours demandé, outre les compétences propres à ce travail, de supporter une stigmatisation omniprésente. La répression était donc déjà de mise par les diverses contraintes découlant de l'abolitionnisme : impossibilité de trouver un logement sans passer par des magouilles, impossibilité de porter plainte en cas (d'agression), restriction de la vie privée, impossibilité de parler de son travail, impossibilité de s'associer entre prostituées...

On peut aussi ajouter à cela les abus constants de la police, initiés avec le fichage systématique des personnes, fichage pourtant interdit, mais dont la pratique constante en dit long sur la volonté d'humilier, de soumettre et de discipliner. Mais le pire se trouve être la confiscation de la parole des prostituées, parole confisquée parce « qu'irrecevable », parce que jugée fautive, perçue comme dictée par le vice, le proxénète ou par la misère la plus sordide. Qu'importe le prétexte, pourvu qu'on ne les entende pas. Pourvu, surtout, qu'elles ne fassent penser à aucune femme que ce travail peut être une option dans leur vie...

Mais la répression s'est encore largement aggravée

Une de nos dernières luttes en date, toujours d'actualité malheureusement, concerne la Loi sur la Sécurité Intérieure du 18 mars 2003, qui condamne le racolage à deux mois de prison ferme et 3750 £ d'amende. La politique sécuritaire ne date pas d'hier, mais elle ne fait que s'accroître et se renforcer. La tolérance zéro ne concerne explicitement les personnes prostituées que depuis cette loi, mais la chasse est maintenant ouverte. Le gouvernement français, accompagné des médias, a déclaré la guerre contre la prostitution.

Ainsi, depuis, nous n'avons cessé que de dénoncer la logique policière et judiciaire qui s'acharne à dégrader les conditions d'exercice et de vie des travailleuses du sexe. Figures emblématiques de la transgression et du désordre, les prostituées sont devenues les nouveaux boucs émissaires d'une politique sécuritaire.

L'application de cette loi, présentée par les législateurs comme outil pour permettre la lutte contre le trafic, n'a engendré qu'intimidation des personnes, violences policières, aide à l'expulsion des migrantes, repli dans la clandestinité et recul de l'accès à la santé et aux droits fondamentaux.

Les persécutions institutionnelles dont sont victimes les personnes prostituées mettent en danger les individus eux-mêmes. Les conséquences pour les travailleuses du sexe sont dramatiques.

Les personnes se soucient aujourd'hui avant tout de leur sécurité et sont entrées dans une logique de clandestinité et de survie au jour le jour, et ceci plus particulièrement encore pour les femmes migrantes. Outre le fait d'accréditer la stigmatisation et d'exposer plus avant les travailleuses du sexe aux insultes et aux agressions tous azimuts, cette vague sécuritaire les a plongées dans une dangereuse précarité. Dangereuse parce que double, le manque à gagner étant étroitement lié à un moindre souci de soi.

Ces différentes mesures coercitives, prises pour soi-disant lutter contre le sentiment d'insécurité n'ont fait qu'instaurer un climat délétère et pathogène. Cette angoisse permanente, cette peur du lendemain, cette insécurité patente ont concouru au fait que la préservation de leur travail finisse par monopoliser l'esprit des personnes et ce, au détriment de leur propre sauvegarde.

Agressions, vols, viols, voire, tentatives de meurtre sont depuis deux ans le quotidien des travailleuses du sexe (voir le journal des répressions tenu par Cabiria sur le site de l'association). Ces abus s'exercent avec toujours plus de violence, ce phénomène étant dû au sentiment d'impunité ressenti par de nombreux hommes qui, sachant les personnes hors

la loi, profitent de la situation et se sentent tout puissants. Mais les violences sont aussi celles de la police. Contrôles à répétition, harcèlement, insultes, menaces et abus de pouvoir ont été le lot commun. Vols de leur argent, verbalisations, confiscations de papiers et gardes à vue ont fait leur retour. Il faut comprendre que cet état de faits date bien de la loi sur le racolage qui a ouvert les portes de toutes les violences.

De plus, la « négociation du préservatif », dans une ambiance d'insécurité et de peur de se faire prendre par la police, est rendue plus difficile et les clients sont beaucoup plus nombreux à demander des passes sans capote. Il faut, en un minimum de temps et en se cachant, à la fois évaluer le client, négocier ses prix, ses services, et le préservatif. Sans oublier que la violence est toujours un facteur de risque aggravant pour les femmes vis-à-vis du VIH.

Cette loi donne surtout un pouvoir toujours plus grand aux forces de police. Les contrôles, menaces, non-assistance en cas d'agression, insultes, humiliations et expulsions se multiplient au point que tous ces abus s'en trouvent banalisés. À ce jour, nous recensons plus de 500 interpellations et mises en garde à vue, à Lyon, dont une trentaine d'inculpations pour « racolage ». Bien évidemment, ce sont bien les travailleuses du sexe qui se retrouvent devant les tribunaux, condamnées dans la plupart des cas à des amendes, mais quelquefois aussi à des peines d'emprisonnement et/ou d'expulsion, puisque ne sont convoquées en justice que les femmes migrantes.

Une personne repérée comme prostituée par la police, du seul fait d'être dans la rue, peut être embarquée, placée en garde à vue. S'enclenche alors la machine judiciaire. De manière évidente, la « Loi sur la Sécurité Intérieure » s'inscrit dans la continuité de la « Loi sur la Sécurité Quotidienne » et la « Loi sur l'Immigration » qui ne visent plus à criminaliser des faits mais bien des personnes. Toutes ces lois sécuritaires font renaître les « classes dangereuses » et n'ont pour autres effets que baliser et banaliser le processus de « criminalisation de la misère ».

Autant d'acharnement relève d'une stratégie gouvernementale pour désolidariser les travailleuses du sexe entre elles, re-stigmatiser les femmes migrantes et légitimer les violences qu'elles subissent. De plus, si les personnes prostituées ont toujours été et sont toujours de véritables agents de prévention, il se peut que demain, après un temps de clandestinité et de ravalement au rang de hors-la-loi, elles aient moins de possibilité à exercer leur activité dans des conditions sanitaires correctes.

La finalité de cette loi est limpide : nettoyer consciencieusement les trottoirs de France... De jour en jour, la situation s'aggrave. Si les travailleuses du sexe n'étaient pas des victimes, de par l'application de cette loi, elles peuvent le devenir. Si aucune réglementation ni aucun discours n'a pu faire disparaître la prostitution, on peut être tenté de penser que la « Loi de Sécurité Intérieure » pourrait venir panser l'échec de l'abolitionnisme, des ordonnances de 60 et de l'injonction à la réinsertion. En effet, puisque les travailleuses du sexe n'ont pas compris en cinquante ans d'abolitionnisme, que leur activité était indigne et qu'elles n'étaient que des victimes, le meilleur moyen de le leur faire admettre n'est-il pas, tout aussi paradoxal que cela puisse paraître, de les désigner comme coupables?

Les politiques menées, la répression quotidienne ainsi que l'intériorisation du double stigmat (victime et délinquante) ont des impacts concrets sur la vie des femmes, leur santé physique et psychique. Être accusée de tous les maux finit par faire mal, et quand en définitive la législation s'en mêle, les préjugés finissent par acquiescer force de loi. Hors morale et hors normes depuis de nombreuses années, les travailleuses du sexe sont désormais également hors-la-loi.

Les migrantes sont les premières visées par cette loi. Indésirables, elles ne sont pas reconnues par l'État français comme de « bonnes réfugiées » et il faut donc les expulser.

Face à ces difficultés toujours plus grandes auxquelles sont confrontées les femmes migrantes, Cabiria a du entrer dernièrement en désobéissance civile face à l'acharnement de la Préfecture pour empêcher la régularisation (pourtant provisoire) des femmes qui en font la demande.

Dès 1999, lorsque les nouvelles femmes migrantes sont arrivées à Lyon, nous avons une structure souple et adaptée à leurs besoins, en particulier parce que nous avons innové la pratique du travail avec des médiatrices culturelles. Aujourd'hui, à Lyon comme dans les autres grandes villes françaises, on estime qu'au minimum, 60 % des travailleuses du sexe sont des femmes migrantes venant pour la plupart d'Afrique subsaharienne ou des pays de l'Est.

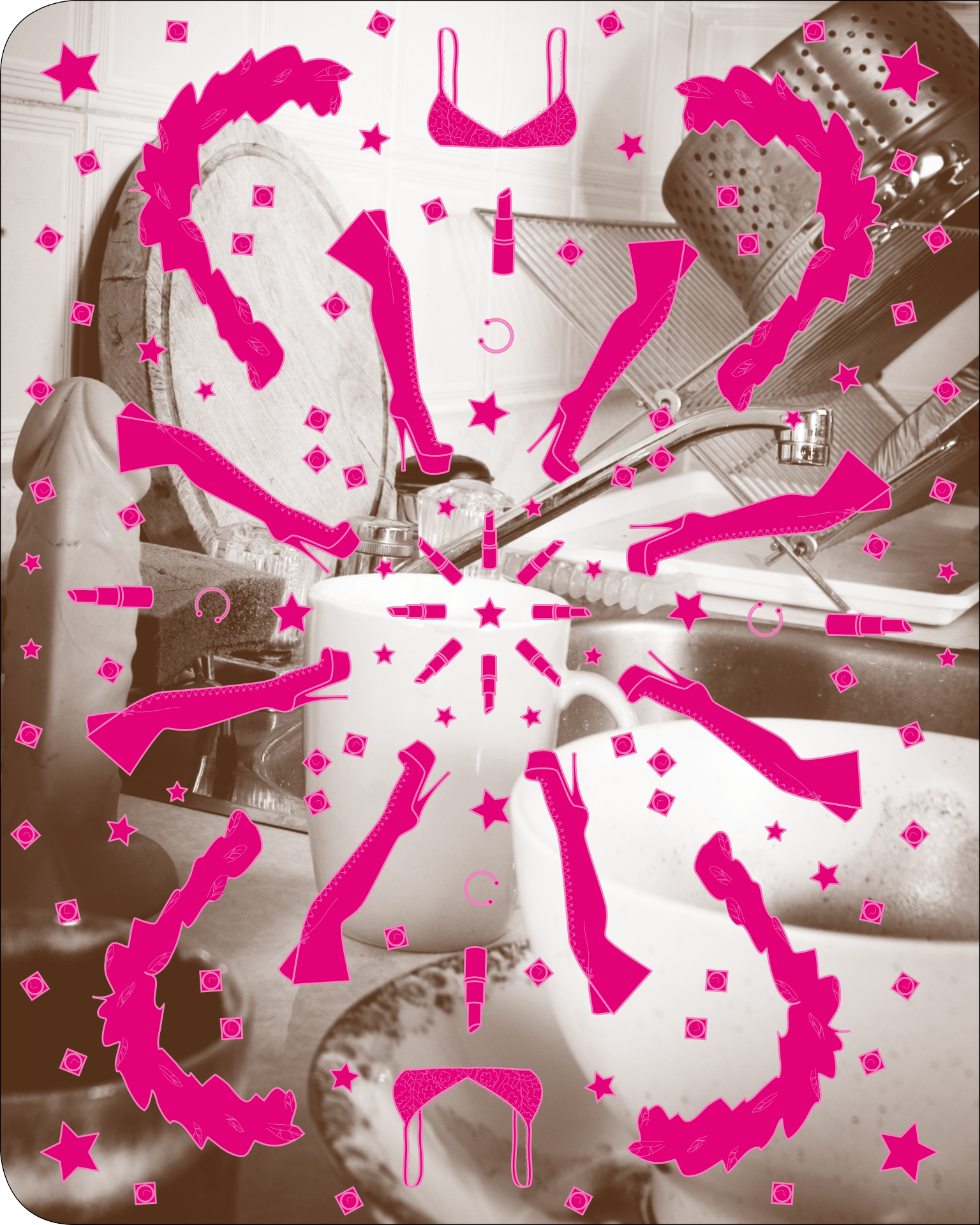
Cabiria a fait le choix, dès l'arrivée de ces femmes, de les accompagner d'un bout à l'autre de leur démarche d'asile et de travailler avec elles comme avec les autres, ce qui nous a valu au départ bien des critiques puisque ceci était perçu comme un cautionnement du trafic. Mais ceci a permis que les expulsions de femmes migrantes prostituées à Lyon soient très peu nombreuses alors que dans d'autres villes, elles remplissent régulièrement des charters de retour aux pays. Bien évidemment, le fait d'être arrêtées pour racolage constitue selon la loi un trouble de l'ordre public, ce qui facilite les expulsions. Cette loi sur le racolage s'applique donc de façon raciste et s'inscrit dans la lutte contre l'immigration, alors, il faut le rappeler, qu'elle était à l'origine sensée permettre de lutter contre les dits trafics.

Enfin, Cabiria a contribué à l'approfondissement des connaissances sur ce sujet en Europe, par des recherches qui résultent d'un travail de proximité et d'action auprès des femmes migrantes travailleuses du sexe. Si elles ont permis de mettre en évidence les difficultés particulières auxquelles elles sont confrontées, du fait de leur position de femmes, de migrantes, et de travailleuses du sexe, ces recherches tentent aussi de déconstruire la notion de trafic et la figure de l'esclave sexuelle, si porteuses pour les médias, les pouvoirs publics comme pour les abolitionnistes de tous bords, mais si contre-productives pour les femmes elles-mêmes. Si la question du trafic est largement débattue aujourd'hui en Europe, le point de vue et l'expérience vécue par les femmes elles-mêmes sont, par contre, peu documentés. C'est à cette lacune que Cabiria et ses partenaires ont donc tenté de répondre, avec une approche en termes de droits de la personne, de genre et d'*empowerment*.

Pour conclure, nous sommes désolées de ne pas être plus optimistes, mais la situation des travailleuses du sexe en France est critique. D'autant plus que la pénalisation des travailleuses du sexe est passée tranquillement, et que nous avons été très peu à les soutenir. Si l'on a entendu quelques indignations, elles étaient souvent de circonstance; nombre de personnes n'ont pu, à cause de leur abolitionnisme combattant ou rampant, se situer aux côtés des prostituées. Même dans un cas aussi extrême que celui de couper une partie de la population de ses revenus et de la possibilité de vivre décemment, rares sont celles et ceux qui ont réellement ressenti un sentiment de révolte face à l'injustice d'une telle loi.

De plus, les choses ne risquent guère de s'arranger avec « l'Europe sécuritaire » qui se profile à l'horizon. 2004 ne fut pas une bonne année et 2005 commence bien mal. Mais à l'espoir, nous continuons de préférer la lucidité et la lutte. Merci encore à vous, et je tiens à souligner une nouvelle fois l'importance de ces rencontres, car devant tant d'adversité, il est primordial de pouvoir compter sur des alliés.





Moi

et

mon

travail

Moi et mon travail

Introduction

Le premier thème du *Forum XXX*, intitulé *Moi et mon travail*, portait sur les stratégies personnelles qui ont nourri les actions collectives visant à améliorer la santé, la sécurité et le respect de la dignité des travailleuses(rs) du sexe. Dans les panels et discussions, nous avons souligné l'importance de l'expérience individuelle et ses interrelations avec nos réalités collectives.

Des travailleuses du sexe et des activistes ont également offert deux ateliers pratiques sur ce thème. L'atelier d'*autodéfense* dirigé par Mai et Louise a été conçu spécifiquement pour les travailleuses du sexe. Elles ont abordé : le droit de dire non, d'établir des limites avec les clients, et les moyens pour se défendre dans une situation d'agression. Une attention particulière a été portée au processus d'évaluation des clients et à la prévention aux agressions. *Travailler avec le VIH* fut le deuxième atelier de ce thème. Les travailleuses du sexe ont été blâmées et stigmatisées comme étant responsables de la pandémie du VIH. Ce préjugé a fait augmenter la discrimination, la stigmatisation et le silence à propos du VIH dans l'industrie du sexe. Nous avons toujours parlé du VIH et du travail du sexe mais pas nécessairement du « comment travailler » dans le paradigme du VIH. Où se dévoiler comme porteuse et parler de ce qui nous préoccupe? Si nous sommes infectées, de quoi avons-nous besoin pour travailler en sécurité et assurer nos droits? Ces questions et une foule d'autres ont été clarifiées dans cet atelier.

Dans cette section des *eXXXpressions*, vous trouverez les présentations des panélistes Émilie Laliberté et Marie-Neige St-Jean de Stella (Montréal, Canada), Liad Kantorowicz (Tel Aviv, Israël), et Ping Pong d'Empower (Chiang Mai, Thaïlande). Elles ont présenté leurs expériences individuelles et collectives à la plénière thématique *Moi et mon travail*. Les présentations sont suivies par trois sujets de réflexion, synthèse des discussions qui ont eu lieu après la plénière. Chacune des réflexions comprend les stratégies et actions suggérées par les participant(e)s du *Forum XXX*. La fierté et la sortie du placard (*coming out*) ont été identifiées comme des leviers d'action majeurs pour notre travail individuel et collectif. La santé personnelle et la sécurité occupent également une place considérable dans nos vies personnelles et dans notre travail. Les réflexions comprises dans ce livre ne peuvent présenter tous les enjeux de façon exhaustive. Elles sont plutôt le reflet des sujets qui sont ressortis des groupes de discussion du *Forum XXX*. Les individus et groupes de travailleuses du sexe pourront continuer à travailler ces enjeux et à implanter certaines des stratégies identifiées ici.

Nous complétons la section de notre premier thème du *Forum XXX* avec une traduction du poème écrit par Mirha-Soleil Ross et présenté lors de la conférence de clôture. Mirha-Soleil décrit son expérience personnelle avec ses clients et souligne le rôle de nos clients dans notre combat pour nos droits. À travers la démythification de nos clients, Mirha-Soleil démontre l'importance de la fierté dans notre travail et de notre rôle personnel dans l'évolution de notre voix collective et de notre mouvement.

Transformer des trajectoires individuelles en un projet collectif stellaire

Stella, Montréal (Canada)

par

Émilie Laliberté et
Marie-Neige St-Jean

Employées, Stella

L'expertise des travailleuses du sexe : au cœur des actions de Stella

Vive les travailleuses du sexe! Parce que nous sommes femmes, travesties, transsexuelles, belles et fières, intelligentes et sensuelles. Parce que depuis toujours nous nous ouvrons au monde entier, nous travaillons avec notre corps, notre sexualité, notre savoir, notre douceur, nous sommes les amantes de la planète! Parce qu'à travers le temps et l'histoire, nous sommes restées présentes, la tête haute, à lutter pour de meilleures conditions de vie et de travail.

Parce que nous sommes des reines. Parce que nous avons fait le vœu d'exister à part entière et de ne pas nous soumettre au moule que l'on nous a imposé, nous sommes les prêtresses underground de la société. Et chacune de nous a développé un bagage d'expériences riche de connaissances. Autant nos expériences peuvent être très différentes les unes des autres, autant elles peuvent toutes nous apprendre beaucoup. D'où l'importance de nous regrouper et de partager notre savoir, notre expertise. Ensembles, nous avons le pouvoir de changer l'histoire. Ensembles, nous pouvons lutter pour notre autonomie économique, sexuelle et sociale.

Stella est née de cette volonté *d'empowerment*. Dix ans auparavant, quatre travailleuses du sexe avaient uni leurs forces et leur savoir pour créer un lieu propice à la dignité et la sécurité des travailleuses du sexe. Avec les années, l'équipe de Stella a grandi et rejoint encore plus de travailleuses du sexe. Mais c'est certainement l'expérience des paires qui a constitué un élément de force pour rejoindre et comprendre les besoins des travailleuses du sexe de Montréal et ses environs. Chez Stella, une danseuse érotique est engagée pour les milliers de « trucs » qu'elle a appris dans son métier, ses habiletés en relations humaines et sociales, et parce qu'après avoir côtoyé des milliers de clients et plusieurs autres danseuses, c'est une professionnelle dans son domaine. Reconnaître cette expérience et lui donner du crédit : ça c'est de l'*empowerment*.

Aussi, en impliquant des travailleuses du sexe pour leur expertise et leur connaissance du milieu, Stella a permis le rapprochement de travailleuses du sexe venant de toutes les sphères de l'industrie. Danseuses, masseuses, prostituées et escortes ont eu la possibilité de transférer leurs connaissances entre elles, et avec toutes les travailleuses du sexe rejointes. Et surtout, elles ont brisé leur propre isolement et celles des autres femmes qu'elles côtoient tous les jours. Venant de tous les milieux de l'industrie, les travailleuses de rue impliquées à Stella, comprennent les différentes dynamiques entourant le travail du sexe et c'est justement cette diversité qui fait la force et la beauté de l'équipe de Stella.

Stella est un espace réservé aux travailleuses du sexe, où elles peuvent ensemble échanger et discuter véritablement des réalités qui les concernent sans devoir se censurer ou subir de préjugés : parler des menstruations au travail, des pratiques sexuelles des clients, des types de services qui existent, des prix, des employeurs, de la sexualité en général, du rapport au corps, de vivre avec le VIH/sida, de la famille et des enfants, de la répression policière, de la consommation de drogue, etc.

De plus, l'importance d'impliquer des personnes qui ont une expérience en tant que travailleuse du sexe repose sur leur capacité à développer des liens de confiance plus facilement avec d'autres travailleuses du sexe, car même avec un *background* très différent, on se comprend dans le fond des yeux. Comment peut-on mieux saisir et répondre aux besoins des travailleuses du sexe, qu'en connaissant et en ayant eu ces mêmes besoins? Qui est mieux placé que nous pour connaître la discrimination : nous savons comment la société juge et généralise trop facilement...

Quand l'expérience personnelle se traduit en action collective!

Stella place la contribution et l'implication des travailleuses du sexe au cœur de ses actions, et sa pratique met de l'avant que le travail du sexe est pluriel et diversifié. La création d'outils à partir des connaissances acquises par les travailleuses du sexe illustre comment les stratégies individuelles permettent de nourrir des actions collectives. Ces outils proposent des trucs de travail concrets, valident et renforcent notre sentiment de confiance lorsqu'il s'agit de mettre nos limites. Voici quelques exemples d'outils créés par et pour les travailleuses du sexe.

Le Guide XXX

Le *Guide XXX* se penche sur les différentes facettes de notre travail et donne des pistes et des références pour vivre et travailler en sécurité et avec dignité. Les thèmes de négociation de contrats ou de services, le sécurisexe, les rapports aux clients, les droits, le stress et les rapports aux institutions y sont abordés. Tous les conseils et les trucs de travail en matière de santé, de sécurité et de respect des limites de chacune proviennent de stratégies individuelles développées par des travailleuses du sexe.

Dans le *Guide XXX*, on peut lire :

- * Si le client ne veut pas porter de condom : vend les mérites de l'utilisation du condom. Des phrases comme : je suis *safe*, j'ai passé des tests, ça me fait débânder, ne garantissent pas la protection de ta santé ni celle de ton client. Essaie de le faire céder en disant par exemple que :
 - le lubrifiant mis au bout rend le pénis encore plus sensible;
 - le latex te fait tripper;
 - le sexe dure plus longtemps avec un condom;
 - que tu es experte dans l'art de faire jouir ceux qui portent un condom.
- * Alternative au sexe anal : dis que tu as la diarrhée, il devrait arrêter de « t'achaler »!
- * Tu te déplaces chez un client : une fois entrée, appelle ou fait semblant d'appeler ton agence ou une amie en lui indiquant l'endroit précis où tu te trouves; fais-le devant le client pour qu'il comprenne que quelqu'un sait où tu es.

Le Guide striptease

Le *Guide striptease* contient une foule de renseignements pour les femmes qui pratiquent la danse nue. Il vise à améliorer notre prise de contrôle sur notre vie et notre travail en abordant sans détours les réalités qui nous concernent, comme par exemple :

- * les bonnes questions à poser lorsqu'on recherche un club où travailler;
- * les liens avec les clients;
- * les horaires et les ressources utiles.

On peut y lire : avant d'aller voir une agence de placement, décide à l'avance quel type de danse tu veux faire, car lors de la négociation tu seras plus confiante et il sera beaucoup plus facile de faire respecter tes conditions, tes choix et tes limites.

Ces guides sont distribués par les personnes impliquées à Stella mais aussi par les travailleuses du sexe dans les différents milieux de travail. Soulignons qu'ils sont très utiles pour celles qui débutent dans le travail du sexe. Par exemple, il y a quelques semaines, des femmes de Stella ont su que le *Guide striptease* avait été remis par une danseuse nue à une jeune femme qui était à la recherche de son premier job comme travailleuse du sexe. Elle lui a remis le guide en disant : « Avant de commencer : lis ça ».

Cher client

Cher client est un manuel à l'attention des clients. Il a été créé afin que ces derniers puissent mieux nous comprendre et respecter nos limites. Le manuel remet en cause les mythes, informe sur les différents types de services et offre une information juste sur la santé sexuelle et les pratiques sexuelles sécuritaires permettant de se protéger des infections transmissibles sexuellement ou par le sang. Il aborde la négociation avec les travailleuses

du sexe et offre des conseils et des trucs sur les attitudes à adopter dans leurs rapports avec celles-ci. Les travailleuses du sexe ont décidé de réaliser ce guide car elles croient que l'amélioration de leurs conditions de travail nécessite l'implication et la sensibilisation des clients.

Stella est un lieu-ressource majoritairement composée et gérée par les travailleuses du sexe. Elle place les travailleuses du sexe au cœur de sa vie associative et de sa structure décisionnelle, tant au niveau des membres, des bénévoles, des employées ou des membres du conseil d'administration. Regrouper plusieurs travailleuses au sein de Stella a favorisé la création de liens de solidarité, offert un lieu d'appartenance, permis d'identifier et de nommer des préoccupations et des besoins communs, et amené les travailleuses du sexe à traduire ceux-ci en actions et revendications collectives. Le défi pour l'avenir est de poursuivre la mobilisation collective à travers le partage de nos expériences dans un esprit de diversité.

La contribution de Stella pour Émilie : une histoire de dignité

Avant de travailler chez Stella, j'ai moi-même connu l'isolement, la peur d'être jugée et ce, malgré le fait que je n'ai jamais senti que je faisais quoi que se soit de mal... bien au contraire!!! Avec ma langue de feu, j'ai fait plusieurs heureux!! Mais c'est en vivant l'acceptation dans cette merveilleuse communauté de travailleuses du sexe, que j'ai enfin pu respirer à pleins poumons. Pour la première fois de ma vie d'escorte, je me suis sentie vivante, libre et heureuse, acceptée et aimée, reconnue pour ce que je suis. Enfin j'ai eu un regard positif sur mon travail.

Oui, Stella m'a fait le plus beau des cadeaux : apprendre à être fière de qui je suis. J'ai retrouvé mes moyens, ma force, suite à mon intégration dans le mouvement des travailleuses du sexe. Être reconnue par mes pairs, ça m'a fait le plus grand bien. Mon sentiment d'appartenance est enfin comblé et je sens aujourd'hui le pouvoir et la fierté couler dans mes veines. Comme ma copine et collègue de travail, Kathryn Delaney, dit toujours : « Pute un jour, pute toujours! »... Alors aujourd'hui, grâce à Stella, je peux crier haut et fort à quiconque veut l'entendre : « Oui, je suis une pute! Et j'en suis très fière! »

La contribution de Stella pour Marie-Neige : une histoire de famille

J'ai, tout comme mon frère et ma sœur, caché la vérité à mes parents sur mon travail durant plus d'une dizaine d'années. Vivant dans l'ombre, dans la clandestinité, et rongée par la honte de toujours devoir mentir. Grâce à Stella, j'ai trouvé la confiance et le courage de dire la vérité à mes parents. Aujourd'hui je suis plus qu'heureuse d'avoir avec ma famille une relation qui repose sur l'honnêteté et l'authenticité. Vous aurez d'ailleurs l'opportunité de voir mon père accompagner une bonne amie à la guitare au spectacle du 10^e anniversaire de Stella. Mon père honore Stella et la lutte des travailleuses du sexe pour l'obtention de leurs droits en tant que travailleuses.

Militer seule et rendre visible le travail du sexe

Militante indépendante, Tel Aviv (Israël)

par

Liad Kantorowicz

Je suis une travailleuse du sexe et je défends les droits de mes semblables en Israël. Nous sommes seulement deux travailleuses du sexe à avoir révélé notre occupation et à œuvrer pour faire progresser la cause des travailleuses du sexe, et je suis la seule activiste en faveur du travail du sexe. Afin que vous puissiez mieux comprendre ce que j'ai accompli depuis deux ans et demi, j'aimerais d'abord vous expliquer brièvement les conditions dans lesquelles je fais mon travail en vous donnant un aperçu du milieu du travail du sexe en Israël.

Le travail du sexe en Israël gravite principalement autour de la prostitution, qui détient un statut semi-légal (ni légal, ni criminel). À la fin des années 1990 et au début des années 2000, Israël est devenu le deuxième endroit le plus populaire en Occident pour l'immigration et le trafic de femmes, provenant principalement de l'ancienne Union Soviétique. Aujourd'hui, la communauté des travailleurs et des travailleuses du sexe est surtout composée d'immigrants juifs originaires de l'ancienne Union Soviétique, d'Israéliens de souche, de transsexuels, de travestis et d'hommes palestiniens.

Alors que la guerre et l'occupation militaire sont un problème national de première importance pour l'État et la société d'Israël, les questions d'ordre social ne reçoivent pas l'attention nécessaire et la société israélienne n'est pas du tout au courant des politiques sociales progressistes. Ce problème est démontré par le fait que le discours abolitionniste des féministes a été le seul discours « progressiste » à se faire entendre dans le débat public sur le travail du sexe, alors que le point de vue d'une travailleuse du sexe n'a jamais été entendu, et encore moins considéré, avant 2002.

Avec les Palestiniens et les personnes transgenres, les travailleuses du sexe sont actuellement le groupe minoritaire le plus stigmatisé, marginalisé et opprimé d'Israël. Israël est un très petit endroit où règne un sentiment d'étroite communauté, et lorsqu'une personne annonce ouvertement qu'elle travaille dans l'industrie du sexe, elle peut déclencher une réaction défavorable dans sa communauté, qui peut aller jusqu'à la mettre, elle-même, en danger. Beaucoup de travailleuses du sexe vivent dans des conditions précaires et ne bénéficient pas des droits fondamentaux, alors leur capacité à se défendre et à se faire entendre est pour le moins limitée.

Les travailleuses du sexe d'Israël forment un groupe de personnes qui n'a jamais pu profiter d'une organisation collective autonome, ni pour répondre aux besoins de leur propre communauté, ni pour des fins de représentation politique. L'image et les politiques publiques relatives aux travailleuses du sexe ont été presque complètement construites par des sources externes telles que les décideurs et le mouvement féministe abolitionniste, personnes qui, pour la plupart, n'ont jamais rencontré de travailleuse du sexe de leur vie. La travailleuse du sexe est stéréotypée comme étant une victime anonyme en détresse et un rebut de la société.

Dans les circonstances, la question soulevée est la suivante : que peut-on faire pour légitimer l'existence des travailleuses du sexe et pour leur donner davantage de visibilité? En me posant cette question, j'ai concentré l'effort des deux dernières années de travail vers deux aspects : le premier consistait à travailler sur le terrain avec les travailleuses du sexe, et le second à défendre leurs droits devant la société israélienne.

Initiative d'organisation locale à Tel Aviv

En 2004, j'ai mis sur pied un projet-pilote d'intervention directe afin de promouvoir l'accès aux services de santé pour les travailleuses du sexe immigrantes. Ce projet a été réalisé en collaboration avec l'ONG, les Médecins pour les droits de l'homme ainsi qu'avec la Clinique de contrôle des MTS du ministère de la Santé. Pendant la durée du projet, nous avons créé une ligne d'écoute destinée aux travailleuses du sexe immigrantes afin de les mettre en contact avec des médecins qui ne les jugeraient pas et qui pouvaient leur fournir des soins

de santé même si elles n'avaient pas officiellement droit à ces services. Les travailleuses du sexe se rendaient à la clinique accompagnées de bénévoles qui pouvaient parler russe et ainsi leur fournir du soutien et un service de médiation.

Pour diffuser l'information sur ce projet aux travailleuses du sexe, nous avons régulièrement visité les maisons closes de Tel Aviv. Ces visites ainsi que le service d'accompagnement des travailleuses du sexe ont été des moyens pour nous d'entrer en contact avec ce groupe négligé et non représenté de la population, de les écouter nous parler de leurs préoccupations, et parfois de leur offrir un soutien psychologique et leur distribuer de l'information pertinente sur des sujets qui allaient bien au-delà de la santé.

Ce programme d'intervention était le premier en Israël à être destiné aux travailleuses du sexe qui exercent leur occupation, plutôt qu'à celles qui sont incarcérées, en attente de déportation, ou en cure de désintoxication. Nous avons dû relever plusieurs défis au cours de ce projet, le premier étant de pénétrer dans la communauté des immigrantes alors que nous n'étions pas immigrantes nous-mêmes. Il a fallu gagner la confiance des travailleuses du sexe qui se méfiaient de la police secrète et des arnaqueurs, et qui parfois devaient obtenir le consentement d'un proxénète. Au milieu de l'année, la police israélienne a organisé des descentes et a déporté un grand nombre de travailleuses immigrantes de Tel Aviv. Le résultat de cette opération a été de briser le réseau de connections que nous avions réussi à établir et de rendre les travailleuses qui sont demeurées au pays encore plus clandestines, difficiles d'accès et méfiantes.

À mesure que les travailleuses immigrantes ont été remplacées par des travailleuses israéliennes, nous nous sommes confronté à une population complètement différente, ayant parfois des besoins différents. L'autre défi du projet était d'ordre financier, puisque nous avons commencé à manquer d'argent en septembre et sommes à sec depuis ce temps. Il se peut que le plus grand défi ait été de convaincre les bénévoles de s'intéresser et se familiariser à une autre culture. En travaillant principalement avec des activistes d'autres organisations qui étaient nées en Israël et appartenaient à la classe moyenne, je me suis retrouvée face à une quantité incroyable de cas de racisme sous-jacent et de condescendance. À titre d'exemple, notons qu'il est commun pour les « féministes professionnelles » de croire que les travailleuses du sexe immigrantes ne sont pas en mesure de prendre des décisions puisqu'elles ont choisi de faire de la prostitution, et que cette incapacité est due au fait qu'elles proviennent d'un milieu inférieur et arriéré, où les droits des femmes ne sont pas pris en considération. Ce projet est donc aussi devenu un moyen de m'éduquer, et d'éduquer les bénévoles ainsi que les autres « féministes professionnelles » sur la vie, la culture et les préoccupations des travailleuses du sexe. Ce projet est mis en veilleuse jusqu'à ce que nous trouvions le financement suffisant pour pouvoir le poursuivre et l'offrir également aux travailleuses du sexe non immigrantes.

Défendre les droits des travailleuses du sexe

En mai 2002 j'ai consenti à parler publiquement de mon travail lorsque j'ai été interviewée par le quotidien israélien « Haaretz ». L'article a suscité beaucoup d'intérêt puisque c'était la première fois qu'une travailleuse du sexe parlait ouvertement et qu'elle considérait le travail du sexe comme une source de revenu plutôt qu'une forme d'oppression. C'était aussi la première fois que le terme « travailleuse du sexe » était utilisé en hébreu, la première fois que le concept des droits des travailleuses était discuté, et la première fois qu'une travailleuse qui ne se considère pas comme une victime s'exprimait ouvertement. Depuis, j'ai appris que je n'ai pas besoin des autres pour écrire au sujet du travail du sexe, car je peux le faire moi-même. J'ai commencé en écrivant une rubrique hebdomadaire qui traitait du travail du sexe et du féminisme. Plus tard, j'ai écrit des articles pour des journaux locaux et nationaux, j'ai participé à des conférences, des panels de discussion publics, des forums, et j'ai donné des discours dans divers endroits publics. J'ai aussi commencé à être interviewée à la télévision, une étape qui m'a obligée à me dévoiler complètement, non seulement mon nom, mais aussi mon visage.

J'ai découvert que les médias israéliens sont intéressés à discuter des questions relatives au travail du sexe, d'abord et avant tout à cause de son aspect sensationnaliste, quoique la couverture des questions touchant le travail du sexe peut être faite sans nécessairement avoir recours au sensationnalisme. Le public trouve rafraîchissant que les travailleuses du sexe s'expriment et il est véritablement intéressé à les écouter. Je me suis appuyée sur ce fait pour renseigner le public sur les questions qui touchent les travailleuses du sexe, pour élargir la perception que les gens ont des travailleuses du sexe et de leur occupation, et pour

utiliser les médias comme tremplin pour obtenir le soutien du public dans ce programme de sensibilisation au travail du sexe.

Quand j'ai défendu les droits devant les médias, j'ai tenté de donner un accès public aux travailleuses du sexe en Israël en mettant l'emphase sur plusieurs questions telles que :

- * Les droits qu'ont les travailleuses de se définir elles-mêmes et d'être autonomes;
- * Le droit de prendre part aux décisions politiques et à la législation qui les concernent;
- * Le droit des travailleuses de ne pas être rejetées par la société ni d'être victimes de discrimination dans d'autres aspects de leur vie comme l'emploi dans l'industrie du sexe et en dehors de cette industrie, le logement, l'éducation des enfants, et les services de santé;
- * Finalement, la reconnaissance de leur travail comme une occupation légitime et le respect des droits des travailleuses du sexe dans les domaines de l'immigration et des normes du travail.

En plus de me concentrer sur l'aspect politique de notre programme, il était aussi important pour moi de mettre l'emphase sur les aspects culturels et personnels de l'industrie du sexe, d'un point de vue plus humain. J'ai aussi tenté de changer le stéréotype de la travailleuse du sexe victime, pauvre, non éduquée et immigrante, en donnant autant de perspectives possibles sur le travail du sexe. J'ai donc interrogé des masseurs, hommes et femmes, des étudiantes qui travaillent comme escortes pour ensuite redevenir serveuses, des filles qui travaillent de chez elles à l'aide de Webcams, des hommes qui font de la domination pour les juifs hassidiques à Jérusalem, ou des prostituées israéliennes de souche, pour donner quelques exemples. Le but était de familiariser le public avec le fait que le travail du sexe prend différentes formes et qu'il existe partout.

Il était important pour moi de mettre l'accent sur l'expérience personnelle, de montrer les travailleuses du sexe comme des gens ordinaires qui proviennent souvent de la société israélienne et de milieux pauvres, car la pauvreté est une réalité vécue par un nombre de plus en plus grand d'Israéliens. Par le passé, à chaque fois qu'une discussion publique avait lieu, les travailleuses du sexe étaient présentées par des chercheurs soit comme étant un groupe cible ou un problème, soit décrites par des féministes dans le cadre d'un programme social ou politique, et toute l'information personnelle recueillie était déformée afin qu'elle aille dans le sens de leurs intentions. En montrant la dimension humaine du travail du sexe, je voulais attirer l'empathie de l'Israélien moyen afin qu'il voit les travailleuses comme des personnes humaines plutôt que comme un phénomène de société. J'ai tenté de démontrer que les travailleuses du sexe s'intègrent à la société israélienne et en font partie, afin de mettre fin à la croyance voulant qu'elles soient marginalisées parce que leur occupation ne fait pas partie de la société et est anormale.

Je crois qu'il faudra beaucoup plus que le travail écrit et public d'une seule travailleuse du sexe pour contrer l'énorme influence qu'ont les féministes conservatrices sur la formation de l'opinion sociale à propos du travail du sexe. Il y a donc encore beaucoup à accomplir. Néanmoins, ce type de débat donne déjà des résultats. Un signe du changement se traduit par le fait d'avoir été invitée, en tant que travailleuse du sexe, à participer à des comités qui traitent des politiques relatives au travail du sexe, et d'avoir été traitée de la même façon que les membres du Parlement assis à mes côtés, et d'avoir été souvent considérée comme une experte. Un des éléments les plus importants pour moi est de défendre la visibilité et la légitimité des travailleuses du sexe elles-mêmes, en tentant d'éliminer leur propre sentiment d'infériorité et en les aidant à se percevoir autrement qu'avec honte. Je me fais continuellement aborder par des travailleuses du sexe inavouées qui se révèlent pour la première fois à une autre personne sans avoir honte, qui sont surprises et reconnaissantes d'avoir été renseignées sur ces nouvelles perspectives positives sur le travail du sexe, qui désirent obtenir davantage d'information sur le programme, ou qui cherchent des façons de s'impliquer.

Il semble que l'activisme en solo soit une chose commune en Israël, particulièrement parmi les groupes marginalisés comme les lesbiennes palestiniennes ou les femmes immigrantes éthiopiennes. Comme dans mon propre cas, ces groupes ont été défendus par une seule femme qui a décidé de s'ouvrir publiquement, et qui par cette décision a donné de l'autonomie et ouvert la voie à celles qui étaient dans la même situation qu'elle. Parfois, cet activisme a mené à l'organisation d'un groupe. L'an dernier, le premier groupe de lesbiennes palestiniennes est devenu une organisation officielle. Je souhaite que d'autres travailleuses du sexe d'Israël se joignent à moi pour suivre cet exemple afin de former un groupe autonome dans un avenir prochain.

La naissance d'Empower à partir d'expériences personnelles en Thaïlande et en Birmanie

Empower, Chiang Mai (Thaïlande)

par

Ping Pong

Représentante d'Empower

Bonjour je m'appelle Ping Pong, mon vrai nom est *Tennis de table*. Je viens du groupe Empower en Thaïlande. Je suis heureuse d'être ici pour visiter ma famille du Canada. J'ai l'impression d'être une travailleuse du sexe migrante au Canada qui vient de se faire « trafiquer » ici par Stella. Mais je vous en prie, ne tentez pas de me secourir!

À Empower, en Thaïlande, nous formons une communauté. Nous formons une communauté parce que cela nous donne de la force, parce que nous partageons une culture spécifique aux travailleuses du sexe, parce que nous sommes toutes éloignées de notre communauté d'origine et parce que nous nous faisons toutes regarder de haut par la population générale. Notre communauté est riche et variée. La semaine dernière à Chiang Mai¹, Empower avait l'air de ceci... Ce jour-là nous étions 58 femmes travailleuses du sexe.

¹ Empower a aussi une
branche à Hong Kong en
Chine.

- * Nous étions toutes les filles de quelqu'un;
- * 38 d'entre nous étaient mères;
- * 24 d'entre nous avaient pour langue maternelle le thaï, les autres femmes parlaient un amalgame de 17 autres langues;
- * Nous avions toutes émigrées de nos villes natales pour travailler. 36 d'entre nous venaient d'un pays étranger;
- * 15 d'entre nous possédaient des documents de voyage;
- * 14 d'entre nous n'étaient jamais allées à l'école de leur vie. 39 savaient lire et écrire, et 5 avaient étudié à l'université;
- * 12 d'entre nous travaillaient dans des « bars à bière », 5 dans des « bars à Go-Go », 10 dans des « lounges » à Karaoke, 8 dans des salons de massage, 12 dans des bordels et 12 autres travaillaient en tant qu'indépendantes (travailleuses autonomes);
- * Nous étions venues à Empower ce jour-là pour ces raisons : 20 pour étudier la littérature thaïe, 22 pour étudier l'anglais, 1 personne en a profité pour dormir, 15 d'entre nous travaillaient à Empower. En plus, 8 ont écrit des courriels d'amour, 10 ont mangé ensemble, 5 sont venues pour avoir des conseils sur la santé;
- * 37 d'entre nous avaient des Occidentaux comme clients, et le reste, des touristes asiatiques et des hommes de la région;
- * 50 d'entre nous étions bouddhistes, 5 étaient chrétiennes, 2 étaient musulmanes, 1 personne n'avait pas de religion en particulier.

Avertissement : n'essayez pas de transformer ce tableau en pourcentages ou statistiques. Ceci n'est que le portrait d'une journée à Empower. Cela ne se reproduira plus exactement comme ça.

J'étais l'une des femmes présentes ce jour-là. Je suis de celles qui ont l'opportunité de travailler pour la communauté d'Empower. À Empower, je suis une « Pi ». Pi est un mot thaï signifiant « plus âgée » dans la culture populaire. Dans la culture d'Empower, c'est un terme d'affection et de respect, une reconnaissance du leadership. Peu importe l'intelligence, le pouvoir, les contacts ou la sympathie, vous ne pouvez pas décider vous-mêmes de devenir « Pi ». À moins que les autres femmes à Empower m'appelle « Pi Ping Pong », il m'est impossible de prendre le rôle de leader à Empower. C'est un rôle et un titre que ma communauté me décerne.

J'ai le cœur et les connaissances nécessaires pour être une leader dans ma communauté. C'est pourquoi je n'ai pas à élaborer au sujet de mon expérience individuelle dans le travail sexuel. Mais comme j'ai de l'expérience « de première main », je suis respectée lorsque je parle des travailleuses du sexe en public. Dans une communauté aussi diversifiée que la nôtre, il est important de laisser son ego à la maison et de se rappeler que notre expérience personnelle n'est pas pertinente pour tout le monde ni dans toutes les situations. À Empower, nous respectons et utilisons les expériences de tout le monde, sans qu'il y en ait une plus importante que les autres.

La société se charge assez bien de nous diviser; les bonnes et les mauvaises femmes; les travailleuses du sexe autonomes versus les travailleuses du sexe employées; les travailleuses du sexe migrantes versus les locales. Empower travaille fort et avec succès pour effacer les frontières qui nous divisent. Nous sommes aptes à combiner nos forces, nos habiletés et nos expériences. Nous sommes meilleures à nous rassembler qu'à nous diviser. Les travailleuses du sexe forment Empower; Empower c'est les travailleuses du sexe, pour nous il n'y a pas de différence. Le pouvoir que nous avons, nous le partageons.

RéfleXXXions des participantes sur « Moi et mon travail » : fierté, *coming out* et santé et sécurité au travail

Stella, Montréal (Canada)

Synthèse par

Jenn Clamen

Coordonnatrice du Forum XXX

Fierté

La fierté est un élément qui nourrit le mouvement des droits des travailleuses du sexe. Fierté envers notre travail, fierté envers nos demandes et la fierté envers nous. Pour la plupart d'entre nous, la fierté signifie être capable de s'afficher publiquement comme travailleuses du sexe et activistes ainsi qu'être fière de notre travail. Cette qualité est étroitement liée à l'*empowerment* et à nos efforts pour faire progresser notre mouvement et nos vies personnelles. La fierté des travailleuses du sexe et le soutien à nos objectifs ne sont pas limités aux travailleuses du sexe : cela peut être partagé par nos alliés, nos clients et la population générale.

Les enjeux

La lourde stigmatisation rattachée aux travailleuses du sexe vient souvent entraver notre fierté personnelle et celle envers notre travail. Les stéréotypes négatifs qui faussent notre image font qu'il est plus difficile de nous afficher publiquement comme travailleuse du sexe et de faire rayonner notre diversité. Les hiérarchies et les stéréotypes envers la beauté affectent également notre estime de nous et la fierté envers notre travail. Lorsque nous utilisons des stratégies pour nous créer une image positive, il est très fréquent que l'on nous critique pour avoir *glamorisé* outrageusement les travailleuses du sexe et l'industrie du sexe. La diversité des images révèle l'étendue de nos réalités et réalisations qui alimentent les efforts pour faire reconnaître notre statut de travailleuse et la résilience de notre mouvement.

La criminalisation de notre travail et de nos vies nous empêchent de sortir de l'isolement et de mettre sur pied une communauté pour renforcer la fierté personnelle et collective. Les endroits communautaires, où l'on peut se sentir en sécurité entre nous, comportent des avantages certains.

Rappelons-nous que nous avons le droit de travailler et que nous avons le droit d'être fières de notre travail!

Q : Révéler ou ne pas révéler être travailleuse du sexe, comment gérer la question?

R :

- * Préparons-nous à faire notre sortie du placard : cette épreuve peut être fatigante moralement et physiquement;
- * Se révéler à un micro-ersus à un macro-milieu : nous pouvons nous révéler à certaines personnes qui font partie de notre vie et non à d'autres;
- * Les préjugés et stéréotypes à l'encontre des travailleuses du sexe, nous avons plusieurs rôles et identités;
- * Faisons notre sortie publique d'une façon à ne pas nous compromettre ou compromettre nos sympathisants;
- * Diversifions les façons de nous impliquer dans le mouvement : nous devrions pouvoir afficher publiquement notre support aux travailleuses du sexe sans avoir à révéler que nous en sommes une; il est important d'impliquer les travailleuses du sexe qui ne s'affirment pas publiquement;
- * Encourageons nos clients et alliés à supporter financièrement la partie « défense de droits » de votre travail;
- * Organisons des conférences et des forums : cela nous permet de sortir du placard.

Sortir du placard (*coming out*)

Peu importe si c'est la cause ou l'effet, révéler être une travailleuse du sexe peut apporter un sentiment de fierté.

Les enjeux

Ne pas cacher le fait d'être travailleuse du sexe, dans sa vie personnelle et sociale, vient avec son lot de défis. La stigmatisation associée aux travailleuses du sexe nous rend vulnérables à la discrimination, la haine et la violence. En réponse à nos nombreuses tentatives pour faire valoir la diversité des travailleuses du sexe, le public nous demande de révéler des informations personnelles afin d'être plus crédibles, et même lorsque nous le faisons, ce public nous discrédite en disant que nous ne sommes pas représentatives des travailleuses du sexe, et que nous n'entrons pas dans leurs stéréotypes. S'affirmer en tant que travailleuse du sexe reste toutefois plus ou moins difficile pour certaines, dépendamment du travail qu'elles font; il y a une hiérarchie dans le travail du sexe (certains métiers sont plus respectés que d'autres). Le révéler comporte aussi un prix émotionnel.

La criminalisation de nos vies et de notre travail fait de nous des criminelles « invisibles » et rend notre sortie publique plus difficile. C'est évidemment problématique à cause du risque d'être emprisonnées, violentées ou déportées.

Pourquoi révéler être travailleuse du sexe?

C'est une façon d'acquiescer de la fierté face à notre travail et d'être capable de présenter nos réalités. Pour d'autres, se révéler ou se joindre à un groupe, aide à briser l'isolement. Par contre, il est difficile de faire partie des quelques travailleuses du sexe qui s'affirment et endurent comme elles peuvent le lot de critiques venant du public. Lorsque plus de travailleuses du sexe s'affirmeront, nous pourrons montrer notre diversité. Sinon, notre mouvement restera unidimensionnel, puisque les impressions et les connaissances des gens sur le travail et les travailleuses du sexe reposent sur des stéréotypes. L'union fait la force, et avec la force d'autres travailleuses à nos côtés, la sortie du placard peut s'avérer un processus plus facile.

Garder en soi la honte et les préjugés a un impact sur notre capacité de mobilisation et d'organisation. Il est difficile de bâtir un mouvement et de défendre nos droits si nous restons dans l'anonymat, ou si le fardeau du travail est laissé à quelques personnes seulement.

Pourquoi ne pas le révéler?

La « sortie du placard » est souvent vue comme un « privilège » réservé à une minorité de travailleuses du sexe. Ce n'est pas réaliste pour toutes les travailleuses du sexe de se révéler à cause des risques associés à la stigmatisation et aux pertes encourues dans la famille, les amis et chez les paires. Il y a le risque de perdre ses enfants ou de vivre de la discrimination au travail, à l'école ou dans ses cercles sociaux. Le révéler à ses paires risque aussi de soulever des critiques sous prétexte qu'on prend trop de place dans le mouvement.

Un des problèmes pour les activistes c'est de se retrouver associées aux groupes de travailleuses du sexe. Plus spécifiquement, le danger est d'être identifiée publiquement en tant que travailleuse du sexe par les médias ou les paires. Certaines travailleuses du sexe ne considèrent pas nécessaire de s'affirmer en tant que telle, elles ont plusieurs « rôles » et ne veulent pas être reléguées qu'à un seul. Une fois sortie du placard, il est difficile de faire marche arrière.

Les clients et alliés-es identifiés

La stigmatisation entourant le travail du sexe n'est pas exclusive aux travailleuses du sexe. Nos clients et alliés-es sont eux-aussi stigmatisés, et dans certains pays ils sont criminalisés en raison de leur association avec nous. Les clients sont souvent pathologisés, et leur réalité est ignorée par les médias populaires. Nos clients sont souvent présentés à tort comme des agresseurs sexuels, ils sont humiliés publiquement et encouragés à se cacher. Les rares clients qui osent s'afficher comme tels nous rendent un grand service en témoignant de la réalité de notre industrie, tout en aidant à recueillir des supports à notre cause. En s'affichant publiquement, les alliés-es aussi contribuent à la crédibilité à notre mouvement.

Q : Comment éduquer et favoriser la santé et la sécurité dans notre travail?

R :

- * Utilisons nos sites Web pour nous éduquer entre paires et pour diffuser largement notre information;
- * Nous avons besoin d'encourager les bailleurs de fonds à considérer nos enjeux d'une manière plus globale : les droits en santé sont des droits de la personne;

- * Trouvons des ressources pour traduire notre information et la rendre plus accessible;
- * Faisons une liste des professionnels de la santé qui ont une approche favorable au travail du sexe et faisons-la circuler vers les autres travailleuses du sexe;
- * Impliquons nos patrons dans la prise en charge de la sécurité au travail.

Santé et sécurité au travail

La santé et la sécurité au travail touchent nos vies personnelles, mais ces enjeux sont également d'intérêt pour la société et les différents systèmes de loi entourant le travail du sexe. Au fil du temps, les groupes de travailleuses du sexe se sont créés des communautés et ont utilisé l'éducation entre paires pour discuter de santé et de sécurité: nous reconnaissons notre expertise en la matière et notre capacité exceptionnelle pour la transmettre. Bien sûr, les médecins, infirmières, avocats ainsi que nos patrons et collègues sont également impliqués dans l'éducation, dans les soins de santé et dans la protection des travailleuses du sexe.

Les enjeux

Il existe peu de recours pour les travailleuses du sexe qui voudraient dénoncer des conditions de travail malsaines ou dangereuses. Les interdictions légales sur le travail du sexe font en sorte qu'il est plus difficile d'exiger des conditions de travail plus sécuritaires. Le travail du sexe est une forme de travail rarement reconnue par les Codes de travail et, dans le monde, seule une minorité de travailleuses du sexe ont accès à des normes de santé et sécurité au travail.

Le partage de l'information sur la santé et la sécurité est limité par plusieurs facteurs pour les travailleuses du sexe. Dans un premier temps, notre statut criminel rend les milieux de travail réticents à nous engager comme paires en éducation. Parallèlement, il nous fait hésiter à nous afficher publiquement comme travailleuse du sexe afin d'éduquer nos paires. La stigmatisation rattachée à notre travail et à notre statut légal nuit à la croissance de notre mouvement, et fait qu'il est plus difficile de rejoindre et de trouver des travailleuses du sexe intéressées à s'engager. Les travailleuses intéressées à obtenir de l'information ne veulent pas la recevoir pendant qu'elles sont au travail, mais préfèrent en discuter dans un groupe communautaire.

Pour discuter entre nous des questions de santé et sécurité au travail, les travailleuses du sexe ont créé divers groupes et organismes. Autrement, nous le faisons quotidiennement dans nos milieux de travail. Pour appliquer les stratégies de santé et sécurité, les groupes et les organismes ont besoin d'un financement soutenu. Les subventions sont généralement accordées aux groupes qui travaillent en santé et en sécurité sous l'angle de la prévention des infections transmissibles sexuellement et du VIH. En plus de partager cette information, les travailleuses du sexe doivent se battre pour obtenir de meilleures conditions de santé et sécurité au travail. Notre travail est donc loin d'être limité à la distribution de condoms et aux échanges sur la santé sexuelle. La nécessité de la défense des droits de la personne pour faire des avancées en santé et sécurité n'est pas souvent reconnue par nos bailleurs de fonds : donc, son financement représente un défi d'envergure. Favoriser la santé et la sécurité s'inscrit dans la défense de nos droits. Donc, une bonne partie du travail des groupes de travailleuses du sexe et de notre mouvement consiste à éduquer les bailleurs de fonds au sujet des droits de la personne et de leur influence sur nos conditions de travail, ainsi que sur notre façon de protéger notre santé et notre sécurité.

Le langage et l'information sur la santé et la sécurité ne sont pas toujours accessibles aux travailleuses du sexe. La plupart des groupes n'ont pas les moyens financiers ou les ressources pour traduire le matériel disponible et pour le distribuer aux travailleuses du sexe. Celles-ci ne sont pas intéressées à recevoir cette information des médecins et infirmières parce qu'elles ne veulent pas s'identifier comme faisant partie d'un groupe stigmatisé. De plus, il peut s'avérer difficile de trouver et d'avoir accès à des soins de santé offrant un environnement non-discriminatoire et adapté aux travailleuses du sexe. Il y a trop peu de professionnels de la santé qui ont une attitude positive envers le travail du sexe, et ceci empêche plusieurs d'entre nous d'utiliser ces services.

Cher John

Militante et artiste indépendante, Toronto (Canada)

par

Mirha-Soleil Ross

¹ Copyright : Mirha-Soleil Ross 2002. Extrait du spectacle « *Yapping Out Loud: Contagious Thoughts from an Unrepentant Whore* », produit par le théâtre Buddies in Bad Times dans sa saison 2004-05 — www.buddiesinbadtimestheatre.com

Le titre de la version originale anglaise¹ de ce monologue fait référence à une campagne anti-client menée à Toronto dans les années 1990. Au cours de cette campagne, les membres de diverses associations de résidents enregistrèrent les numéros de plaque d'immatriculation des voitures de personnes soupçonnées d'avoir sollicité les services de prostituées de rue. À partir de ces numéros, les groupes pouvaient retracer les noms et adresses des conducteurs des voitures et postaient une lettre à leur domicile pour leur faire honte, les intimider et bien sûr en espérant qu'une épouse ou petite amie serait celle qui ouvrirait la lettre, qui commençait par la formule : « Dear John ». Il faut aussi savoir que « John » est un terme utilisé de façon générique pour désigner les clients des prostituées. Semblable à « micheton » en France, aucun équivalent au Québec.

Les noms qui suivent, en italique, sont un enregistrement entendu juste avant le début du monologue de Mirha-Soleil :

Alexandre, Camille, Abel, Sacha, Simon, Raoul, Jean-Pierre, Francois, Mathieu, Angelo, Kwan, Mohamed, Alain, Miguel, Gabriel, Rafael, Eduardo, Kori, Benoit, Thomas, Said, Gilles, Maurice, Albert, Réjean, Cédric, Carmine, Sylvain, Philippe, Carlos...

Et bien sûr, il ne faudrait pas que j'oublie de mentionner Johhhhhnn!

Je vous dis que c'est facile de réduire les millions d'hommes qui utilisent les services de prostituées à un seul cliché, celui de l'écœurant, qu'ils appellent tous Johhhhhh! Tant qu'à faire, on serait aussi bien de les appeler Dick.

Une gang d'hypocrites sexistes qui trompent leurs femmes... Une bande de brutes bandées ben dur qui achètent le corps des femmes... Des bonshommes sept-heure laids comme le diable qui se traînent d'un bord pis de l'autre dans leurs longs imperméables à la recherche d'objets sexuels féminins...

En ce qui me concerne, je dis que dans l'ensemble, ils sont simplement des ben bons gars, pis je dis aussi que leur invisibilité, c'est peut-être le chaînon politique qui manque à notre mouvement pour la reconnaissance de droits et libertés des prostituées.

En tant que prostituées, quand nous parlons de nos clients, il nous arrive trop souvent de parler juste des mauvais clients : les agresseurs qui réussissent à se faufiler à travers notre processus de sélection, les sans-desseins qui prennent des rendez-vous pis qui se présentent pas, les tatas pis les tarlas qui nous tripotent les tettes trop dur, ceux qui ont des kékettes plein de fromage, les ivrognes, les gnochons, les écœurants pis tous les autres sans-cœurs qui font exprès pour téter plus longtemps que le temps qu'ils m'ont payé pour téter... Je vous dis qu'ils en fournissent, eux-autres, des prétextes aux prostituées qui aiment leur statut de victimes pis qui ont besoin d'attention... Ça fait des mélodrames pis des histoires à sensation ben mémorables, parfaits lors d'un grand souper raffiné ou dans le cadre d'une soirée de performances communautaires-identitaires à la mode depuis un certain temps.

Et le féminisme... Ben le féminisme n'a bien sûr eu aucun impact sur ces gars-là. Non, tout ce que le féminisme a réussi à faire, c'est de culpabiliser mes clients les plus fins, ce qui m'oblige à devoir aussi jouer le rôle de thérapeute politique, à devoir prendre le temps qu'il faut pour les rassurer qu'ils sont pas en train de me heurter dans mon moi profond... pis qu'il faut avoir un hostie de problème dans la tête pis avoir perdu tout sens de la réalité pour oser déclarer se sentir exploitée à 150 piastres de l'heure... pis que oui, je veux qu'ils continuent

de venir me voir parce que je veux quand même pas me ramasser pognée pour coucher avec une gang de trous de cul super chiants comme clients.

Je ne sais pas si c'est à cause du contraste extrême qui existe entre ma longue expérience des clients et l'image caricaturale que s'en font les féministes, mais il y a quelque chose qui me touche profondément dans leurs gestes envers moi...

C'est dans leurs voix quand ils réussissent finalement à me joindre au téléphone... Dans leurs grands sourires lorsque timides ils ouvrent la porte grandement, que souriant ils m'invitent à entrer... C'est dans le scintillement de leurs yeux quand je leur dis : « D'abord les sous, ensuite je te chatouille les mamelons... ». C'est dans la contraction de leur corps, dans le raidissement de leur souffle en suspend... C'est dans le goût frais de leurs aréoles que je porte à mes lèvres... C'est dans leurs frissons lorsque, doucement, lentement je gravis leurs corps pour aller embrasser leurs nuques si tendues. Quand je les prends dans mes bras puis que nos corps se superposent complètement, c'est pendant ce bref moment où on dirait que le temps s'arrête et qu'ils se retiennent, se retiennent aussi longtemps qu'ils le peuvent avant de se laisser aller, de lâcher prise sur des décennies de désirs réprimés... C'est dans la tendresse de leurs mains moites, nerveuses, tremblantes de bonnes intentions, celles des meilleurs amants. Puis c'est dans leur chair de poule, leur goinfrerie, leurs gros rires gras, leurs grognements et la resplendissante lumière de leur moment de gloire. C'est aussi dans des instants moins poétiques, quand ils me lâchent quelque chose comme « Wow, t'as des maudits beaux tetons! » en caressant mes implants mammaires qui ont à peu près la même douceur, la même grâce qu'une paire de boules de quille. Enfin, c'est dans le courage dont ils font preuve, le courage qu'ils ont de rencontrer puis d'établir une relation à long terme avec moi, une femme transsexuelle, parce qu'on doit reconnaître que dans notre société, il faut qu'un homme ait du courage pour se rapprocher, dans l'intimité, d'une personne considérée par la plus grande partie de la population comme étant un phénomène quasi monstrueux.

Mes clients me rappellent constamment que la reconnaissance de la prostitution comme service fondamental et légitime vient avec son lot de responsabilités. J'ai récemment rencontré Claudio, un superbe Italien de 38 ans qui avait, cela dit en passant, la verge adorable, le genre de verge dont je suis folle, une verge assortie d'assez de guenille pour me fabriquer un sleeping bag. Les choses allaient très bien, on était en train de s'apprécier l'un et l'autre, mais il semblait inconfortable avec son corps. À un moment donné, il a même interrompu notre session pour prendre un petit break. Il voulait me prendre dans ses bras, caresser mes cheveux... Mais j'ai remarqué qu'en faisant tout ça, il s'examinait le pénis avec un air plutôt perplexe... Juste au moment où je me disais, « Oh non, en voilà un autre qui veut savoir si je la trouve assez grosse! », il m'a demandé, avec une candeur déconcertante : « Est-ce que je suis circoncis? Ça fait longtemps que je me demande ça. »

Que je sois en train de travailler avec un homme de 600 livres qui n'est même pas capable de se rejoindre le pénis pour se masturber ou un gars intersexué dont les organes génitaux requièrent des attentions particulières ou tout simplement un Joe Blow ben ordinaire qui veut commencer en dessous des couvertures parce qu'il est trop gêné, les hommes que je rencontre m'obligent à faire preuve de sensibilité... Je me rends compte que je ne suis pas en train de manipuler des objets, mais que je suis dans une situation intime avec des individus complexes et vulnérables qui peuvent avoir des problèmes d'image corporelle, des problèmes d'identité ou des sentiments d'incompétence sexuelle tout aussi importants que n'importe qui d'autre.

Certains de mes clients sont des hommes mariés, mais ce qui devient clair en leur parlant, c'est qu'ils aiment vraiment leur femme, qu'ils apprécient leur compagnie, et que la plupart d'entre eux veulent passer le reste de leur vie avec elle. Toujours est-il que, dans leur couple, la sexualité est devenue limitée, morne ou même complètement absente. Et de temps en temps, je rencontre un homme dont le dévouement pour sa femme m'apparaît particulièrement louable.

Anthony est un de ceux-là. Quand il a commencé à me voir, ça faisait déjà des années que sa femme souffrait de sclérose en plaques. À chacune de nos rencontres, il me donnait des nouvelles d'elle, de son état qui se détériorait de mois en mois et des difficultés qu'il avait

à assurer la sécurité financière de sa famille. Il travaillait deux jobs pour être capable de payer une infirmière privée, histoire d'empêcher sa femme de passer le reste de ses jours à l'hôpital. La dernière fois que je l'ai vu, il m'a dit qu'elle avait perdu tous ses moyens et qu'elle n'avait même plus conscience de rien. Il m'a dit avec les larmes aux yeux qu'il préférerait voir des prostituées parce qu'il était incapable de supporter l'idée de sortir sérieusement avec une femme pendant que la sienne était toujours en vie. Ça, je me suis dit, c'est du dévouement, de la fidélité et de l'amour au sens le plus profond du terme.

Ali est un autre homme que je vois depuis des années. Il travaille dans le vestiaire d'un restaurant au salaire minimum. Ça fait plus de douze ans qu'il se bat avec Immigration Canada et qu'il dépense des milliers de dollars en frais juridiques pour tenter de faire venir sa femme au Canada, sa femme dont il parle toujours avec tellement d'amour... Quand je me suis rendu compte qu'il gagnait très peu d'argent et qu'Immigration Canada lui faisait subir un calvaire coûteux, je m'en suis fait pour lui et j'ai donc suggéré qu'il devrait peut-être remettre en question son budget, particulièrement l'argent qu'il dépensait pour me voir. « T'en fais pas! », il m'a dit, l'air offensé (il avait raison de l'être), en ajoutant que son budget était parfaitement planifié et qu'il mettait de côté tous ses maigres pourboires justement pour pouvoir se permettre de me voir. Il a conclu sèchement : « S'il fallait que je ne puisse même plus me payer quelques minutes de plaisir avec quelqu'un de bien quelques fois par année, je finirais probablement par me tirer. » Inutile de dire que ça a été la dernière fois que j'ai abordé avec lui ce sujet.

Michael est un homme que j'ai rencontré une seule fois. Il m'a appelée pour prendre un rendez-vous, puis il a mentionné qu'il était sexuellement inexpérimenté, qu'il avait eu très peu d'expériences avec les femmes dans sa vie, qu'il n'en avait jamais eu avec une transsexuelle, et qu'il se sentait donc un peu timide. J'avais une journée vraiment occupée, j'étais super speedée sur le Jolt-cola triple caféine, j'essayais de gérer la prostitution tout en essayant d'accomplir les mille et une tâches reliées à ma vie « politique » et « artistique », tout ça pour dire que je lui ai lancé, sur un ton de vendeuse automate : « Je m'en viens tout de suite prendre bien soin de toi, mon gros minou... ». Il était bel homme... Un grand monsieur d'une soixantaine d'années, tout beau, bien bâti qui parlait et bougeait avec une grâce et une sérénité qui n'était pas sans rappeler celles de James Earl Jones. Notre rendez-vous s'était parfaitement déroulé, je me préparais à le quitter, lorsqu'il m'a dit « Merci! », parole à laquelle j'ai répondu mécaniquement « Bienvenue ». Il a alors pris ma main, l'a placé sur son cœur; il m'a donné un bec tellement, tellement doux sur la joue gauche puis il m'a dit : « Je veux vraiment, vraiment te dire merci... ». Je pouvais bien voir que le double merci, c'était pas juste de la gratitude pour lui avoir activé les canaux déférents, ce qui fait que je lui ai demandé pourquoi il me remerciait ainsi. Il m'a répondu qu'il avait été marié pendant une quarantaine d'années avec une femme, une seule femme qu'il aimait, mais qui était décédée deux ans plus tôt. Il m'a dit qu'il avait pendant longtemps cru qu'il ne pourrait jamais à nouveau partager des moments intimes avec une personne... jusqu'à ce qu'il tombe sur mon beau petit accent français en écoutant les messages sur une ligne de services d'escortes.

C'est dans ce temps-là que j'ai envie de me révolter, me révolter contre ce maudit système qui est prêt à nous condamner, à nous emprisonner même, juste parce qu'on s'est caressé, qu'on s'est embrassé, qu'on s'est tenu dans les bras l'un de l'autre... C'est dans ce temps-là que je m'arrache d'en dedans toutes les peurs et toute l'angoisse qui me rongent et qui sont reliées aux conséquences, au prix qu'on doit payer un jour ou l'autre pour avoir été une prostituée, une intouchable paumée... C'est dans ce temps-là que je me souviens à quel point ça vaut la peine de devenir une vieille peau maganée, une vieille pute aigrie par la vie... C'est dans ce temps-là que j'ai le sentiment d'avoir sacrifié ma réputation personnelle, mon confort, ma sécurité, mon statut social, pis même ma liberté, pour quelque chose qui en vaut la peine, pour une cause noble : le bien d'autrui.



Travail

du

sexe

et

société

Travail du sexe et société

Introduction

Le deuxième thème du *Forum XXX*, « Travail du sexe et société », met l'accent sur le contexte social face au travail du sexe et sur des stratégies utilisées par les travailleuses du sexe pour répondre au discours social dominant. Nous avons parlé de culture, de collectivité, de responsabilité sociale et d'organisation communautaire. Les présentations en plénière ont mis en vedette Rama Debnath et Kohinoor Begum du DMSC (Kolkata, Inde), Elena Reynaga de l'Asociación de Mujeres Meretrices de la Argentina, ou AMMAR (Buenos Aires, Argentine), et Kara Gillies de Maggie's (Toronto, Canada). Les panélistes partagent leur perception de leurs contextes sociaux respectifs face au travail du sexe, et leurs stratégies de résistance à la stigmatisation, à la discrimination et à la violence.

Trois ateliers pratiques ont accompagné le thème *Travail du sexe et société*. Rama et Kohinoor du DMSC ont présenté *Comment communiquer et négocier avec la police pour neutraliser l'oppression*. Elles ont partagé avec nous les stratégies qu'elles ont utilisées pour négocier avec la police afin de diminuer l'oppression, la violence et les menaces policières. Melissa Ditmire, du Network of Sex Work Projects (NSWP), a dirigé un atelier sur le *Travail du sexe et l'éthique de la recherche*, présentant une initiative du NSWP visant à répondre aux méthodes douteuses utilisées en recherche médicale pour recruter des sujets d'étude. Cet atelier offrait des trucs pour savoir comment parler aux chercheur(e)s. Cet atelier tombait juste à point, puisque deux essais cliniques de médicaments, testés de manière non-éthique sur les travailleuses(rs) du sexe, ont été suspendus sur deux continents au cours de l'an dernier. Les commentaires recueillis auprès des travailleuses(rs) du sexe de plusieurs coins du globe ont permis d'élaborer des lignes directrices pour la recherche impliquant des travailleuses(rs) du sexe ou d'autres personnes marginalisées. Le troisième atelier, *L'ABC du militantisme*, mené par trois états-uniennes, Carol Leigh (Prostitutes' Education Network à San Francisco), Robyn Few (Sex Workers' Outreach Project à Berkeley) et Veronica Monet (éducatrice sexuelle à Woodside), a offert des techniques pratiques et des stratégies afin que les travailleuses(rs) du sexe puissent militer et obtenir des changements politiques au niveau local ou national.

Dans cette section des *eXXXpressions*, vous trouverez les présentations des panélistes suivies d'une synthèse des discussions de groupes des participantes du *Forum XXX*, ainsi que les stratégies de mobilisation personnelle et collective associées à chaque réflexion. Durant les discussions de groupe, les participantes se sont exprimées sur des sujets tels que la diversité des travailleuses du sexe et de notre mouvement. Nous avons également échangé sur les attitudes que la société entretient à l'égard du travail du sexe et sur les besoins d'éducation qui en découlent. Des discussions en profondeur sur les stratégies de mobilisation personnelle et collective ont servi à développer des perspectives d'action pour le futur. Prenons note que les réflexions présentées dans ce livre ne couvrent pas les enjeux de façon exhaustive. Elles sont plutôt une représentation des discussions tenues au *Forum XXX*. Nous pouvons, en tant qu'individus ou groupes de travailleuses du sexe, poursuivre ces réflexions ou adopter certaines des stratégies proposées ici.

Du Projet Sonogachi vers l'établissement d'une pratique d'excellence au féminin

Durbar Mahila Samanwaya Committee, Kolkata (Inde)

par

Kohinoor Begum

Représentante du Durbar Mahila
Samanwaya Committee (DMSC)

Avant la formation du DMSC, les travailleuses du sexe n'avaient aucun contrôle sur leur vie dans leur milieu de travail. Elles se faisaient réglementer, opprimer et exploiter par les *madames*, par les voyous du coin et par la police. De plus, les travailleuses du sexe se voyaient marginalisées, stigmatisées et exclues de la population générale. En tant que *femmes déchues*, elles se voyaient refuser leurs droits fondamentaux et leurs droits civils alors que des lois désuètes sur le travail du sexe les criminalisaient. Le trafic et l'exploitation des jeunes filles et la coercition de femmes non-consentantes au travail du sexe constituaient des problèmes courants. Les enfants des travailleuses du sexe étaient stigmatisés de la même façon : ils se voyaient refuser l'accès aux bonnes écoles et aux services, et finissaient par mener une vie de petits criminels malgré tous les efforts de leurs mères.

Les stratégies du DMSC pour changer la situation ont été appliquées dans deux sphères : à l'intérieur de l'industrie du sexe, et auprès de la « population générale ». Les actions principales dans l'industrie du sexe furent de :

- a) Créer une collectivité de travailleuses du sexe, augmenter leur estime d'elles-mêmes, leur faire prendre conscience de leurs droits et de leur capacité à les défendre, ainsi que de constituer une *communauté de combat*;
- b) D'abord négocier avec, et ensuite de confronter les détenteurs du pouvoir dans l'industrie du sexe – les *madames*, les *pimps*, les propriétaires, les prêteurs d'argent et les voyous locaux (taxeurs), et neutraliser leur domination sur la vie des travailleuses du sexe;
- c) Créer des institutions afin de réduire l'exploitation des travailleuses du sexe et arrêter le trafic des mineures, grâce à la formation de la coopérative financière Usha et des conseils d'autorégulation du DMSC;
- d) Créer des écoles et des troupes culturelles où leurs enfants peuvent apprendre et jouer sans subir la stigmatisation et la discrimination.

Dans la « population générale », le DMSC a remis en question le discours entourant la sexualité, les rôles sexuels et le travail sexuel à travers une série d'activités :

- a) Rendre les travailleuses du sexe visibles dans des « forums publics » – les travailleuses du sexe ont fait leur première sortie en 1993 lors du Salon du livre de Kolkata. Elles ont distribué le dépliant « *Baarbanitara Bolchhi* » (Nous, les travailleuses du sexe, prenons la parole) – avant la formation du DMSC;
- b) Décrire le travail du sexe comme un « travail » et les travailleuses du sexe en tant que « travailleuses », en faisant référence à elles-mêmes, en public et dans le milieu, en tant que « travailleuses du sexe ». La diffusion du terme et son acceptation par les médias sont devenus les moyens les plus efficaces pour dénoncer la stigmatisation entourant le travail du sexe;
- c) Organiser des événements publics – La Conférence nationale des travailleuses du sexe (1997), les festivals des travailleuses du sexe, le Millennium Mela (2001) et le Shanti Mela (2002)¹ et les douze ans du Sonogachi (2004)². À chacun de ces événements, les travailleuses du sexe et leurs enfants ont fraternisé avec la population générale. Elles ont discuté de leur vie et de leurs problèmes, elles ont participé à des séminaires, des réunions, des ateliers et des événements culturels et elles y ont exposé leurs demandes;
- d) Les jours de fête : le 3 mars – la journée d'ouverture du Millennium Mela a été déclarée « Journée internationale des travailleuses du sexe » par le DMSC afin d'affirmer leur pouvoir. Depuis 1998, le DMSC célèbre annuellement la « Journée internationale des travailleurs » (1^{er} mai) en participant à un rallye de minuit. C'est un événement médiatique annuel à Kolkata;

¹ Les deux melas sont les festivals internationaux des travailleuses du sexe, organisés par le DMSC et tenus à Kolkata. En 2001, les premières festivités se sont appelées Millennium Mela, qui veut dire Carnaval du millénaire. Le festival de 2002 a suivi les événements du 11 septembre 2001 et la montée de l'hostilité globale. Le thème du deuxième festival international des travailleuses du sexe Shanti Utsav est un appel à la paix.

² Le Sonogachi est un programme d'intervention ITS/VIH.

- e) Protester de façon visible contre l'exploitation, la violence et l'oppression à l'endroit des travailleuses du sexe en prenant part à des rallyes, des marches et des *sit-in*;
- f) Organiser des événements médiatiques lorsque le DMSC implante une nouvelle stratégie pour améliorer la vie des travailleuses du sexe et de leurs enfants;
- g) Réclamer sa citoyenneté : en participant à d'autres mouvements sociaux; en protestant contre la violence religieuse ou terroriste; en protestant contre la répression de l'État envers d'autres groupes; en supportant d'autres groupes marginalisés tels ceux des populations indigènes;
- h) Faire du réseautage avec les autres organismes d'Inde et d'ailleurs et mettre de l'avant les stratégies pour la défense des droits menées par la communauté.



La syndicalisation : pourquoi en avons-nous besoin et pourquoi ça marche

Asociación de Mujeres Meretrices de la Argentina
(AMMAR), Buenos Aires (Argentine)

par

Elena Eva Reynaga

Secrétaire générale, AMMAR

Bonjour, d'abord je voudrais remercier Stella pour l'opportunité et l'effort qu'elles ont fait pour que je puisse venir dans ce pays pour cet événement. J'aimerais me présenter : je m'appelle Elena Reynaga. Je suis la secrétaire générale du Syndicat des Travailleuses du sexe d'Argentine. Je suis mère de trois enfants et j'ai deux petits-enfants.

Notre organisation est née à la fin de 1994. Nous avons commencé à nous organiser à cause de la répression policière que nous vivions à ce moment-là. Nous avons commencé seules, mais par la suite, deux anthropologues et deux avocates se sont jointes à notre groupe. Nous avons alors eu ce dilemme : devons-nous travailler sur le thème du VIH, ou bien travailler à abroger les articles (de la loi) qui nous criminalisaient? Nous en sommes venues à la conclusion que l'on ne pouvait pas parler de droit à la santé alors que nous n'avions même pas le droit fondamental d'être libres. Pour cette raison, nous avons créé un lobby politique dans le but d'organiser des actions politiques revendiquant la décriminalisation. Des deux objectifs ayant ressortis de ces discussions, nous avons choisi de travailler pour les droits et libertés en organisant des actions politiques devant l'Assemblée Nationale.

Ayant compris que seules nous n'y parviendrions pas, nous avons demandé de l'aide. À partir de mars 1995, nous avons entamé notre intégration à la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA). C'est donc avec eux et avec tous les organismes sociaux de défense des droits de la personne, que nous avons formé un groupe qui s'appelle Vecinos por la Convivencia (*Voisins en faveur de la vie en harmonie*). Nous avons travaillé pendant trois ans, donc, jusqu'en 1998, à organiser des manifestations, des protestations et à nous rendre visibles dans la société argentine. En mars 1998, nous avons obtenu la décriminalisation. La loi a été abrogée.

Le travail que nous avons accompli au début, nous l'avons fait sans ressources économiques, seulement avec nos moyens et ceux d'une collègue ici et là! À la fin de 1998, le Ministère de la Santé a commencé à financer des projets pour former et embaucher plusieurs éducatrices en santé et en matière de VIH/sida. Mais nous ne faisons pas que de l'éducation sur le VIH, nous offrons également des programmes d'éducation primaire parce que plusieurs d'entre nous ne savent ni lire ni écrire.

Jusqu'à il y a trois ans, nous étions seulement une association civique. Nous sommes maintenant structurées en tant que syndicat, et sommes sur le point de constituer une entité corporative. Nous avons été très combatives. Nous avons souvent dénoncé la répression policière, la prostitution infantile ainsi que toutes les personnes impliquées dans la mafia de la prostitution infantile. Ces luttes ont été très difficiles. Il y a un an, une collègue a été tuée. C'est pour cette raison que nous organisons continuellement des manifestations. Ces mobilisations ne se font pas seulement avec les travailleuses du sexe, mais également avec tous les travailleurs qui font partie de la CTA. Nous ne manifestons pas seulement quand nous avons besoin d'appuis, nous appuyons les professeurs qui revendiquent des augmentations de salaire, les travailleurs du secteur de la santé et les étudiants... parce que nous avons compris que deux têtes valent mieux qu'une!¹

Notre organisation est composée de onze groupes à travers le pays qui compte vingt-quatre provinces. Il existe donc onze organismes AMMAR dans onze provinces différentes, chacune ayant ses particularités, mais tous suivant la même pensée politique. Étant donné que nous demandons toujours de l'argent, nous avons de la difficulté à sortir de l'image de victime : « toujours les pauvres petites, pauvres petites, donnez-nous, donnez-nous... ». C'est pourquoi nous avons travaillé fort pour conscientiser nos collègues au fait que l'organisation doit être soutenue par ses propres membres. Parce que si nous demandons, nous devons

¹ L'expression espagnole se traduit littéralement par : « une main lave l'autre et les deux lavent le visage! »

aussi commencer à donner. Nous demandons que le travail du sexe soit reconnu comme un travail, et nous revendiquons les mêmes droits que n'importe quel autre travailleur de notre pays. Nous voulons les droits, mais aussi les responsabilités.

Nous organisons des rencontres à tous les trois mois. Les dirigeantes nationales, c'est-à-dire les onze représentantes des différentes provinces, se réunissent à Buenos Aires et définissent les politiques et les actions que nous allons entreprendre. Nous faisons l'évaluation des bons et mauvais coups. Nous nous réunissons aussi une fois par année pour une rencontre nationale. Cette rencontre ne rassemble pas seulement l'exécutif de l'organisation, mais toutes ses déléguées. Les membres ont droit de parole et de vote, tant et aussi longtemps qu'elles sont affiliées au syndicat. Nous avons dû, nous aussi, avoir à être strictes sur cette règle, parce que nous nous sommes rendu compte qu'il y a avait des collègues qui ne s'étaient pas manifestées de l'année à l'organisation et qui venaient à cette rencontre seulement pour remettre en question ce que nous faisons. Très souvent, les personnes qui ne font rien prennent le temps de remettre en question et de critiquer au lieu de construire... et parmi les travailleuses du sexe, comme dans la société, tous les comportements sont présents! Donc, nous avons maintenant dix ans, et il y a encore treize provinces qui n'ont pas d'organismes. Ce n'est pas à nous d'aller vers elles, mais plutôt à nos collègues de se mobiliser et à s'auto-organiser en utilisant ce qu'elles savent de nous par la télévision, la radio, les journaux et la page Web de AMMAR.

Je voudrais remercier encore une fois les militantes de Stella pour ce qu'elles ont fait pour que je puisse être ici, mais je ne peux pas terminer sans parler honnêtement. Je ne suis pas secrétaire générale de AMMAR parce que je dis ce que les autres veulent bien entendre, mais plutôt parce que je dis toujours ce que mes collègues travailleuses du sexe veulent dire. Et ce que les travailleuses veulent dire, ça ne s'apprend pas à la Faculté. Pour aussi solidaires qu'elles, ou qu'ils, soient, celle ou celui qui ne l'a pas vécu soi-même ne peut pas bien traduire la brutalité policière, le mauvais traitement de la société, l'exclusion de la famille, ou la souffrance que nous avons connus sur la rue. C'est pour cela qu'il est si important que celles qui ont les connaissances et la théorie n'oublient pas qu'elles ne peuvent rien faire sans nous, qui avons la pratique et le vécu.



S'organiser entre pairs au Canada

Maggie's, Toronto (Canada)

par

Kara Gillies

Présidente du conseil
d'administration de Maggie's
Co-fondatrice de Canadian
Guild for Erotic Labour

Durant le *Forum XXX*, nous avons exploré de quelle façon les expériences individuelles sont transformées en actions collectives dans un cadre de répression légale et sociale. La forme que prend cette répression n'est, bien sûr, aucunement statique. Les attitudes de la société, dont les réactions face au travail du sexe, changent avec le temps, et selon les cultures et les régions. Il faut donc en tenir compte, et adapter notre activisme et nos stratégies.

Ce que j'aimerais faire aujourd'hui est de situer dans le contexte canadien, les changements clés du discours dominant des vingt dernières années, et examiner l'impact de ces changements sur la mobilisation des travailleuses du sexe. Ici au Canada, comme dans d'autres régions, il y a plusieurs travailleuses du sexe et groupes de travailleuses du sexe, brillantes et dévouées. Mais pour aujourd'hui, je vais me concentrer sur Maggie's : le projet de service communautaire des prostituées de Toronto¹, en raison des débuts peu communs de l'organisme, de sa longévité, et des défis qui n'ont pu être évités depuis le temps que Maggie's existe.

¹ *Maggie's: The Toronto Prostitutes' Community Service Project*

Quand je parle des débuts peu communs de Maggie's, je fais référence au fait que Maggie's a été un des premiers groupes de travailleuses du sexe au monde à recevoir des subventions gouvernementales. De nos jours cela peut avoir l'air banal, mais il y a 20 ans, l'idée de distribuer l'argent des contribuables à des putes était assez radicale - et encore plus, l'idée de putes réclamant des fonds publics! Maggie's a été fondée en 1986 avec pour mission d'assister les autres travailleuses du sexe dans leurs efforts pour vivre et travailler en sécurité et avec dignité. À cette époque, cela faisait déjà quelques années que l'organisation canadienne pour la défense des droits des prostituées² réclamait la décriminalisation. Cependant il était clair qu'une réforme légale n'était pas sur le point d'aboutir. En attendant, il était essentiel de répondre aux besoins immédiats des travailleuses du sexe, et de bâtir une communauté forte et solidaire pour faciliter la mobilisation à venir.

² *Canadian Organization for the Rights of Prostitutes*

Dès le début, Maggie's a clairement réclamé la décriminalisation et la reconnaissance du travail du sexe comme étant un travail légitime ayant une valeur sociale. Maggie's a aussi développé des stratégies de réponse au VIH/sida basées sur la compassion et le respect des droits de la personne. Effectivement, les fonds alloués à l'éducation au VIH/sida ont constitué le premier support financier de Maggie's. Et bien sûr, comme ce fut le cas pour plusieurs autres groupes de travailleuses du sexe dans le monde, ce financement s'est avéré constituer une fondation solide sur laquelle nous avons bâti non seulement des campagnes de « sécurisexe » efficaces et appropriées, mais aussi une grande variété de services et de stratégies d'activisme. Cependant, le financement VIH/sida comporte son lot de tensions. Comme plusieurs personnes ici vont se le rappeler, la seconde moitié des années 80 a été un temps où l'inquiétude au sujet de la transmission hétérosexuelle du VIH a atteint un sommet de panique, et où on se servait vicieusement des travailleuses du sexe comme boucs émissaires en les désignant comme étant « vectrices de transmission ». À ce moment-là, Maggie's a choisi de contester fortement ce portrait en faisant reconnaître les travailleuses du sexe comme étant des professionnelles qui, loin de nuire à la prévention du VIH, étaient plutôt bien placées pour prendre un rôle actif dans la prévention et le traitement du VIH/sida dans la communauté. Les travailleuses du sexe, en collaboration avec les membres de la communauté gaie, ont réussi à faire changer le concept de « groupes à risque » pour le concept « d'activités à risque », ce qui a servi à bousculer un peu la stigmatisation rampante.

C'était il y a 20 ans, où en sommes-nous aujourd'hui au sujet de ces enjeux? Certainement, la population générale perçoit toujours la travailleuse du sexe comme un tremplin pour le VIH et ce, bien que la majorité des décideurs - à l'intérieur et à l'extérieur du domaine de la santé - reconnaissent que cette perception est mal fondée. Mais, malgré tout, je crois que nous avons réussi à éduquer, non seulement les personnes impliquées dans l'industrie du sexe, mais aussi la société en général. Par exemple, au Canada ce sont les groupes de travailleuses du sexe qui ont sonné l'alarme sur les risques liés au spermicide Nonoxonyl-9 dans la transmission du VIH, dossier qui commence tout juste à attirer l'attention.

Il nous reste tout de même quelques défis à relever. D'abord à l'intérieur de nos communautés, plusieurs groupes de travailleuses du sexe, incluant Maggie's, ont fait preuve de négligence

en n’offrant pas le support et les stratégies adaptées aux besoins particuliers de certains secteurs de l’industrie, dont les travesties et transsexuelles. Ensuite, peut-être dans un élan de zèle pour nous faire valoir comme des professionnelles du « sécurisexe », plusieurs groupes canadiens ont propagé le message simpliste, voire dangereux, qu’il faut « simplement utiliser le condom pour tout et en tout temps ». Ceci s’avère, comme nous le savons, irréaliste dans certains contextes. Et, pour cause de sur-exploitation de ce slogan, les travailleuses du sexe ne disposent pas de l’information nécessaire pour conduire leurs propres évaluations des risques et pour faire des choix éclairés pour gérer leur santé.

En observant les enjeux actuels du travail du sexe et de l’éducation VIH/sida, on remarque un fait inquiétant, soit le retour de la notion de « groupe à risque » au lieu « d’activité à risque ». La seule différence est qu’on les nomme désormais « groupe vulnérable » au lieu de « groupe à risque ». Bien sûr, il est important que l’on tienne compte de la variété des déterminants sociaux de la santé, et que l’on reconnaisse que la stigmatisation et la criminalisation ont un impact négatif sur la santé, y compris sur le statut de séropositivité au VIH. En même temps, nous devons rester vigilantes à ne pas encourager un discours oppressif et des positions qui faciliteraient davantage la répression.

Après l’évolution du discours et des stratégies entourant le VIH/sida, j’aimerais vous parler de d’autres changements qui ont affecté l’organisation des travailleuses du sexe au cours des deux dernières décennies. Durant les années où Maggie’s s’est formée, les travailleuses du sexe faisaient face à une application rigoureuse des lois par les forces policières. Les changements au Code criminel (par exemple l’introduction en 1986 de la loi sur la « communication ») ont facilité les opérations de police à l’encontre des travailleuses du sexe, particulièrement celles qui travaillent de la rue, sollicitent des clients ou négocient des services en public. À Toronto, des associations de résidents ont encouragé les descentes de police en protestant – souvent de façon agressive - contre la prostitution de rue dans « leur » quartier. Les groupes de résidents ont souvent une conception étroite de qui peut se qualifier comme étant citoyen du quartier. Personne n’a été surpris de constater que ce zèle de vigile ait coïncidé avec un développement massif et rapide du marché de l’immobilier. Les quartiers où les filles travaillaient depuis longtemps ont connu une gentrification rapide, et avec elle des « standards esthétiques » caractéristiques à la classe moyenne, classe non seulement hostile à la prostitution de rue, mais aussi aux gens qui quêtent et aux gais qui s’exposent dans les parcs.

À ce moment-là, nous avons travaillé fort à Maggie’s pour soutenir les travailleuses du sexe visées, en leur donnant de l’information et de l’assistance directe. De plus, nous avons développé des stratégies pour limiter les méfaits causés par les groupes de résidents, incluant l’intervention et la médiation. Pour être franche, la médiation s’est avérée inutile. Dans plusieurs cas, les groupes de résidents n’étaient tout simplement pas ouverts à la raison ou à la négociation. Il est devenu évident que le vrai problème n’était pas un cas de réduction des méfaits au centre-ville, mais plutôt une question de moralité et de valeurs immobilières. « Je ne veux pas de vous dans mon quartier ». Nous avons obtenu quelques succès avec une très importante et puissante association de résidents, qui, après quelques années de travail, a fini par appuyer la décriminalisation. Malheureusement ce groupe n’existe plus, et le temps passant, nous nous retrouvons obligés de reconsidérer les enjeux et de refaire, encore et encore, le travail déjà fait par le passé.

Au cours des huit ou dix dernières années, il y a eu un changement majeur dans les attitudes de la société face au travail du sexe. Nous avons pu observer une remontée de « l’image de victime » dans l’analyse portant sur les travailleuses du sexe. Il y a toujours eu des tensions entre les conceptions paradoxales des travailleuses du sexe comme étant soit des putes, sales, déviantes et criminelles versus l’image de la pauvre victime exploitée et déçue. Mais ce que nous remarquons c’est que ce dernier portrait prend de plus en plus de place. Ce changement d’attitude envers les travailleuses du sexe a eu de nombreuses répercussions. Premièrement, il y a eu explosion d’agences de services sociaux qui ont commencé à offrir une supposée « aide » aux travailleuses du sexe, généralement sans les consulter (ou pour reprendre leur langage sans « évaluation des besoins »). Ce qui nous a forcées à réévaluer notre façon de nous présenter à notre communauté. Nous voulions nous assurer que Maggie’s soit réellement perçue comme un groupe communautaire de travailleuses du sexe et non pas comme un « organisme de sauvetage » de plus. Ce fut tout un défi, car les programmes d’aide pour sortir du milieu de l’industrie du sexe récupèrent notre langage d’éducation entre pairs. Ils facilitent les contacts avec les travailleuses du sexe et créent l’illusion d’acceptation du travail du sexe et de notre communauté. Cette dynamique a aussi eu des impacts négatifs sur les options de financement de Maggie’s. On doit maintenant s’assurer que nos fonds de roulement sont basés sur nos objectifs et ne pas tomber dans le piège d’accepter, sans remise en question, de l’argent destiné à la « réduction des méfaits » ou pour aider à « sortir de l’industrie du sexe »,

simplement parce que ce sont des fonds plus faciles à obtenir dans la conjoncture actuelle. Je suis sûre les autres groupes de travailleuses du sexe connaissent le même problème.

Considérer les travailleuses du sexe comme étant des victimes provoque des implications politiques car aussitôt que l’on crée une victime, on doit aussi créer un agresseur. Et bien sûr, on a relégué les clients, les propriétaires et gérants d’agences au rôle de « méchants ». Cela se concrétise par le développement des *John schools* c’est-à-dire les programmes punitifs à l’intention des clients. Au niveau gouvernemental, on met de l’avant la nouvelle stratégie abolitionniste qui se concentre sur la criminalisation des clients et des tiers, comme c’est le cas présentement en Suède. À Maggie’s nous avons réagi en insistant sur le fait que d’autres mouvements de justice sociale, chercheurs et activistes, s’opposent non seulement à la criminalisation et à la stigmatisation des travailleuses du sexe, mais aussi à celles de nos clients et de nos patrons. En plus d’être énormément stigmatisante, la criminalisation des clients et des personnes impliquées dans notre travail est basée sur la notion erronée que l’exploitation du travail du sexe est différente et bien pire que l’exploitation d’une autre forme de travail. Cela nuit aux efforts que nous avons effectués pour faire progresser notre statut légal et social.

Un dernier changement dans l’organisation des travailleuses du sexe vient du besoin d’inclure les travailleuses immigrantes, malgré les obstacles engendrés par le discours dominant anti-traffic, scandé par les féministes radicales. Pour faciliter l’inclusion des travailleuses du sexe immigrantes, nous tentons d’être proactives, de corriger le discours dominant anti-traffic et de développer les liens avec les autres groupes de travailleuses du sexe et les groupes pour travailleurs migrants afin d’en arriver à une compréhension commune et un programme mutuel. Cela a été malheureusement très difficile. D’après ce que j’ai pu constater, plusieurs groupes de travailleuses du sexe, particulièrement les danseuses, ont développé une attitude protectionniste envers le marché du travail et une attitude nationaliste face à l’immigration, du moins lorsqu’il est question des travailleuses du sexe étrangères. Mais ceci n’est pas spécifique à l’industrie du sexe; ce type d’attitude touche plusieurs secteurs d’emplois. En résulte l’exclusion des travailleuses immigrantes dans plusieurs contextes de travail, ainsi qu’une augmentation de l’hostilité envers celles-ci. Depuis que des membres de groupes de travailleuses du sexe ont récemment adopté le discours « sauvons les victimes » du mouvement anti-traffic, mouvement qui dissimule ses intérêts personnels sous le couvert de la préoccupation du bien-être des travailleuses migrantes, la rhétorique est moins ouvertement hostile envers les travailleuses du sexe.

D’un autre côté, plusieurs groupes pour migrants et nouveaux immigrants ont résisté à l’inclusion des travailleurs de l’industrie du sexe. Il y a plusieurs explications possibles à ceci, mais une des principales causes est l’acceptation inconditionnelle de l’idéologie simpliste qui assume que toute assistance à l’immigration des travailleuses du sexe est une forme de trafic. Pire encore est la conception que toute immigration de travailleuses du sexe ou que le travail du sexe en lui-même constituent du trafic de femmes. Il va sans dire, que ces perspectives sont largement défendues par les féministes radicales, abolitionnistes.

Un autre domaine dans lequel nous tentons d’être proactives, en développant des liens et des objectifs communs avec le mouvement des travailleurs et des syndicats au Canada, est celui de l’organisation du travail. C’est quelque chose que nous avions repoussé à quelques reprises en raison du contexte canadien. La question était alors : « Comment allons-nous poursuivre cet objectif tout en étant dans un système de criminalisation? » Après presque vingt-cinq années passées à réclamer la décriminalisation, nous avons besoin de développer de nouvelles stratégies et d’être plus créatives. Pour dépasser les obstacles présentés par la criminalisation, une de nos tactiques est d’utiliser à notre avantage les « zones grises » de la réglementation. Bien que les activités entourant la prostitution soient criminalisées au niveau fédéral/national, les conseils municipaux ont instauré des systèmes de permis et de réglementations relativement aux salons de massage, services d’escorte et d’accompagnement, etc. Cependant, la seule façon qu’ont les municipalités pour contrôler légalement l’industrie du sexe est de prétendre que les activités en question ne constituent pas de la prostitution. Malgré les nombreux désavantages que comporte ce système, il offre aux travailleuses du sexe l’opportunité d’avoir potentiellement recours à de la protection à l’Office du travail, à la Cour civile, et aux autres recours offerts aux travailleurs non criminalisés (Votre honneur, je suis une professionnelle de la santé holistique!). Bien que cela soit grandement difficile à appliquer aux niveaux pratique et politique, cette approche permet une protection des droits des travailleurs et des recours possibles pour les travailleuses du sexe, en particulier celles travaillant pour un tiers.

Ceci n’était qu’un aperçu des changements dans l’organisation des travailleuses du sexe à Toronto et des défis auxquels nous faisons face, plus spécifiquement à Maggie’s. Je suis certaine que ce forum va nous offrir de nouvelles idées et pistes d’action.

RéfleXXXions des participantes sur
« Travail du sexe et sociétés » : diversité
et inclusion, culture, éducation,
mobilisation et organisation

Stella, Montréal (Canada)

Synthèse par

Jenn Clamen

Coordonnatrice du Forum XXX

Diversité et inclusion

Le *Forum XXX* a accueilli des travailleuses(rs) du sexe issues du monde entier, de toutes les ethnies, de tous les milieux socio-culturels, de toutes les formes de travail du sexe et de tous les sexes. Malgré cette précaution, la représentativité de la diversité des travailleuses(rs) du sexe a été remise en question et a suscité des débats animés. La diversité et l'inclusion sont des aspects vitaux du mouvement des droits des travailleuses(rs) du sexe, mais cela représente un certain défi. La diversité réfère à la grande variété de nos expériences tandis que l'inclusion est une question de représentativité appropriée dans nos discussions et nos stratégies d'action. L'inclusion dans notre mouvement ne s'arrête pas aux travailleuses du sexe, elle s'étend aussi à nos clients, à nos alliés et aux chercheurs qui donnent la parole aux travailleuses(rs) du sexe. La création d'un espace pour permettre la diversité et l'inclusion réelles est un objectif prioritaire.

Les enjeux

Le concept d'identité de travailleuses(rs) du sexe pose un problème. Est-ce que le travail du sexe est une forme d'identité ou juste un emploi? Tandis que certaines personnes impliquées dans l'industrie du sexe incorporent cette identité, d'autres la rejettent complètement. Ce rejet peut s'exprimer par la simple considération du « travail comme du travail », et d'autres (comme les danseuses) ne veulent pas être personnellement ou publiquement associées à la prostitution.

La stigmatisation de la prostitution crée une pseudo-hiérarchie parmi les formes de travail et parmi les travailleuses du sexe. Cela nous divise parce que certaines ne veulent pas s'identifier comme travailleuses du sexe. Cela conduit aussi des gens à prendre leurs distances envers les enjeux pertinents pour d'autres travailleuses du sexe (par exemple, l'usage de la drogue et la prostitution de rue, la migration dans le travail, le racisme, le sexisme, etc.). Cette division alimente les tensions et fait en sorte que certains groupes de travailleuses(rs) du sexe se sentent particulièrement exclus. Pour les nommer, les transsexuelles, les personnes des Premières nations, les hommes, et les travailleuses du sexe immigrantes, ressentent de l'exclusion parce qu'une bonne partie du mouvement néglige leurs enjeux particuliers et a besoin d'être éduquée sur leurs réalités. Les dangers pouvant résulter de cette exclusion sont une remontée du racisme ou la dégradation des conditions de travail pour celles qui ne seraient pas défendues dans notre discours et dans nos actions quotidiennes.

Plusieurs de nos conflits internes, au sein du mouvement des droits des travailleuses(rs) du sexe, tournent autour de notre diversité et de notre inclusion. Il est fréquent pour certaines travailleuses(rs) de se sentir mis à l'écart ou mal représenté(e)s à la table. Trois groupes de travailleurs du sexe se sont exprimés à ce sujet durant le forum, ce qui a résulté en la formation de caucus de discussions pour les hommes, les mères et les transsexuelles qui font du travail du sexe.

Les enjeux touchant les travailleuses du sexe absentes ou celles qui n'ont pas d'intérêt pour l'implication doivent tout de même être présentés et défendus. L'inclusion de leurs perspectives dans les discussions et activités est un objectif parfois difficile, voire impossible, à atteindre. Celles qui s'impliquent dans le mouvement ne sont pas nécessairement représentatives de toutes les travailleuses du sexe, et il y a un risque d'oublier de reconnaître les autres voix pouvant exister.

La représentativité est un objectif singulier à poursuivre étant donné sa définition si abstraite et sujette aux variations. La meilleure chose que nous pouvons faire est de donner de la place à toute personne présente, tout en s'assurant d'avoir tout mis en œuvre pour éviter l'exclusion de certains groupes de travailleuses(rs) du sexe. Tout aussi critiques que nous puissions l'être à l'égard de la représentativité, la population générale est encore plus prompte à nous critiquer lorsque nous ne sommes pas conformes à leurs stéréotypes. Quand nous nous représentons nous-mêmes, on nous étiquette « d'exception à la règle » et on prétend que nous ne représentons pas les « vraies » travailleuses du sexe.

Les alliés, les clients et les chercheurs jouent un rôle important dans notre mouvement en ajoutant de la crédibilité à nos revendications. Bien que l'inclusion de ces personnes est importante, il leur arrive parfois de mal représenter ou d'ignorer nos revendications. Les alliés et les chercheurs peuvent aussi s'appropriier un espace qui devrait toutefois être accordé en priorité aux travailleuses du sexe.

Q : Comment pouvons-nous promouvoir la diversité et l'inclusion?

R :

- * Travaillez à créer un mouvement qui reflète les nombreuses réalités des travailleuses(rs) du sexe : incluant les transsexuelles, les hommes, les autochtones, et les travailleuses du sexe immigrantes;
- * Éduquons-nous les unes les autres sur nos réalités respectives à travers des formations, par et pour les travailleuses du sexe, portant sur notre diversité;
- * Trouvons les points d'entente qui l'emportent sur les différences, mais qui représentent quand même « notre » position. Bien que nous ne pourrions nous entendre sur tout, la diversité implique que chacun ait sa place;
- * Faisons les liens entre les différents enjeux (pauvreté, consommation de drogue, etc.) et aidons à accorder de la crédibilité à nos différences;
- * Aidons à former les travailleuses du sexe qui sont nouvelles dans le mouvement et veillons à créer un espace où leur voix sera entendue.

Culture

La représentation populaire des travailleuses du sexe dans les médias et dans la société en général a une influence certaine nos vies personnelles. La façon dont le travail du sexe est dépeint socialement ne correspond pas vraiment à nos réalités. Cela nous place souvent dans une position où nous devons réagir au discours dominant qui est dissocié de nos réalités et nos demandes. Mais d'où viennent ces perspectives? Et que doit-on faire pour obtenir une image plus représentative?

Les enjeux

Tout le monde a son opinion à notre sujet. Les différents discours sur le travail du sexe abondent. Ces discours populaires et opinions diverses peuvent avoir un impact autant positif que négatif dans nos vies et dans nos stratégies d'organisation. Les approches qui ne tiennent pas compte de nos réalités et qui construisent des théories *sur nous*, finissent par avoir des effets dévastateurs sur notre image. Par exemple, depuis le tout début de notre mouvement, le mouvement anti-travail du sexe a tout mis en œuvre pour discréditer nos revendications, la promotion et la défense de nos droits. Malgré cela, nous continuons à nous développer autour de nos réalités, et nous poursuivons la promotion de nos droits selon notre propre ligne de pensée.

Les médias aussi contribuent à fausser l'image des travailleuses du sexe. Il y a peu de perspectives critiques sur le travail du sexe dans les médias. La plupart des portraits tracés sont stéréotypés et ne représentent pas la diversité de nos réalités. Il nous arrive souvent d'être mal citées ou de nous faire coïncider par d'autres membres de la société. Nous sommes souvent montrées comme des victimes, comme des personnes ayant besoin de protection et, plus récemment, comme des femmes trafiquées ou exploitées. L'usage d'archives visuelles sensationnalistes désuètes qui sont loin d'illustrer la diversité de nos expériences, est une pratique courante. Avec une représentation si limitée, il n'est pas étonnant que le

public soit si prompt à nous stigmatiser. Mais nous pouvons à notre tour utiliser les médias pour corriger ces images et démystifier les stéréotypes négatifs.

Dans le contexte actuel où un discours anti-prostitution est tenu par les médias, les universitaires ainsi que plusieurs groupes de femmes, la création de notre propre discours apparaît comme un défi à relever. L'approche des féministes abolitionnistes et les autres discours anti-travail du sexe ont pas mal mobilisé l'espace public. Au lieu de réagir point par point au discours dominant qui ne représente pas nos réalités, la plupart d'entre nous préférons suivre notre propre ligne de pensée et nommer nous-même les enjeux à gérer.

Il est important pour nous de nous représenter nous-mêmes, mais il n'est pas évident de faire face à tant d'attaques et de critiques à notre sujet. Aussi, représenter notre propre diversité n'est pas une tâche facile. En tant que travailleuses du sexe, nous tentons de prendre notre part de responsabilité quant à l'image que nous avons projetée, ainsi nous sommes des co-créateurs et non des victimes de notre image. Mais malgré tous nos efforts, certaines travailleuses du sexe ne remettent pas en question les stéréotypes de l'industrie du sexe. Au contraire, elles tentent de s'y conformer afin de remplir les attentes du client, et peut-être faire plus d'argent. Cependant, nous avons appris que nous étions capables de faire évoluer notre image et la représentation de notre travail à l'intérieur de nos cultures. Les apparitions des travailleuses du sexe dans les médias et les messages qu'elles lancent contribuent à affaiblir la vision patriarcale des femmes au profit de notre diversité. Les femmes productrices, actrices ou propriétaires d'agence, les punkettes, les travailleuses du sexe lesbiennes, etc. sont en plus grand nombre et sont de plus en plus visibles dans l'industrie du sexe et cela fait évoluer l'image des femmes impliquées dans cette industrie. Nous redéfinissons et recréons à notre goût ce qui est considéré sexy, érotique, et même *hard core*. Et à ces fins, nous utilisons une variété de moyens de communication. Internet a changé notre façon d'organiser notre mouvement; nous pouvons maintenant rejoindre plus de travailleuses du sexe dans le monde entier et ce, sans avoir à nous révéler en public. Nos stratégies d'actions sont davantage diversifiées et plus rapides à concrétiser. Les médias tels que les magazines nous ont permis de présenter nos réalités et de déconstruire les stéréotypes populaires.

Q : Comment faire pour nous présenter et aborder nos réalités de façon appropriée?

R :

- * Résistons à la « guildes » anti-travail du sexe, adoptons une approche proactive et suivons notre propre ligne de pensée;
- * Si nous avons affaire aux médias, préparons-nous à l'avance; consultons d'autres travailleuses du sexe et trouvons un consensus sur le message à promouvoir dans la solidarité;
- * Collectionnons et redistribuons les extraits de médias qui présentent le travail du sexe de façon positive afin de pouvoir faire contrepoids au flot d'images négatives;
- * Identifions les médias qui sont ouverts au travail du sexe pour faire passer notre message;
- * Créons nos propres productions médiatiques et diffusons-les au grand public
- * Utilisons les médias pour dénoncer les abus des policiers à l'égard des travailleuses du sexe et les autres personnes qui agressent les travailleuses du sexe impunément;
- * Utilisons l'éducation entre pairs pour développer les connaissances et les habiletés nécessaires pour faire face aux médias; les relations publiques et l'entraînement aux médias;
- * Pour parler d'enjeux spécifiques, trouvons les personnes appropriées et les plus habiles à en parler.

Éducation

Bien des gens ont besoin d'être éduqués au sujet des droits des travailleuses du sexe, incluant les travailleuses elles-mêmes! Durant le *Forum XXX*, nous avons identifié des groupes de personnes qui auraient besoin d'être éduqués par rapport à nos réalités et du bienfait que cette éducation pourrait apporter.

Éduquer le public

La responsabilité d'éduquer le public au sujet des diverses réalités dans le travail du sexe retombe souvent sur les épaules des travailleuses du sexe. Lorsque nous étions moins visibles, les gens fondaient leur opinion sur nous à partir de stéréotypes. Depuis plus d'une trentaine d'années, nous nous sommes auto-organisées, ce qui a permis aux gens de réaliser à quel point nous sommes différentes les unes des autres. La création de réseaux d'échanges sur Internet, de magazines et de médias populaires, et aussi la participation à ceux-ci, nous ont aidées à éduquer le monde, et nous-mêmes, sur les enjeux du travail du sexe. L'éducation du public vise aussi l'Église et le clergé qui contribuent fortement au climat de stigmatisation et de discrimination. Nous prenons aussi le temps d'éduquer les étudiants puisqu'ils deviendront peut-être les décideurs de demain dans notre société. Lorsque nous faisons ce travail d'éducation, nous devons faire attention et nous assurer que les gens ne confondent pas le travail du sexe avec d'autres enjeux, plus ou moins connexes, comme le trafic de personnes ou l'exploitation sexuelle des enfants, ce qui constitue une erreur courante.

En tant que travailleuses du sexe, nous éduquons nos clients sur la santé sexuelle, sur nos réalités, et sur notre vie en général. Nous devons continuer (ou commencer) à éduquer nos clients sur ces choses afin qu'eux aussi puissent témoigner de notre diversité. Et nous devons, à notre tour, éduquer le public au sujet de la diversité de nos clients. Durant le *Forum XXX*, nous avons souligné que nos clients sont souvent « démonisés » ou pathologisés, et, en conséquence, sont durement stigmatisés.

Les stéréotypes et préjugés à l'égard des travailleuses du sexe sont formés à un jeune âge et les futurs adultes sont élevés dans de fausses croyances à notre sujet. En éduquant les jeunes avant qu'ils développent de tels préjugés, nous aurons de meilleures chances d'arriver à un monde plus juste.

Quelques travailleuses du sexe ont eu l'occasion de parler à des politiciens, que ce soit de notre propre initiative ou parce que nos engagements politiques le demandaient. Nous devons continuer à éduquer les politiciens et leur rappeler que nous sommes des électrices et des citoyennes à part entière.

Les bailleurs de fonds sont un autre groupe à éduquer. Habituellement, les groupes qui reçoivent du financement et d'autres ressources doivent se conformer à un mandat précis. Seulement, les fonds attribués ne suffisent qu'à une petite fraction de ce mandat. Puisque nos réalités sont si variées, nous devons nous assurer que les bailleurs de fonds comprennent l'étendue réelle de notre travail, et de quelle façon le financement pourrait être le mieux utilisé. Les échéanciers imposés par nos sources de financement sont incompatibles avec les réalités du travail communautaire, et c'est à ces réalités que le financement devrait être adapté.

Nous avons besoin de renseigner et d'éduquer les partenaires des services sociaux et ceux qui offrent des programmes sur le terrain. Les ateliers de sensibilisation offerts par les travailleuses du sexe permettent de diminuer la distinction que les intervenants sociaux tracent trop souvent entre les travailleuses du sexe et le reste du monde. Le travail de terrain, ou tout programme à l'intention des travailleuses du sexe, devrait être construit sur une approche centrée sur les besoins et expériences des travailleuses du sexe tels que définis par elles.

La sensibilisation de la police est un enjeu prioritaire. Les policiers oublient souvent leurs responsabilités dans leur façon de traiter les travailleuses du sexe. Ils ne respectent pas nos droits et agissent comme si nous ne méritions pas une protection légale. Éduquer la police ne veut pas nécessairement dire collaborer avec elle, mais plutôt l'informer sur nos besoins de protection en fonction de nos diverses réalités.

Un des groupes qu'il nous faut éduquer, malgré l'énorme défi que cela peut représenter, est celui des féministes. Plusieurs groupes féministes sont influencés par les féministes abolitionnistes (anti-travail du sexe) qui prétendent que nous ne sommes pas capables de

parler pour nous-mêmes. La visibilité que nous offre l'éducation populaire va nous aider à réduire les stéréotypes qui servent de guide aux services offerts par les féministes.

L'éducation entre pairs

Les mythes sur les travailleuses du sexe ne sont pas que véhiculés dans la population générale, il nous arrive aussi d'en entretenir sur les autres travailleuses du sexe. Nous sommes un groupe éclectique et nous ne sommes pas toutes familières avec l'étendue de nos réalités. Plusieurs d'entre nous proviennent d'autres cultures, d'autres pays, et ont un passé différent. L'éducation entre pairs peut s'offrir de plusieurs façons et traiter d'une variété de sujets.

Le développement des communautés de travailleuses du sexe facilite l'éducation entre paires sur la santé et la sécurité au travail. Cela nous fournit un espace ouvert pour échanger nos trucs du métier et techniques professionnelles. Il existe aussi des options pour les femmes qui ne sont pas intéressées à s'associer à la communauté des travailleuses du sexe. Les professionnels de la santé qui proposent ces options devraient eux-aussi être sensibles aux enjeux spécifiques du travail du sexe. Tous les projets sur le travail du sexe devraient veiller à offrir des soins et des services appropriés aux travailleuses du sexe dans un espace sécuritaire.

Le mentorat est un moyen utile pour apprendre les unes des autres et pour raffiner notre expertise. La compétition et la hiérarchie à l'intérieur de l'industrie du sexe sont des entraves au partage de l'information. Le sens d'appartenance à une communauté permet toutefois de surmonter ces limites et de créer un environnement où nous travaillons toutes à nous garder en sécurité et en santé.

Chaque système légal affecte notre travail et nos vies de différentes façons. La connaissance des lois nous aide à travailler en sécurité, mais ce ne sont pas toutes les travailleuses du sexe qui connaissent les lois régissant leur travail. Bien que ces lois soient dépassées et ambiguës dans leur application, nous devons les comprendre puisqu'elles nous concernent. Et ceci n'est pas limité aux lois sur le travail du sexe, mais aussi aux lois sur l'immigration, aux lois du travail, etc.

Q : Qui devrions-nous éduquer sur nos réalités?

R :

- * La population en général;
- * L'Église et le clergé;
- * Les étudiants;
- * Les clients;
- * Les jeunes;
- * Les politiciens;
- * Les bailleurs de fonds;
- * Les intervenants des programmes sur le terrain;
- * Les alliés dans les services sociaux;
- * La police;
- * Nos pairs travailleuses du sexe;
- * Nous-mêmes.

Plusieurs idéologies et positions politiques ont des impacts sur notre façon de travailler et de nous mobiliser. Nous sommes parfois inondées par les critiques et l'opposition; c'est pourquoi il est profitable pour notre mouvement d'avoir une perspective commune et un plan de réaction au mouvement anti-prostitution. Quelques travailleuses du sexe militantes ont des connaissances et de l'expérience sur cet enjeu. Nous avons besoin d'éducation sur les jeux politiques et aussi d'aider les autres à les comprendre.

À travers l'expérience, nous développons nos habiletés à faire du lobbying. Nous pouvons apprendre de nos pairs les habiletés face aux médias, apprendre à faire la défense de nos droits, bien connaître les enjeux propres aux travailleuses du sexe.

L'histoire de notre mouvement est enrichissante et nous aide à mieux nous organiser. Les travailleuses du sexe d'hier et d'aujourd'hui n'ont pas les mêmes connaissances sur l'organisation d'un mouvement, mais elles ont accompli, et organisent toujours, des actions et activités des plus importantes. Plusieurs d'entre nous sont également impliquées dans d'autres mouvements sociaux qui deviennent des alliés des travailleuses du sexe. Il nous faut nous intéresser à l'histoire de notre mouvement et apprendre de notre passé pour continuer à nous organiser.

Q : Sur quels enjeux devrions-nous donner de l'éducation?

R :

- * Notre diversité en tant que travailleuse du sexe et êtres humains; nous sommes des femmes, des hommes, et des travestis et transsexuels : brisons les stéréotypes sur le travail du sexe;
- * Comment bâtir des communautés pour partager nos stratégies et techniques; le travail du sexe est un travail. Qu'est-ce que cela implique en termes de droits des travailleurs et comment accroître la légitimité de notre position de travailleuses;
- * Le mentorat, ou comment favoriser l'éducation par les pairs;
- * Les différents contextes légaux et la terminologie légale; l'impact des lois sur nous; l'impact de la répression policière; l'impact de la violence dans nos vies;
- * Les différentes positions idéologiques sur le travail du sexe, et comment elles se reflètent sur nos réalités.

Mobilisation et organisation

Il y a plusieurs facteurs qui influencent notre façon de nous organiser et de nous mobiliser sur nos enjeux. Voici ceux qui ont été mentionnés et discutés durant le *Forum XXX*.

Inclusion dans notre mouvement

La sortie du placard représente un défi majeur dans l'organisation du mouvement des travailleuses du sexe et de la défense de leurs droits. Plusieurs travailleuses du sexe ne s'identifient pas comme telles, plusieurs ne veulent pas s'afficher publiquement comme travailleuses du sexe, elles ne veulent pas être identifiées contre leur gré pour avoir participé à des activités en lien avec le travail du sexe, et certaines ne sont simplement pas d'accord avec les priorités d'actions. Un grand nombre de travailleuses du sexe sont isolées et ressentent de la honte face à leur travail. Cela rend plus difficile pour elles de connaître les activités à venir et d'y participer. En conséquence, la diversité des regroupements de travailleuses du sexe est limitée.

La diversité de *toutes* les travailleuses du sexe est un autre enjeu pour plusieurs groupes organisés. Plusieurs travailleuses du sexe ne sont pas vraiment intéressées à participer. Trop souvent, les groupes sont exclusifs et ne représentent donc pas les diverses réalités et besoins des travailleuses du sexe. Les hommes, les transsexuels et les travailleuses du sexe autochtones sont les plus exclus ainsi qu'un petit pourcentage des personnes qui travaillent sur la rue. Mobiliser certains groupes peut s'avérer parfois difficile. Les travailleurs du sexe au *Forum XXX* ont exprimé, par exemple, qu'ils se sentent exclus en raison de la place qu'occupent les enjeux féminins et de la différence dans la stigmatisation qu'ils subissent. À quelques reprises, il a aussi été mentionné qu'il était particulièrement difficile de mobiliser les travailleuses migrantes, à cause de la précarité de leur statut et du risque de déportation.

L'inclusion des alliés dans le mouvement est importante, mais elle soulève bien des questionnements. Les travailleuses du sexe ont vraiment de besoin d'être à la tête et de diriger notre mouvement, mais nos efforts sont parfois minés par des alliés « plus crédibles ». Les problèmes dans les efforts d'organisation apparaissent lorsque ce sont les alliés, au lieu des travailleuses du sexe, qui sont au pouvoir. Cela crée des conflits d'intérêt, et des guerres de pouvoir. Les suggestions des alliés sont souvent reçues avec méfiance, ou il arrive qu'elles représentent mal les besoins des travailleuses du sexe.

Les clients forment un autre groupe rarement vu au sein du mouvement de la défense des droits des travailleuses du sexe, mais quelques uns sont présents dans les groupes,

comme en Inde par exemple. L'inclusion de nos clients est primordiale à l'évolution de notre mouvement et au renversement de la pathologisation des clients. Si nos clients se rendent plus visibles, la diversité de leurs réalités servira à légitimer notre travail et la consommation de nos services. Enfin, nos familles et nos proches méritent eux aussi une place à nos côtés.

Q : Comment faire pour être plus inclusif dans nos efforts de mobilisation et d'organisation?

R :

- * Les actions et les organismes que nous mettons sur pied ont besoin, et doivent, être ouverts à tous les travailleurs et travailleuses du sexe afin d'inclure le plus de gens possible;
- * Encourageons les travailleuses du sexe qui sont dans le placard à prendre part aux actions et décisions n'exigeant pas de sorties publiques;
- * Faisons un effort pour dénicher des travailleuses du sexe de tous les secteurs d'activités et intégrons les besoins de tous et chacun;
- * L'inclusion réelle implique que tout le monde se mette à table, même ceux qui ont des opinions divergentes;
- * Demandons à nos alliés (clients et famille) de nous soutenir dans nos efforts
- * Éduquons et trouvons des alliés dans les mouvements féministes, ceux des travailleurs, des immigrants, et plus particulièrement, dans les autres mouvements pour la justice sociale;
- * Demandons aux chercheurs et aux universitaires de nous soutenir au niveau de la recherche tout en laissant les travailleuses du sexe guider le processus.

L'hostilité horizontale

L'hostilité horizontale et les conflits internes sont présents dans la plupart des mouvements sociaux et des relations interpersonnelles. Les divergences d'opinion et la diversité des expériences peuvent créer un manque de respect pour l'autre et constituent un obstacle au partenariat. La discrimination et l'exclusion sont souvent le résultat du manque de connaissances et de compréhension de la situation d'autrui. Les obstacles liés à l'organisation du mouvement ralentissent nos efforts de mobilisation et perpétuent la stigmatisation, la discrimination et l'ignorance envers certains groupes de travailleuses du sexe.

Q : Comment faire pour réduire les conflits internes afin de se mobiliser et de s'organiser plus efficacement?

R :

- * Mettons de côté les problèmes personnels, et apprenons à mieux nous connaître et à combattre l'ignorance;
- * Trouvons des points de jonction et travaillons sur un objectif commun; les points de divergence peuvent être considérés complètement à part;
- * Ne prenons pas tout de façon personnelle, essayons de nous éduquer entre nous et gardons l'œil sur l'objectif.

Mieux se connaître et s'apprendre

L'éducation, ou plutôt le manque d'éducation, interfère avec notre capacité de parler de *tous* les enjeux du travail du sexe. En tant qu'individu, nous ne sommes pas nécessairement familiers avec tous les milieux de travail de l'industrie du sexe et leurs défis respectifs. La plupart de nos incompréhensions proviennent de ce manque d'expérience. Les travailleuses du sexe ne sont pas immunisées contre les préjugés et peuvent faire preuve, elles aussi, de racisme et de discrimination envers les autres travailleuses du sexe. Le fait de s'éduquer sur nos diverses réalités augmente notre capacité à nous mobiliser et à nous organiser. Les connaissances sur les façons de nous mobiliser influencent notre capacité à nous organiser. C'est pourquoi il est essentiel de mieux se connaître et s'apprendre en regardant l'histoire de notre mouvement, des actions passées, et des causes déterminant nos succès et nos échecs.

Q : Comment mieux se connaître peut améliorer notre mobilisation et organisation?

R :

- * Utilisons les forces de chaque individu dans l'attribution des tâches (représentation dans les médias, organisation des actions de revendication, mobilisation des troupes, etc.);
- * Organisons des ateliers de sensibilisation aux divers enjeux entourant le travail du sexe;
- * Informons-nous sur nos réalités pour éviter d'être représentées faussement ou de subir de la discrimination de la part d'une autre travailleuse du sexe;
- * Devenons des mentors les unes pour les autres et contribuons au développement des nos habiletés (autres que la couture!);
- * Apprenons de notre histoire; il y a plusieurs travailleuses du sexe qui ont pavé la voie pour les autres, nous avons besoin d'apprendre d'elles;
- * Soyons solidaires et parlons d'une seule voix; anéantissons la hiérarchie.

Le financement

Le financement des organismes communautaires est un sujet délicat. Certains groupes planifient leurs demandes de fonds, tandis que d'autres refusent carrément toutes subvention. D'un côté, le financement peut compromettre notre mandat et nos choix d'action, mais de l'autre il peut les soutenir et les permettre. Certains bailleurs de fonds peuvent avoir des intentions et des mandats contraires aux intérêts des travailleuses du sexe, comme la police par exemple. De tels groupes, ainsi que tous ceux qui définissent le travail du sexe comme étant une forme d'exploitation, n'octroient que très rarement des fonds répondant aux besoins réels et actuels des travailleuses du sexe. En ce sens, et de façon générale, les subventions peuvent limiter le type de travail que nous effectuons, car elles comportent des objectifs et des restrictions particuliers.

Q : Comment améliorer notre financement?

R :

- * Utilisons l'argent du travail du sexe pour faire de l'activisme;
- * Arrêtons d'accepter l'argent qui nous lie les mains; manifestons de l'intégrité;
- * Essayons de trouver plus d'alliés qui peuvent nous fournir des ressources;
- * Éduquons les bailleurs de fonds à nos réalités.

Types d'actions et façons de nous organiser

Nos choix de types d'actions et façons de nous organiser dépendent en grande partie de nos contextes culturels. La répression policière nuit souvent à nos efforts d'organisation. Par exemple, nous courons le risque de rendre les travailleuses du sexe de rue plus vulnérables à la loi en les rendant plus visibles. La criminalisation de *toutes* les travailleuses du sexe limite notre liberté d'action. Tout ça pour dire que notre façon de nous organiser dépend largement de la culture et du contexte dans lesquels nous nous trouvons, et des priorités des travailleuses du sexe de la région. Les participantes au *Forum XXX* bouillonnaient d'idées novatrices pour des actions futures.

Q : Quel type d'action choisir pour se mobiliser et s'organiser?

R :

- * Faisons des élections pour promouvoir les enjeux sur le travail du sexe;
- * Créons des petits et des gros organismes;
- * Signons les déclarations globales;
- * Organisons des conférences et des forums dirigés par les travailleuses du sexe;
- * Utilisons Internet pour développer et consolider nos réseaux de contacts;
- * Associons-nous à d'autres mouvements sociaux;
- * En tant que petit groupe ou mouvement de travailleuses du sexe, passons du temps pour créer un contre-discours; veillons à suivre notre propre ligne de conduite et à ne pas être continuellement en réaction aux attaques des autres;

- * Mettons l'accent sur la notion de travail dans le travail du sexe;
- * Trouvons un équilibre entre offrir des services aux travailleuses du sexe et faire des revendications;
- * Prenons en note les jours où nous pouvons nous montrer solidaires avec les autres (ex : le 1^{er} mai, c'est la journée internationale du travail);
- * Infiltrons d'autres mouvements et endroits de travail (politiques, gouvernementaux, le système médical, le système légal);
- * Mettons moins d'emphase sur les manifestations, allons trouver les gens au pouvoir et demandons-leur de nous aider.





Lois,

politiques

et

droits

de

la

personne

Lois, politiques et droits de la personne

Introduction

Le troisième thème du *Forum XXX* porte sur les lois, les politiques et les autres mesures de contrôle social. Des changements législatifs importants ont eu lieu au cours des trois dernières décennies. Les panélistes ont offert un regard critique sur leurs contextes législatifs respectifs et ont partagé les stratégies d'action qu'elles (ils) ont développées.

Deux ateliers pratiques ont également été offerts dans le cadre de cette section. Andrew Sorfleet, fondateur du défunt groupe Sex Workers Alliance of Vancouver (Canada), a présenté *\$WE@&R : un projet pour être actif dans la réforme des lois*. \$, Work, Education, Advocacy & Research (\$WE@&R) est entièrement lié à l'industrie du sexe au Canada et comment elle devrait – pourrait – être réglementée. \$WE@&R est une façon agréable d'apprendre au sujet des lois et règlements qui touchent l'industrie du sexe. Les cahiers de travail \$WE@&R nous présentent divers scénarios et demandent aux travailleuses(rs) du sexe leurs opinions à propos de lois et réglementations. Rachel Wotton, de Scarlet Alliance et SWOP-Australia a présenté *La santé et la sécurité au travail dans l'industrie du sexe : quelques trucs*. Rachel nous a rappelé que peu importe où et comment nous travaillons dans l'industrie, notre santé et notre sécurité sont primordiales. Cet atelier s'est inspiré du *New South Wales Work Cover Guidelines*, de l'éducation par les pairs et des témoignages de travailleuses(rs) du sexe.

Dans cette section des *eXXXpressions*, vous retrouverez les présentations de Corinne Monnet de Cabiria (Lyon, France), Catherine Healy du New Zealand Prostitutes Collective (Wellington, Nouvelle-Zélande), et Johannes Eriksson du Riksorganisationen för sex-och erotikarbetare (Stockholm, Suède). Ces panélistes ont présenté le contexte légal du travail du sexe dans leur pays et les stratégies employées par leurs collectivités pour combattre le non-respect de nos droits.

À la suite des présentations se trouve la synthèse de la discussion sur les lois, les politiques et les droits de la personne, tenue par les participantes du *Forum XXX*. Cette synthèse reflète les stratégies d'actions individuelles et collectives que nous utilisons pour contrer les politiques répressives et pour faire respecter les droits et libertés, y compris le droit des travailleuses(rs) du sexe à la santé, à la sécurité et à la dignité. Les réflexions ici présentes sont représentatives du contenu des groupes de discussion au *Forum XXX*, et non de l'ensemble des enjeux liés aux lois, politiques et droits de la personne. Nous encourageons les travailleuses du sexe et les groupes de travailleuses à développer et implanter certaines des stratégies identifiées.

Un rappel à l'ordre : impacts de la loi française sur la sécurité intérieure – loi Sarkozy

Cabiria, Lyon (France)

par

Corinne Monet

Directrice générale de Cabiria

Répression et prostitution en France

Le 18 mars 2003, la « Loi de Sécurité Intérieure » vient bouleverser le statut de victime des travailleuses du sexe en le rapprochant de celui de délinquante par la pénalisation du racolage. La France reste cependant un pays qui tient à sa position abolitionniste, c'est-à-dire ne souhaitant ni réglementer la prostitution ni la prohiber légalement. Dans une première partie, nous verrons la construction de la travailleuse du sexe comme victime, à travers le dispositif législatif et social d'encadrement de la prostitution, ainsi que ses conséquences sur les personnes. Dans une seconde partie, nous verrons la construction de la travailleuse du sexe comme délinquante. Il ne s'agit pas de s'attarder sur l'abolitionnisme, mais il nous faut en dire quelques mots car il a aussi participé, au même titre que les politiques sécuritaires, réactionnaires et « victimaires », à faire le lit de cette nouvelle loi criminalisant les travailleuses du sexe.

1. La prostituée comme victime

Depuis que la France est devenue abolitionniste, la prostitution n'est ni interdite ni réglementée. Elle n'a pas de définition légale. Ni profession reconnue, ni délit, la prostitution est considérée comme une activité privée, relevant de la morale personnelle. Pourtant, de nombreuses politiques publiques interviennent, venant d'un registre policier, social ou fiscal. Ceci va amener dans la pratique de nombreuses contradictions car ses expressions publiques, susceptibles de troubler l'ordre public, peuvent être pénalisées (incitation à la débauche, racolage).

Entre 1960 à 2002, tout le dispositif encadrant la prostitution a assez peu évolué. Les modifications majeures ont été effectuées lors de la réforme du Code pénal; elles concernent la suppression du racolage passif et le proxénétisme, dont les formes contraignantes et violentes ont été plus sévèrement réprimées par le nouveau Code pénal.

Le racolage

Le délit de racolage est né en 1946, au moment de la fermeture des maisons closes, pour faire face à la crainte du désordre que pourrait provoquer l'arrivée de nombreuses femmes sur les trottoirs.

L'acte de racolage fait l'objet d'un nombre réduit de poursuites. La preuve s'avère toujours difficile à établir. Ainsi le nombre de contraventions ne fait que diminuer jusqu'en 2003.

L'encadrement social de la prostitution

Avec la loi du 13 avril 1946, appelée « Loi Marthe Richard », la France quitte en partie le régime réglementariste. Le fichage policier disparaît officiellement et la répression du proxénétisme est aggravée. En 1960, la France ratifie la convention de l'ONU qui consacre la rééducation et le traitement social des prostituées, considérées comme des victimes dont l'autonomie et le consentement n'ont pas à être pris en compte. En conséquence, des mesures de prévention et de réadaptation sociales doivent être mises en place pour les personnes prostituées. D'où les ordonnances de 60, qui permettront au gouvernement français de prendre les mesures nécessaires *pour lutter contre certains fléaux sociaux* dont la consommation d'alcool, l'homosexualité et la prostitution. Ces ordonnances suppriment le fichier sanitaire et social et recommandent des services sociaux spécialisés dans chaque département.

Lois sur le proxénétisme

Le Code pénal est très sévère à l'égard du proxénétisme. On y trouve plus de 15 cas de proxénétisme dont 2 sont des crimes, ainsi que 10 circonstances aggravantes et 9 peines complémentaires.

Lois concernant les clients

Le client de la prostitution a longtemps été ignoré par le Code pénal mais il intervient dans les débats récents.

D'un point de vue juridique, le client n'est pas poursuivi, sauf : dans le cas d'atteinte sexuelle sur la personne d'un mineur de 15 ans (ou moins), ou pour infraction de tourisme sexuel à l'étranger.

Même si cette incrimination est peu appliquée, quelques clients ont été condamnés (à des peines de principe) en 2002 pour motif d'exhibition sexuelle.

L'abolitionnisme

L'abolitionnisme, en assimilant toutes les prostituées à des esclaves, fait qu'elles ne peuvent être punies, puisqu'elles sont vues comme les victimes d'un processus qu'elles ne contrôlent pas. Mais ceci n'empêche pas l'administration fiscale de la France d'intervenir et de considérer les revenus de la prostitution. Bien sûr, en cas de redressement fiscal, les seules négociations possibles avec l'administration demandent aux travailleuses du sexe de justifier leur volonté de « s'en sortir ».

Les conséquences de l'abolitionnisme

Si les travailleuses du sexe n'ont plus à être réprimées ou contrôlées, elles doivent par contre être prises en charge par des travailleurs sociaux spécialement mandatés pour leur proposer réadaptation et réinsertion sociales.

L'une des conséquences majeures de l'abolitionnisme est que la parole des personnes prostituées est invalidée et, par conséquent, toute forme d'action collective qu'elles pourraient entreprendre. Les travailleuses du sexe constituent un groupe des plus réduits au silence dans la société. Très peu produite, très peu écoutée, leur parole se heurte constamment au soupçon de manipulation ou d'aliénation.

* L'interdiction d'une vie privée :

L'intervention publique dans la vie privée des personnes prostituées est rendue possible par la définition même du proxénétisme. Comme toute personne (jusqu'en 94) vivant habituellement avec une prostituée est considérée par la loi comme proxénète, les prostituées se voient condamnées à vivre seules, sans leurs enfants majeurs, sans compagnon. Ainsi, les femmes prostituées ne peuvent vivre, comme les autres femmes, avec la personne de leur choix, et leur vie privée subit avec force le poids du regard public.

* Le traitement socio-psychologique de la prostitution :

Le travail social apporte donc lui aussi une contribution significative à la construction sociale de la catégorie des « prostituées ». Le travail social spécialisé considère la prostitution à la fois comme symptôme (de traumatismes de la petite enfance) et comme pathologie à traiter (par la réinsertion).

Rupture épistémologique : les mobilisations des femmes prostituées et la santé communautaire

Une première rupture est repérable dans le champ social : il s'agit de l'occupation des églises par les prostituées à Lyon en 1975. Les années 1970 représentent un tournant significatif. En effet, les personnes prostituées dans leurs tentatives de mobilisation réapparaissent dans le champ social comme porteuses de leur propre parole.

La deuxième rupture, au cours des années 90, est due aux modifications dans la prise en compte de la prostitution dans le contexte de la lutte contre le sida : on voit alors l'émergence d'une approche communautaire et identitaire, qui portera un autre regard sur le travail du sexe

et s'alliera avec les personnes concernées pour créer des associations avec les travailleuses du sexe (et non pas pour elles).

Même si ces ruptures restent minoritaires, elles permettent d'entendre de nouvelles paroles de travailleuses du sexe dans diverses instances et créent une brèche dans le discours à dominante abolitionniste.

Malheureusement, ces ruptures seront en partie remises en question dans les années 2000, où l'on assiste à un important retour en arrière touchant les droits des travailleuses du sexe.

2. La prostituée comme délinquante

La prostitution comme nouvel enjeu politique

Jusqu'en 2000, le sujet de la prostitution était considéré comme très peu porteur politiquement, mais il ressurgit alors dans le débat public avec les notions d'« esclavage moderne », de « trafic » et « d'esclave sexuelle ».

En décembre 2000, la France, qui préside l'Union Européenne réaffirme sa position abolitionniste lors de la signature à Palerme du protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (CTO), visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

Mais ce qui va réellement déclencher la criminalisation des travailleuses du sexe est la nomination en mai 2002 de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur. Le lendemain, lors de sa première sortie médiatique, il participe à une opération de lutte contre la prostitution à Paris. Quelques jours plus tard, des habitants d'autres villes descendent dans la rue pour chasser les prostituées. Puis c'est le tour des maires qui prennent des arrêtés anti-prostitution, sous la pression des riverains gênés par les nuisances de la prostitution. Car il faut désormais compter avec une nouvelle figure dans la question de la prostitution, le riverain, présenté comme plus en danger que la personne prostituée. Son point de vue, son intégrité, ses intérêts priment sur ceux des travailleuses du sexe. Il semble des plus paradoxaux que les prostituées, perçues comme des esclaves de réseaux mafieux, ne représentent pourtant pas, au départ, LA figure de la victime.

De toutes façons, même quand dans un deuxième temps, la victime invoquée est la femme, elle ne sert que de « victime-alibi » tellement les lois prises pour lutter contre le trafic servent bien plus les intérêts policiers. On se rend vite compte, à l'aune de la réalité, que ce ne sont pas les intérêts et les situations des femmes qui font soucis aux instances politiques et médiatiques, même s'ils se servent d'elles à leurs fins. Au rang des victimes-alibis, la prostituée migrante me semble détenir une place de premier choix, tant elle forme dans la réalité la cible privilégiée de la répression.

Ainsi, le maire (socialiste) de Lyon signera un arrêté municipal anti-prostitution en juillet 2002. Cet arrêté concerne 10 % du territoire de la ville, mais 90 % du territoire prostitutionnel lyonnais. C'est à partir de ce moment-là qu'hormis quelques résistantes, les travailleuses du sexe ont été déplacées du centre-ville de Lyon pour se retrouver reléguées en dehors de la ville, dans des endroits sordides et déserts. Cabiria et les travailleuses du sexe ont alors commencé à se mobiliser lors de manifestations dans la rue, accompagnées de communiqués de presse, demandant régulièrement à être reçues en délégation par les pouvoirs publics.

C'est donc en 2002 que s'est terriblement accrue la répression, avec une guerre déclarée à la prostitution par le gouvernement, une chasse ouverte aux personnes prostituées par des riverains dans plusieurs villes de France, des arrêtés municipaux anti-prostitution, lesquels ont anticipé la mise en application de la loi de sécurité intérieure et ont fait le lit des violences perpétrées au quotidien de façon incessante.

La loi de sécurité intérieure du 18 Mars 2003 prohibe la prostitution en la qualifiant d'acte délictueux et en menaçant les contrevenantes de 2 mois de prison et 3750 euros d'amende. La prostitution, traitée jusqu'alors en termes psychosociaux, l'est aujourd'hui aussi en termes punitifs. Ainsi, l'exclusion qu'elles subissent depuis toujours se conjugue désormais à une inconditionnelle vindicte populaire et à une privation de travail et/ou de liberté.

Figures emblématiques de la transgression et du désordre, les travailleuses du sexe sont devenues les nouveaux boucs émissaires d'une politique sécuritaire. Si jusqu'à présent elles

étaient stigmatisées, mais tolérées, elles sont devenues de réelles menaces pour l'ordre et la tranquillité publique.

Les violences policières

Nous n'avons cessé, depuis, de dénoncer les violences policières commises à l'encontre des travailleuses du sexe.

Les policiers refusent aujourd'hui d'enregistrer les plaintes pour agression des personnes et refusent de se déplacer pour leur porter secours. Tout le travail pour les droits des personnes que nous menons depuis le départ, en incitant les personnes agressées à faire valoir leurs droits de citoyennes à part entière en portant plainte après chaque agression, est aujourd'hui remis en question. Celles qui « osent » encore se retrouvent face à un vrai parcours de combattante, puisque, selon la police, la prostitution est maintenant illégale et les personnes devenues délinquantes. Signalons aussi que dans de nombreux cas, les victimes d'agressions travailleuses du sexe, se sont rapidement retrouvées à la place de l'agresseur.

Le harcèlement permanent avec des contrôles intempestifs, les descentes à l'intérieur des camionnettes avec lampe-torche et caméra, les fouilles au corps, les vols de leur argent, les insultes racistes et les chantages sont autant de dérapages intolérables.

Les gardes à vue sont tout aussi arbitraires et les droits et libertés élémentaires rarement respectés. Elles (les prostituées) restent nues des heures durant en cellule. Pour sortir plus vite du commissariat, les femmes migrantes signent des papiers qu'elles ne comprennent pas, puisqu'il n'y a pas d'interprète. Et alors qu'une grande majorité d'entre elles demande à la police de contacter Cabiria pour nous informer de leur situation, nous n'avons reçu qu'une dizaine d'appels de la police.

Il devient difficile de comptabiliser le nombre d'arrestations depuis l'application de la loi, car elles deviennent une espèce de routine pour les femmes. La violence devenue quotidienne est alors banalisée par les personnes qui en sont victimes. Leur insécurité est considérée comme « normale », comme faisant partie des « risques du métier ». Il est redevenu inconcevable de se présenter victime d'une agression, lorsque par ailleurs on est considéré comme délinquante.

Nous n'avons évidemment que peu d'exemples de policiers inquiétés pour leurs faits, mais quelques uns ont été mis en examen et écroués pour viol en réunion sur des prostituées étrangères, d'autres pour corruption ou vols avec violence.

La loi pénalisant le racolage sert aussi de prétexte à divers déplacements de territoire. Certaines rues de Lyon ont été le théâtre de nombreuses actions policières. Toutes les polices confondues sont alors au garde-à-vous, et forces descriptions ont été faites des méthodes musclées employées lors de ces interventions. De la même façon, nous sommes intervenues avec les travailleuses du sexe pour dénoncer ces violences et médiatiser la situation afin d'éviter le pire.

D'autre part, la stratégie de division entre les personnes fonctionne relativement bien. La police, relayée par les médias, n'a cessé de chercher à diviser la communauté et d'inciter à la haine raciale. Si certaines prostituées ne les ont pas attendus pour tenir des discours racistes envers les femmes migrantes, cela a fortement contribué à exacerber les tensions internes de la communauté, en transformant des rivalités de territoire en mépris et en chasse des étrangères. Les logiques individualistes et commerciales prennent le pas sur la lutte collective pour l'accès aux droits et à la reconnaissance sociale.

Pour échapper aux arrestations, certaines travailleuses du sexe, minoritaires, tentent de trouver des stratégies. Certaines travaillent aujourd'hui à domicile, mais ce n'est pas sans courir de risques au regard de la loi contre le proxénétisme; d'autres ont choisi de continuer par Internet ou le Minitel, mais majoritairement, elles continuent à travailler dans la rue.

Les procès pour racolage, une infraction difficile à caractériser

Les premières convocations au Tribunal correctionnel de Lyon ont lieu en septembre 2003. Une trentaine de procès ont eu lieu jusqu'alors. Ces procès ont tous pour point commun le statut des prévenues : femmes travailleuses du sexe migrantes en demande d'asile.

Nous proposons un accompagnement juridique à chaque femme et les accompagnons lors des procès. En général, quand c'est la première fois, elles sont condamnées à des amendes avec sursis, mais certaines dans d'autres villes ont été expulsées, et un plus petit nombre jusqu'à présent, emprisonnées.

Certaines passent en comparution immédiate pour outrage à agents, ce qui permet alors de les condamner plus facilement à la prison avec sursis.

Au flou, délibéré ou pas, de la loi, correspond un net accroissement des pouvoirs de la police. N'oublions pas d'autre part que la loi devait permettre à la police d'entamer un dialogue avec les prostituées, afin de faire le point sur leur situation sociale et/ou de permettre qu'elles dénoncent leur proxénète. Nous ne connaissons aucune procédure pour racolage qui ait permis d'arrêter des proxénètes, à Lyon comme ailleurs. Mais la délation a fait son entrée officielle dans le droit français, par le biais de la régularisation provisoire offerte à celles qui dénonceraient leurs proxénètes (s'ils sont arrêtés bien entendu). Ce type de pratique ne relève pas dans la réalité de la coopération avec la police mais du chantage.

Évidemment, toutes celles qui ne sont pas « trafiquées » au sens de la loi ne peuvent dénoncer les conditions sexistes et économiques du pays d'origine qu'elles fuient, ni la fermeture des frontières des pays européens qui les obligent à venir clandestinement et payer des passeurs ou des intermédiaires.

Conclusion

Pour conclure cette partie sur une note positive, nous rappellerons que de nombreuses mobilisations de personnes prostituées ont eu lieu depuis l'arrêté municipal de Lyon à l'annonce de la loi. Une manifestation nationale s'est même déroulée le 5 novembre 2002 devant le Sénat, première manifestation nationale des personnes prostituées depuis 1975. Aussi, au moment même où le Ministre de l'Intérieur demandait aux préfets « d'agir plus vigoureusement contre la prostitution », les prostituées lyonnaises prouvaient, en manifestant encore contre une nouvelle opération de nettoyage, que la loi ne les avaient pas totalement réduites au silence, qu'elles pouvaient prendre la parole, se révolter lorsque leurs droits étaient piétinés, faire entendre qu'elles n'étaient pas des victimes, si ce n'est de la violence sociale, législative, policière.

Sous couvert de pénaliser le racolage, sous prétexte de la lutte contre le trafic des femmes, les personnes prostituées sont traitées aujourd'hui comme de dangereuses criminelles. Tout ceci peut sembler paradoxal, tant on nous a martelé leur statut de victimes suprêmes. Mais ceci nous permet de mieux comprendre encore l'énorme hiatus entre les intentions affichées de la loi et la réalité. Présenter ces femmes comme étant toutes des esclaves incapables de décider quoi que ce soit les concernant, comme étant toutes vendues, battues, violées et forcées de se prostituer par de dangereux mafieux, a permis de fournir le plus grand prétexte à cette loi, c'est-à-dire la lutte contre les réseaux mafieux. Afficher un tel souci pour la violence contre les femmes, alors que partout ailleurs elle est niée, semble pour le moins douteux.

En s'attaquant prioritairement aux femmes migrantes sans toujours le cacher, on a amalgamé immigration et prostitution. Cette confusion a eu plusieurs conséquences, dont deux nous semblent primordiales. Premièrement, grâce à celle-ci, les suffrages de l'opinion publique ont été rapidement gagnés. Ceci a remis au goût du jour la représentation de la prostitution la plus misérabiliste et victimisante qui soit, représentation qui avait tout de même perdu quelques couleurs depuis le travail effectué par les associations en santé communautaire dans tous les champs de la société.

Seconde conséquence : en prenant pour cible privilégiée les femmes migrantes, la répression a réussi à n'avoir que de bien faibles forces opposantes, y compris au sein même du groupe des personnes prostituées et des associations sensées être de leur côté.

Les effets de la loi de sécurité intérieure portent indéniablement atteinte au respect de la personne humaine, aux droits fondamentaux des personnes et menacent dangereusement l'intégrité physique et psychique des travailleuses du sexe ainsi que leur appartenance à la collectivité sociale.

Pour toutes ces raisons, nous n'avons cessé de lutter pour la décriminalisation des travailleuses du sexe et pour l'abrogation de la loi pénalisant le racolage, comme nous l'avons encore rappelé lors d'un bilan des deux ans de la loi organisé par les associations à l'Assemblée Nationale.

Décriminaliser nos vies et notre travail : le modèle néo-zélandais

New Zealand Prostitutes Collective, Wellington (Nouvelle-Zélande)

par

Catherine Healy

Co-fondatrice et
coordonnatrice nationale

Le Collectif des Prostituées de la Nouvelle-Zélande (NZPC) existe depuis 1987, année où des groupes de travailleuses du sexe ont commencé à organiser des rencontres informelles dans les salons de massage, sur la rue, dans les pubs et sur les plages, dans le but de décriminaliser la prostitution. En 1988, le Ministère de la Santé a conçu un accord proposant aux travailleuses du sexe une gamme de services visant à prévenir la transmission du VIH et du sida. Cet accord a permis à un groupe de personnes se connaissant, formé d'hommes, de femmes et de transsexuels œuvrant dans l'industrie du sexe, de former un groupe de pression efficace et de faire avancer la cause de la décriminalisation du travail du sexe.

Le 25 juin 2003, la Loi sur la réforme de la prostitution (*Prostitution Reform Act*) a été adoptée par le Parlement de la Nouvelle-Zélande à majorité plus une voix. L'administration des maisons closes, la sollicitation, le proxénétisme ainsi que le recrutement à des fins de prostitution ont cessé d'être considérés comme des crimes. Ce qui, au début, n'était qu'un projet de loi de onze clauses est devenu une loi comprenant aujourd'hui 52 articles.

La Loi sur la réforme de la prostitution, malgré son appellation douteuse, s'appuie principalement sur des principes progressistes. Ces derniers cherchent à créer une structure qui vise à :

- * Préserver les droits des travailleuses du sexe et les protéger de l'exploitation;
- * Promouvoir le bien-être, la santé et la sécurité des travailleuses du sexe;
- * Respecter les normes en matière de santé publique;
- * Interdire le recrutement et le travail de personnes de moins de 18 ans dans le domaine de la prostitution;
- * Mettre en place d'autres réformes pertinentes.

Le but de cette loi était d'offrir un plus grand éventail de choix aux travailleuses du sexe. Nous souhaitons que les travailleuses du sexe de tous les secteurs puissent travailler sans enfreindre la loi, tout en évitant d'engendrer un secteur illégal au sein de cette industrie.

Bien qu'elle ne soit pas parfaite, la Loi sur la réforme de la prostitution nous a permis d'atteindre plusieurs de nos objectifs. C'est la loi qui s'est adaptée au travail du sexe, et non les travailleuses qui ont été contraintes de travailler dans un cadre juridique hostile.

Au cours des procédures qui ont permis de changer la loi, plusieurs décisions ont dû être prises. Il a fallu discuter de la portée du projet de loi, convaincre les membres du Parlement de voter en sa faveur, s'entretenir avec les médias, ainsi que rédiger et déposer des soumissions. Les travailleuses du sexe ont participé à toutes les étapes de ces procédures.

La Nouvelle-Zélande est un petit pays où les relations entre individus sont nombreuses. C'est un pays où il est généralement possible de faire en sorte qu'une opinion soit entendue par les bonnes personnes, et où il est possible de se confronter aux individus qui médisent à votre sujet ou encore distribuent une information erronée.

Les changements ne se sont toutefois pas effectués du jour au lendemain. Pour modifier cette loi, il nous a fallu quinze années à manœuvrer, à manifester, et à répéter les mêmes discours devant différents auditoires. Il y a eu le va-et-vient gouvernemental, et nous avons parfois l'impression de devoir repartir à zéro. L'opinion publique, lorsqu'elle se faisait entendre, semblait néanmoins jouer en notre faveur. Ironiquement, c'est un membre du Parlement appartenant à un parti conservateur qui, en 1991, fut le premier politicien à dénoncer régulièrement et avec ferveur l'injustice des lois. Il a été réélu majoritairement peu de temps après et fait toujours partie du Parlement aujourd'hui. Je recommande vivement à vos politiciens de soutenir cette cause sans craindre les répercussions négatives.

D'importantes organisations de femmes tels le *National Council on Women*, la *Young Women's Christian Association*, la *Business and Professional Women's Federation*, et quelques autres (y compris de bagarreuses religieuses catholiques) sont venues ajouter leur voix en faveur de la décriminalisation. Dans la plupart des cas, c'est la dimension de décriminalisation touchant aux droits de la personne qui suscitait l'intérêt de ces groupes.

Les groupes de santé communautaire et les intervenants en prévention du VIH et du sida étaient tout désignés à devenir nos alliés. Il est aussi important de souligner la participation du *Council of Trade Unions* et des partis politiques ayant appuyé notre cause.

Évidemment, il existait une opposition véhémente à la reconnaissance du travail du sexe. Leurs arguments les plus communs consistaient à étiqueter les travailleuses du sexe comme des victimes, tout en appuyant les sanctions criminelles portées contre elles. Il était aussi à prévoir qu'une brigade « anti-sexe », assez peu discrète, composée de féministes autoproclamées, arrive à diagnostiquer que nous souffrions d'un syndrome de stress post-traumatique.

Les récriminations de nos opposants, aussi réunis autour de puristes des études bibliques, devenaient de plus en plus tonitruantes au fur et à mesure que le débat avançait. Ils proclamaient que le résultat de la décriminalisation serait « plus, plus, plus » de tout : davantage de travailleuses du sexe, un plus grand nombre de maisons closes, une croissance de la violence, de la coercition et des abus faits aux enfants. Bien que ces affirmations aient constitué une stratégie efficace pour décourager ceux qui nous donnaient leur appui, elles étaient toujours sans fondements. Ces affirmations négatives sur l'impact d'un changement continuent toutefois de faire la une des journaux.

Alors que certains politiciens ont retiré leur appui durant les trois années pendant lesquelles le projet de loi était examiné par le Parlement, d'autres sont devenus hésitants face au déferlement de messages contradictoires. Ils se sont mis à craindre des répercussions électorales. En dépit de tout cela, la vérité et la raison l'ont emporté, et la loi a été adoptée. Quelques membres du Parlement ont récemment tenté de rassembler un nombre suffisant de signatures dans une pétition visant à abroger la loi, mais leurs tentatives sont restées vaines.

La nouvelle loi nous a permis de célébrer des victoires tangibles. En Nouvelle-Zélande, les prostituées qui travaillent dans la rue sont souvent « déshumanisées », dans un contexte de débat sur la réforme juridique, et leur présence est habituellement considérée comme une plaie ou une menace. Ce fut donc une grande satisfaction que de constater que la loi ne contenait aucune restriction au sujet des prostituées de la rue. Ces dernières peuvent travailler n'importe où. Elles ne sont pas contraintes à travailler dans des secteurs désignés. Elles peuvent choisir de travailler en groupe ou individuellement. Elles peuvent se tenir dans l'embrasement d'une porte, sur une rue principale, ou encore s'exposer de façon plus visible.

Est-ce que davantage de gens ont décidé d'aller travailler sur la rue parce que cette loi très libérale a été adoptée? Je ne pense pas. Deux ans après la réforme de la loi, les prostituées de la rue semblent avoir conservé leurs vieilles habitudes de travail. Aucun nouveau site de travail n'est apparu suite à l'adoption de la loi. Le nombre de prostituées qui travaillent dans la rue est demeuré plutôt stable.

Avant que la loi ne change, les prostituées de la rue étaient souvent arrêtées pour sollicitation, et embêtées par la police. Elles ne pouvaient pas travailler à l'intérieur parce qu'elles ne pouvaient obtenir une autorisation de la police leur permettant de recruter des clients en plaçant une annonce dans le journal. En fait, avant que la loi ne soit changée, ce sont les policiers qui décidaient des règlements et qui les appliquaient de façon aléatoire aux secteurs du travail du sexe, habituellement en s'appuyant sur leurs propres croyances et préjugés. Les policiers néo-zélandais ne sont toutefois pas réputés pour leur corruption.

Une des conséquences importantes de l'adoption de la nouvelle loi a été de permettre aux travailleuses du sexe de faire leur travail sans devoir préalablement s'enregistrer, obtenir un permis ou recevoir l'approbation des autorités. Elles n'ont pas non plus l'obligation de subir de tests. Toutefois, à la dernière minute des débats, les politiciens ont modifié la notion de « pratiques sexuelles sécuritaires ». Les travailleuses du sexe doivent « prendre toutes les mesures raisonnables » pour s'assurer que les condoms et autres moyens de prévention sont utilisés. Nous ne soutenons pas la politique au sujet du port du condom dans 100 % des cas, et trouvons cette partie de la loi dérangementante : criminaliser les prostituées pour pratique du sexe non protégé n'est pas une solution. Les clients et les propriétaires de maisons closes doivent également « prendre toutes les mesures raisonnables ». Jusqu'à maintenant, personne n'a été puni par la loi à ce sujet.

Étonnamment, certains ont cru que les travailleuses du sexe abandonnaient leur droit de refuser l'acte sexuel avec les clients parce que leur travail était maintenant reconnu par une charte ou par des lois du travail. Les lois criminelles reconnaissent pourtant le droit que possède toute personne de refuser, en tout temps, l'acte sexuel.

Bien sûr, toutes les travailleuses du sexe ne travaillent pas dans un contexte conventionnel d'emploi ou de loi contractuelle. Elles sont toutefois en mesure de bénéficier de ces lois dans la plupart des situations. Les tenanciers de maisons closes sont conscients qu'ils peuvent faire face à des accusations de faute professionnelle, comme, par exemple : avoir exigé un dépôt de sécurité, avoir donné une amende, congédiement abusif, etc. Ces pratiques existent encore, mais nous avons pu constater leur diminution face à la pression exercée par les travailleuses du sexe, maintenant conscientes des droits qu'elles possèdent.

Les travailleuses du sexe peuvent travailler dans une équipe constituée de quatre individus ou moins sans avoir besoin d'obtenir un permis de « tenancier ». Il n'y a aucune restriction quant au nombre de travailleuses du sexe pouvant être embauchées par une maison close. Un certificat d'exploitation demeure en possession du tribunal, et l'identité des tenanciers n'est accessible ni à la police, ni à d'autres représentants de l'autorité ou autres individus.

Pour démontrer à quel point cette information est confidentielle, mentionnons que récemment, le Ministre de la Justice a tenté de fournir des informations aux tenanciers de maisons closes, mais qu'il n'a pas eu accès à l'information détenue par le tribunal. Il a donc dû s'en tenir aux renseignements qui étaient à la disposition du public dans les journaux ou l'annuaire téléphonique. Il est important que la loi fasse en sorte de garder confidentielle l'identité des individus œuvrant dans l'industrie du sexe.

Bien entendu, ce qui s'est produit depuis l'adoption de la Loi sur la réforme de la prostitution en 2003 n'a pas eu que des effets positifs. Pendant plusieurs années, le travail du sexe sous toutes ses formes a été sous l'emprise des autorités locales et des présomptions de celles-ci à la contrôler. Heureusement pour nous que nos homologues australiennes aient pu acquérir une expérience significative dans la négociation avec les groupes hostiles ou alliés. Nous sommes parvenues à éviter que le zonage fasse partie de la Loi sur la réforme de la prostitution, mais nous avons été incapables d'empêcher un ajout de dernière minute donnant aux conseils locaux le pouvoir de voter des règlements municipaux déterminant des secteurs où les maisons closes peuvent opérer ou non.

La décriminalisation est en fait l'histoire de deux villes. À Auckland, notre plus grande ville, des règlements municipaux épouvantables stipulent que les maisons closes doivent être situées à plus de 250 mètres des écoles, des églises, des centres culturels, des quartiers résidentiels, etc., ainsi qu'à 250 mètres les unes des autres. Vous allez peut-être croire que c'est un règlement sensé, mais il a eu pour effet de créer un environnement ciblé avec une proportion déterminante de maisons closes et de travailleuses du sexe opérant, encore une fois, en enfreignant la loi. Un certain nombre d'autres conseils municipaux ont établi un règlement similaire.

Toutefois, à Wellington, capitale et siège du gouvernement, le conseil a décidé, avant que la loi ne soit adoptée, de confiner les « lieux de commerce sexuel » dans une zone correspondant à un cinquième du centre-ville. Heureusement, les maisons closes peuvent maintenant être situées n'importe où ailleurs, en accord avec les lois générales de zonage s'appliquant à tous commerces et résidences.

Dans ce contexte, nous croyons que le débat sur la décriminalisation du travail du sexe ne cessera jamais. Les autorités locales sont susceptibles d'être influencées par les groupes de lobbyistes conservateurs et par les nouveaux élus. Nous avons combattu les conseils municipaux sur plusieurs fronts, pendant des années, alors qu'ils tentaient d'empêcher la présence de salons de massage et d'agences d'escortes, et ce même avant que la loi ne soit adoptée. Nous avons gagné dans certains cas, et perdu dans certains autres.

D'autres préoccupations découlant de la Loi sur la réforme de la prostitution se rapportent aux immigrantes. Il semble extrêmement ironique que les travailleuses du sexe immigrantes soient souvent décrites comme étant très vulnérables, tout en étant traitées d'une façon que nous estimons intransigeante par la Loi sur la réforme de la prostitution. Des ajouts tardifs à la Loi, formulés dans un contexte où l'objectif était d'éviter que les immigrantes ne soient exploitées, ont eu l'effet de les forcer à encore plus de clandestinité, et par le fait même les a rendues encore plus vulnérables à l'exploitation. Malgré le fait que j'aimerais que vous veniez toutes en Nouvelle-Zélande, cet ajout stipule « qu'aucun permis ne sera donné... à une personne qui a fourni, ou qui a l'intention de fournir des services sexuels commerciaux ». Toute travailleuse immigrante qui a reçu un permis court le risque qu'on lui retire.

Comme pour toutes les lois, tout est sujet à interprétation.

En dépit de ses évidentes lacunes, nous croyons fermement que, dans son ensemble, la Loi sur la réforme de la prostitution a eu un impact positif sur la vie de la plupart des travailleuses du sexe.

Ce qui cloche avec le modèle suédois

Riksorganisationen för sex-och erotikarbetare (ROSEA) - Association suédoise pour le travail érotique et le travail du sexe, Stockholm (Suède)

par

Johannes Eriksson

Représentant du ROSEA

Pour vous faire comprendre l'essence du modèle de législation suédois, je crois que je devrais commencer par vous parler un peu du pays. La Suède est un grand pays, en haut, dans le Nord, mais peu de gens y vivent, soit environ 8 millions. La Suède est régie par un gouvernement social-démocrate depuis environ un siècle, c'est donc un pays plutôt stable politiquement. Pour comprendre la Suède, l'indice-clé est le féminisme d'état ou l'*État féministe*. Par exemple, 50 % des parlementaires, et même plus, sont des femmes. Je crois que nous avons été le premier pays au monde à obtenir des congés de maternité et de paternité payés. Et oui, les pères aussi sont tenus de prendre soin des enfants, etc.

L'image que nous avons de nous-mêmes est d'être le pays le plus égalitaire vis-à-vis les sexes. Comme un de mes amis le disait : « La religion de la Suède n'est pas le Christianisme, mais le féminisme ». Vous devez prendre ceci en considération. Parallèlement, la prostitution y est un phénomène invisible. La prostitution n'est pas très courante en Suède, et ne l'a jamais été à cause de l'*État Providence* et de ce genre de considérations. Le peu (de prostitution) qui existe est très secret, et l'a toujours été. C'est à cause de cela que le mouvement des travailleurs et travailleuses du sexe y est vraiment faible. De plus, les communautés sont parsemées dans un pays très vaste. Et vous pouvez croire que notre influence ne pèse pas très lourd dans les débats politiques.

Un autre aspect à considérer au sujet de la Suède, est la tradition d'exportation de ses politiques sociales. Par exemple, en 1979, nous fûmes le premier pays à bannir et criminaliser les abus faits aux enfants. Tout un battage publicitaire a été fait pour exporter ce modèle de législation vers les autres pays européens, qui l'ont accueilli à bras ouverts. C'est alors que le gouvernement suédois s'est dit : « Maintenant que nous avons obtenu un tel succès, pourquoi ne poursuivrions-nous pas avec la législation sur la prostitution, et tenter d'exporter aussi ce modèle-là? ». Et c'est exactement ce qu'ils (les parlementaires) sont en train de faire. Ils font la promotion du modèle suédois de régulation de la prostitution. Mais de quoi s'agit-il au juste?

La réglementation suédoise a vu le jour en 1999, cela fait donc maintenant six ans qu'elle est appliquée. Nous pouvons la résumer ainsi : Les activités entourant le travail du sexe, se procurer et faciliter des services sexuels, sont illégales. Ce qui était aussi le cas avant 1999. Vendre des services sexuels était légal avant, et c'est toujours légal... Mais ce qui a changé est le fait qu'acheter des services sexuels soit devenu illégal. Donc, nos clients sont des criminels, mais pas nous...du moins pas encore. Et comme ce modèle risque fort d'être exporté, vous êtes en droit de vous demander pourquoi le gouvernement suédois croit-il que c'est une si bonne idée? Cette loi est le résultat du rapport d'un comité d'études gouvernemental ayant effectué une sorte d'enquête sur la prostitution. Cette enquête portait sur des questions telles que : « Qu'est-ce que la prostitution? Que voulons-nous en faire? ». Le comité d'études a mis de l'avant les arguments suivants : « Ce sont leurs croyances et non les miennes. », que je résume ainsi :

Premièrement, la criminalisation des clients va donner du pouvoir et du contrôle aux femmes. Pensez-y! Et je parle toujours des FEMMES ici, parce que c'est comme ça que le gouvernement l'a dit. Officiellement, je n'existe pas vraiment en Suède, parce que la prostitution est une histoire de femmes qui vendent des services sexuels ou, devrais-je plutôt dire, qui vendent leurs corps à des hommes. Si jamais une femme en vient à se demander « Peut-être que je devrais commencer à vendre du sexe », l'*empowerment* viendrait du fait que cette criminalisation lui ferait penser à deux fois avant de le faire. De plus, si quelqu'un tentait de convaincre une femme

de faire un travail du sexe, elle pourrait profiter de cette criminalisation en disant : « Non, non, non, c'est illégal et tu n'as pas le droit de me suggérer de le faire! ». Le but était aussi de faire en sorte que celles qui vendaient déjà des services sexuels arrêteraient si cela devenait illégal.

Le deuxième aspect que le gouvernement a jugé important, est la valeur symbolique de cette loi. L'argument se décline comme suit : les hommes prenant part à l'industrie du sexe, c'est-à-dire les clients, constituent rarement le centre d'attention. Donc, en ciblant l'attention sur les clients et en les punissant, au lieu de punir les femmes, on pourrait en venir à changer les normes d'une société qui stigmatise les femmes, pour la transformer en une norme qui stigmatiserait les clients à leur place. Ce qui serait beaucoup mieux!

Le troisième groupe d'arguments est plus récent. Il serait possible d'utiliser une telle législation pour combattre le trafic. Ils insistent beaucoup à ce sujet lorsqu'ils en font la promotion dans les autres pays d'Europe, mais il n'en était pas du tout question lorsqu'ils l'ont fait adopter. Ils sont arrivés avec ça plus tard. Super!

Voilà pour les éléments théoriques. Alors quels ont été les impacts sur les travailleuses du sexe? Vous pourriez croire que le gouvernement n'avait pas vraiment l'intention de punir les prostituées en adoptant cette loi, alors que les résultats démontrent que ce sont les prostituées de rue qui ont le plus écopé depuis cette adoption. Presque aussitôt, plusieurs femmes ont quitté la rue pour aller travailler dans d'autres milieux comme les bordels ou leurs propres appartements. Plusieurs d'entre elles ont dû alors dépendre d'entremetteurs. Ainsi vous pouvez facilement en conclure que le modèle suédois a donné encore plus de travail aux souteneurs, plus de travail et plus d'argent. Les femmes qui n'ont pas été capables de quitter la rue pour diverses raisons (par exemple à cause de la consommation de drogue, d'une maladie mentale ou en raison des conditions personnelles) ont vu leur situation devenir encore plus précaire et plus désespérée. Je vais me concentrer sur ce point parce que c'est le plus important selon moi.

Les personnes qui font le travail du sexe dans la rue ont beaucoup de problèmes avec la police, parce que cette dernière essaie d'arrêter les clients. Pour ce faire, la police doit être capable de prouver qu'il y a eu : **1)** une relation sexuelle et **2)** un échange d'argent. Selon la police, un bon moyen pour y arriver est de filmer sur vidéo les travailleuses du sexe et leurs clients en train de baiser dans les autos. Et même si les travailleuses du sexe ne sont pas nécessairement en train de commettre un crime, leur intégrité est violée quotidiennement parce qu'on les filme en train d'avoir des rapports sexuels. Une autre chose que la police fait, et qu'elle trouve efficace, est de fouiller pour trouver des condoms, parce que les condoms constituent une preuve d'acte sexuel. Je peux voir par vos réactions que vous comprenez vers où on s'en va. Lorsque les policiers coincent un client, ils font généralement des fouilles à nu sur les travailleuses du sexe pour trouver des condoms. Elles ne sont pas toujours des criminelles, mais ça ne les protège pas contre une fouille à nu. La police fait aussi des fouilles à nu sur les clients pour trouver des condoms. Et bien sûr, cela fournit aux gens de bonnes raisons pour ne pas en traîner sur eux. Ce n'est pas vraiment correct, n'est-ce pas?

Et bien sûr, le désespoir. Plusieurs clients ont déserté la rue au profit des prostituées qui travaillent à l'intérieur. Cela signifie moins de clients, mais aussi moins de choix pour les femmes qui travaillent dans la rue. Elles ne peuvent plus se permettre de dire non aux mauvais clients. Les clients de la rue sont aussi plus stressés désormais, parce qu'ils ne veulent pas se faire prendre par la police. Donc ils ne prennent plus autant de temps pour négocier. En pratique ça ressemble à : l'auto arrive, saute dedans, va-t-en, et espère que ce n'est pas un maniaque! La diminution du nombre de clients donne à la rue un aspect plus désespéré. Les travailleuses courent maintenant davantage le risque d'avoir à accepter des rapports non protégés, ou de mettre leur santé en danger d'autres façons, parce qu'elles ont maintenant moins de choix.

Ce n'est pas la fête non plus pour les immigrants sans-papiers en Suède. Quand la police fait des descentes contre les clients, il leur arrive de tomber sur des sans-papiers. En principe, ce ne sont pas des criminels, mais ils se font tout de même arrêter et déporter sur le champ.

Cette intervention est assez contre-productive puisque lorsqu'ils accusent les trafiquants et les souteneurs, il ne leur reste plus de témoins.

Une dernière chose. Avant la loi, les clients étaient plutôt utiles pour assister la police dans leur travail contre les entremetteurs abusifs et les clients abusifs. Mais les clients ne sont plus disposés à donner de l'information à la police parce qu'ils ne veulent pas être poursuivis.

Je n'ai pas besoin de vous le mentionner, mais contrairement aux intentions du gouvernement, je ne vois aucun signe de diminution du stigmate de la pute en Suède. Et je ne vois pas non plus de signes de diminution du trafic. Il y a toujours des gens qui viennent en Suède, légalement ou illégalement, ou qui se sont fait conduire là. Il n'y a aucune différence pour eux. C'est déprimant n'est-ce pas?

Cette loi a été créée dans des bureaux par une poignée de féministes et de travailleurs sociaux engagés abolitionnistes par le gouvernement. Les travailleurs et travailleuses du sexe n'ont été consultés d'aucune façon avant l'application de cette loi, et nous ne sommes toujours pas capables de prendre part aux débats publics. Nous avons donc laissé tomber la bataille à l'intérieur des frontières suédoises. Ce que nous faisons c'est créer un répertoire des personnes influentes et des politiciens qui pourraient nous soutenir dans notre lutte. Ensuite, nous gardons cette base de données personnelles dans notre tête parce que ces personnes peuvent s'avérer utiles un jour. Pour le moment, étant donné le climat politique actuel en Suède, les politiciens ne peuvent pas ouvertement critiquer ce modèle. Si ils sont opposés à cette loi, le simple fait de le dire ouvertement mène tout droit à la mort politique.

Par ailleurs, un bon point pour nous est d'avoir empêché « la maladie » de cette loi de se propager au niveau international. Par exemple l'an dernier, avec nos amis de Norvège, nous avons organisé une conférence pour les travailleurs et les travailleuses du sexe au parlement norvégien, à Oslo. Il y avait ce débat en Norvège : « Devrions-nous adopter le modèle suédois ou non? Ça a l'air tellement bien! Pourquoi ne pas le faire? ». Nous avons répondu en organisant cette conférence et en nous faisant entendre par les politiciens. Il semblerait que nous ayons réussi à faire en sorte qu'une vaste majorité politique ne veuille pas criminaliser les clients en Norvège. Comme quoi l'activisme peut parfois être payant!

Enfin, lorsque nous aurons accumulé l'énergie pour nous battre à nouveau à l'intérieur des frontières de la Suède, la stratégie qu'il nous faudra utiliser est de nous faire entendre publiquement. Car c'est bien pour cette raison que le gouvernement suédois a pu amener cette loi stupide, simplement parce qu'il n'y a pas eu d'opposition tangible. Parce qu'il n'y a presque pas de prostituées visibles. C'est vraiment ce que nous avons à faire. Je crois bien que c'est la stratégie capitale pour l'avenir.

RéfleXXXions des participantes sur « Lois, politiques et droits de la personne »

Stella, Montréal (Canada)

Synthèse par

Jenn Clamen

Coordonnatrice du Forum XXX

Les lois et politiques qui régissent la prostitution sont une grande préoccupation pour les travailleuses du sexe, car la plupart font de nous des criminelles et violent nos droits et libertés fondamentales. Le mouvement pour les droits des travailleuses du sexe vise une réforme juridique et politique en faveur des droits de la personne. Les lois et politiques actuelles tracent souvent une distinction entre les différentes classes et statuts des travailleuses. Mais ce qui est commun à toutes les travailleuses du sexe, c'est que ces lois portent atteinte à nos droits. Indépendamment de notre situation géographique dans le monde, nous souffrons toutes des lois désuètes sur la prostitution et de leur application ambiguë. Les participantes du *Forum XXX* ont nommé les défis à relever par rapport aux lois et aux questions de droits de la personne, en tant que travailleuses du sexe et en tant que mouvement.

Les enjeux

La criminalisation des travailleuses du sexe nous rend vulnérable face au système judiciaire tout en légitimant la stigmatisation sociale et la discrimination à notre égard. Les travailleuses du sexe sont, non seulement, criminalisées par le Code criminel, mais aussi par l'application discriminatoire des autres lois. Il est fréquent pour nous d'accumuler des contraventions et d'être constamment surveillés par les autorités.

La répression policière sous forme de harcèlement et d'abus est un problème majeur pour les travailleuses du sexe, particulièrement pour les travailleuses les plus visibles. Le harcèlement est autant verbal que physique et se traduit pour les travailleuses du sexe par des contraventions qui ne seraient pas données au public en général (traverser la rue au mauvais endroit, jeter un déchet par terre, etc.), en abus verbaux, aussi bien qu'en agressions physiques. Les travailleuses de la rue sont celles qui souffrent le plus de la répression policière. Et, en tant que travailleuses du sexe, nous avons très peu de recours puisque notre statut est seulement « quasi-légal ».

Le harcèlement policier découle de plusieurs facteurs. Le premier est la pression des citoyens et autres fanatiques anti-prostitution pour faire arrêter et emprisonner les travailleuses du sexe et ainsi s'assurer que les rues soient « propres ». Le deuxième facteur est le fait que les policiers sont rarement traduits en justice. Les préjugés jouent aussi un grand rôle dans la façon dont la police traite les travailleuses du sexe. Par exemple, lorsque nous sommes victimes d'un crime, on nous manque généralement de respect et on nous traite comme des criminelles et non comme des victimes. La police nous surveille constamment, mais non pour venir à notre secours. En conséquence, le mouvement pour les droits des travailleuses du sexe tente de modifier l'attitude de la police et de faire changer les lois afin d'avoir droit à la protection.

Présentement, les prisons fonctionnent à pleine capacité à cause des nombreuses entrées et sorties des travailleuses du sexe. Une fois entrées dans le système judiciaire, nous sommes confrontées à la discrimination, aux préjugés et au manque de respect de nos droits fondamentaux. Nos droits en tant que personne sont faciles à bafouer. Souvent les avocats et les juges ne sont pas sympathiques à notre cause, et nous sommes laissées à nous-mêmes, avec peu de recours.

L'organisation autour de la réforme de la loi et des politiques s'avère difficile pour de multiples raisons. D'abord, le langage que nous utilisons pour verbaliser nos demandes diffère souvent et est mal compris. Le mot « décriminalisation », par exemple signifie spécifiquement le retrait des lois sur la prostitution du code criminel ou pénal, mais pour certaines, cela implique aussi une certaine réglementation. Le terme « légalisation », lorsqu'il est utilisé en Occident,

est considéré restrictif et plutôt punitif, alors que les travailleuses du sexe européennes l'entendent plutôt comme modèle idéal de réforme législative. Le mouvement des droits des travailleuses du sexe utilise fréquemment l'expression « être pro-décriminalisation », qui veut dire être pour le retrait des articles de lois qui nous criminalisent.

Les définitions individuelles de la décriminalisation varient, et cela constitue un exemple typique de divergence dans notre travail. Plusieurs travailleuses du sexe craignent la réforme de la loi et l'apparition de pénalités plus lourdes qui pourraient s'ensuivre. Indépendamment du langage utilisé pour formuler nos demandes de réforme, nous espérons un changement dans la loi qui nous protégerait au lieu de nous nuire. Nous revendiquons des lois et politiques n'émanant pas d'un point de vue protectionniste, qui ne nous discriminent pas, nous, ni notre travail, et qui n'appuieraient pas les préjugés envers les travailleuses du sexe. Elles ne devraient pas conduire à des pénalités plus lourdes que celles qui existent déjà, car les écueils découlant des lois actuelles sont ceux qui mettent nos vies en danger.

La criminalisation nous fait du mal à toutes, et toute réforme devrait se faire avec les travailleuses du sexe et en fonction de leurs besoins. Après tout, nous sommes celles qui sont affectées par ces lois. Les travailleuses du sexe sont souvent les dernières à être consultées lors de réformes des lois et politiques, et souvent ce sont des gens qui ne travaillent pas dans le milieu qui font des recommandations en notre nom. Souvent, ces recommandations ne correspondent pas à nos besoins ni à nos réalités.

L'organisation de la réforme de la loi n'est pas limitée aux lois qui affectent les travailleuses du sexe, mais elle inclut aussi les lois qui touchent à nos clients. Le modèle légal suédois sur la prostitution, qui considère les clients comme des criminels, peut mettre les travailleuses du sexe et leurs clients physiquement en danger. Les lois qui criminalisent les clients nous nuisent car elles insistent sur le côté « victime » des travailleuses du sexe et elles entretiennent la honte et les préjugés face à notre travail. D'ailleurs, il existe en ce moment, un nombre alarmant de *John Schools* (une *John School* est une institution offrant une option pour les clients qui sont arrêtés et qui les encouragent à ne plus fréquenter de travailleuses du sexe dans le futur).

Il y a d'autres lois et politiques, qui ne font pas nécessairement partie des lois sur la prostitution, mais qui affectent quand même les travailleuses du sexe. Par exemple, plusieurs travailleuses du sexe ont des stratégies pour que leur travail soit soumis aux normes et lois du travail et pour faire reconnaître leur statut de travailleur. Certaines ont même fondé ou se sont jointes à des syndicats. À travers les syndicats, l'accès à un Code du travail et à des mesures de santé et sécurité au travail est plus facile.

Les lois sur l'immigration affectent aussi grandement les travailleuses du sexe. Comme dans plusieurs autres types de commerce ou de travail, des travailleuses ont immigré temporairement et travaillent avec ou sans papiers dans les métiers du sexe. Les travailleuses migrantes voient non seulement leurs droits bafoués par des législations d'immigration racistes et discriminatoires, mais elles vivent aussi sous la pression des lois criminelles reliées à la prostitution. Elles vivent dans une situation précaire en raison de leur statut spécifique au pays, ainsi qu'en raison de leur statut « quasi-criminel ». Les travailleuses migrantes et les travailleuses du sexe ont souvent encore plus de pression, à cause des débats féministes, abolitionnistes et anti-traffic sur le travail du sexe. Les questions liées aux travailleurs immigrants incluent fréquemment des situations de violence et de contraintes inacceptables. Souvent, les politiques qui découlent des pressions féministes et des lobbyistes anti-prostitution sont encore plus dangereuses et discriminatoires envers les travailleuses du sexe migrantes. Ces questions ont besoin d'être résolues par une politique faisant une large place à la parole des travailleuses du sexe.

Q : Comment pouvons-nous travailler pour les droits de la personne et pour un système législatif plus juste pour les travailleuses du sexe?

R :

* Combattons la répression policière en documentant les abus aux droits de la personne;

- * Contestons les contraventions directement en cours; créons un précédent afin de développer une nouvelle politique;
- * Encourageons l'application des lois qui nous protègent contre les agressions sexuelles et les mauvais traitements;
- * Rendons possible le fait de traduire en justice la police pour ses mauvais traitements et abus;
- * Travaillons autour d'un modèle global et dans un langage commun la réforme de la loi;
- * Insistons pour que les travailleuses du sexe participent à la réforme des politiques;
- * Luttons contre les lois répressives telles que les mises à l'épreuve obligatoires, l'enregistrement individuel des travailleuses du sexe, les *John Schools*, les restrictions de zonage (territoire), et certaines lois anti-traffic;
- * Trouvons et travaillons avec des alliés féministes et autres qui sont prêts à promouvoir et défendre nos droits et libertés;
- * Joignons nos forces à celles d'autres mouvements (syndical, des travailleurs immigrants);
- * Créons une coalition et des réseaux pour faire pression sur les gouvernements.

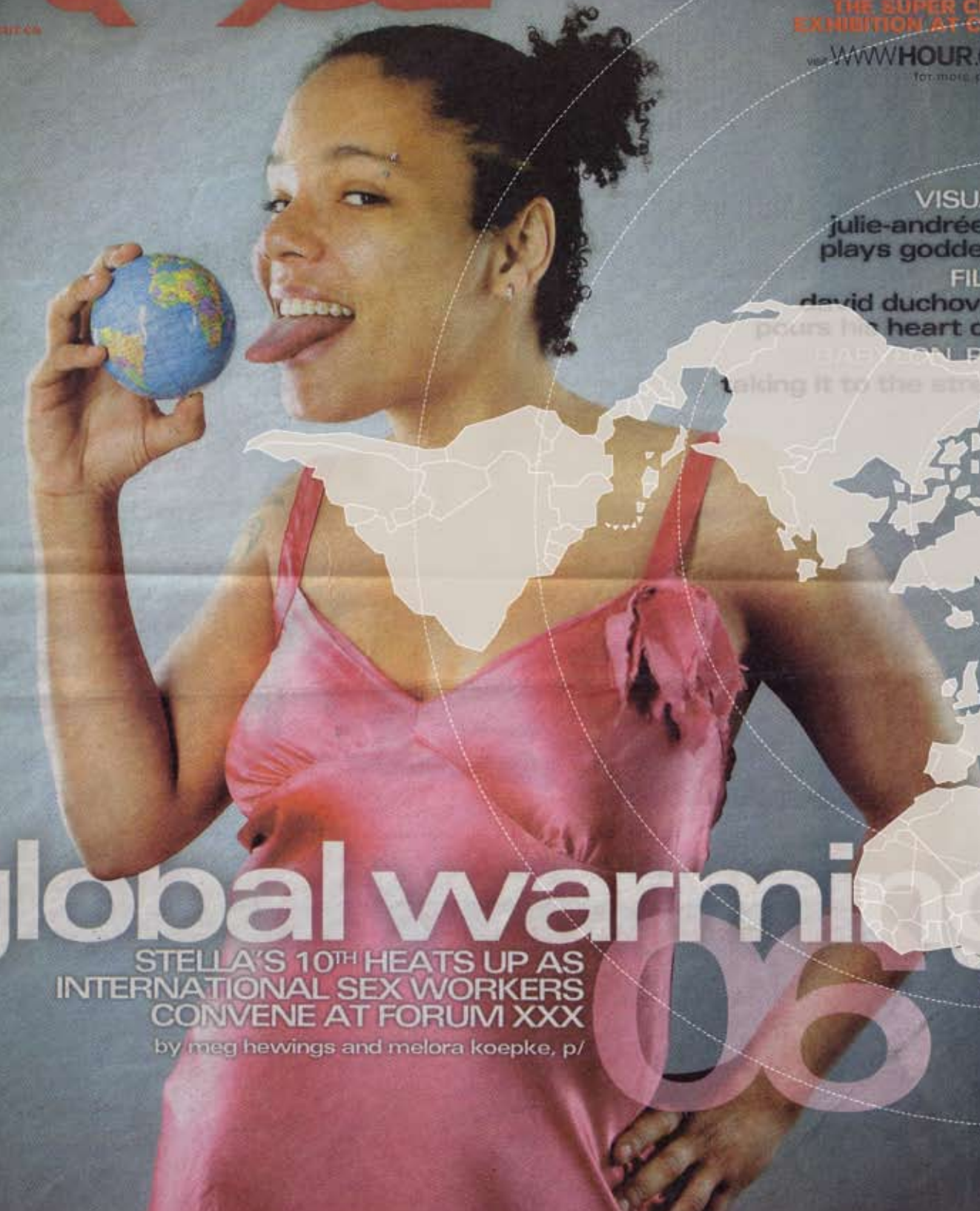
Bon
baisers
du
forum...



hour

CONTESTS
WIN TICKETS FOR
THE SUPER CITY
EXHIBITION AT CC
WWW.HOUR.CA
101.466.8122

VISUAL
julie-andrée t
plays goddess
FILM
david duchovny
pours his heart ou
EVEN ON LIPS
making it to the street



global warming

STELLA'S 10TH HEATS UP AS
INTERNATIONAL SEX WORKERS
CONVENE AT FORUM XXX
by meg hewings and melora koepke, p/

Une Israélienne filme de la porno... avec des fleurs et des chandelles

Alors que les bombes sautent et que les drames sont quotidiens, une travailleuse du sexe israélienne tente de compléter un film érotique qui se veut le reflet des vrais fantasmes des femmes, et qui ne la dépeint pas comme un objet d'exploitation.

DAVID SANTERRE

Présente à Montréal ces jours-ci, Liad Kantorowicz travaille sur un des premiers films X réalisés par des femmes dans ce milieu de l'industrie du sexe est plutôt simple.

« Et les films porno israéliens démontrent vraiment un exploitation des femmes », dit-elle. « C'est la ce que je ne veux pas faire. »

Liad Kantorowicz, 35 ans, est venue parler de son projet au Forum XXX, auquel participent 200 travailleuses du sexe de partout dans le monde ce week-end. Selon elle, tous les films produits sur le globe sont hétérosexuels, et ne reflètent pas les vrais fantasmes des gens.

« On voulait faire un film qui se veut une réflexion sur les fantasmes féminins, avec des fleurs et des chandelles », explique Liad.

Pour y arriver, quoi de mieux qu'un film réalisé par les femmes qui y jouent. « Ce sont les actrices qui décident de ce qui est dans le film. Je peux demander ou refuser ce que je veux. On veut montrer aux gens ce que c'est du vrai sexe. Le sexe que l'ont voit dans les films habituels n'a rien de vrai », considère Liad.



Une prostituée indienne regarde à travers la fenêtre d'un tramway converti en centre de prévention du sida, à Calcutta.

Montréal, capitale mondiale du XXX Le temps d'un forum sur la prostitution

Stella réunit à l'UQAM des travailleuses du sexe venues des quatre coins du monde

Le Forum XXX, qui se tiendra du 17 au 19 avril à l'Université du Québec à Montréal, est un événement majeur pour la communauté des travailleuses du sexe. Stella, une travailleuse du sexe québécoise, a été désignée pour organiser ce forum. Elle a réuni des travailleuses du sexe de partout dans le monde, y compris des États-Unis, du Canada, de l'Europe et d'Asie. Le forum se déroulera dans un espace dédié à la prévention du sida et à la santé sexuelle. Les intervenantes discuteront de leurs expériences, de leurs défis et de leurs stratégies pour améliorer leur situation. Le forum est une occasion importante pour les travailleuses du sexe de se rencontrer, de partager leurs connaissances et de se soutenir mutuellement.

Le Devoir

Forum XXX

CELEBRATING A
DECADE OF ACTION.
DESIGNING OUR FUTURE

By Rebecca Lynn



Photo by Erin Siegel

For one weekend in April, a group of 250 sex workers and allies from around the world gathered in Montreal and finally felt, if only briefly, that their jobs had gained some credibility. I know this because I participated in Forum XXX: Celebrating a Decade of Action, Designing our Future, this spring. After a seven-hour trek from New York City, I arrived in Montreal

reference to celebrate its ten-year anniversary and, as the title implies, to begin planning for the future. On the first morning of the conference we walked to the Université du Québec à Montréal where the day's events would be held, located, appropriately, near Rue St. Catharine and its rows of strip clubs and sex shops. Stella activists had worked with artists to set up the salon, a fabulous lounge decorated with artwork by sex workers, where forum attendees could gather, regroup, and relax throughout Forum XXX. We received our nametags and registration packets and met with the other forum participants before grabbing translation headsets and rushing to the plenaries.

Abolition ou décriminalisation: deux visions de la prostitution s'affrontent

CAROLINE TOUZIN

Esperer par la « banalisation généralisée de la prostitution », un nouveau regroupement composé d'une douzaine d'organismes, d'universitaires et d'auteurs vient de voir le jour au Québec. Hasard ou provocation? La Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLEES) a fait sa première sortie médiatique, hier, au moment où des travailleuses du sexe tenaient leur propre conférence de presse pour annoncer la présentation d'un forum international, intitulé Forum XXX, qui réunira 200 d'entre elles à Montréal, de demain jusqu'à samedi.

Les affrontements ont déjà commencé entre la CLEES, qui souhaite la disparition de la prostitution, et les travailleuses du sexe, partisans de la décriminalisation.

Organisatrice du Forum XXX et directrice du groupe Stella, Claire Thiboutot a vu le geste de la CLEES comme une « attaque des néo-abolitionnistes » qui ont des « revendications dangereuses pour les droits et la sécurité des travailleuses du sexe ». La CLEES s'est défendue d'avoir volontairement tenu sa conférence de presse à peine 30 minutes avant celle du Forum.

Dans sa déclaration de principes, la CLEES rêve d'un monde libre de la prostitution et de toutes les autres formes d'exploitation sexuelle. Pour y arriver, elle prône l'approche de la Suède qui considère que la prostitution est une violence contre les femmes. Ce pays s'attaque à la demande en abourissant les peines données



PHOTO ANTONIO DA SILVA

Un nouveau regroupement, la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle, veut introduire un discours sur la prostitution se situant entre celui des ultra-moralistes et celui de ses défenseurs.

aux clients et aux proxénètes. Le Québec a beaucoup de chemin à faire en ce sens selon Diane Matté, coordonnatrice du secrétariat international de la Marche mondiale des femmes et membre de la CLEES.

« Dans sa déclaration de principes, la CLEES rêve d'un monde libre de la prostitution et de toutes les autres formes d'exploitation sexuelle », pour y arriver, elle prône l'approche de la Suède qui considère que la prostitution est une violence contre les femmes. Ce pays s'attaque à la demande en abourissant les peines données

aux clients et aux proxénètes. Le Québec a beaucoup de chemin à faire en ce sens selon Diane Matté, coordonnatrice du secrétariat international de la Marche mondiale des femmes et membre de la CLEES.

ence-goers do when they're in Montreal: hitting the peelers.

WORKING GIRLS

Along with this historic event, Stella's decade of political action and community service is something for which the city enjoys a reputation as a clearinghouse of relevant information for all sex workers and those studying the trade from ivory towers—shows an organization that has galvanized and evolved with its ever-changing community. A variety of pamphlets available to sex workers, covering topics like work safety and stress management, are printed in French, English, Inuit and, for the growing East European contingent, Romanian.

They are dedicated to outreach, providing in-club hep A and B vaccines to working strippers, as well as offering health clinics for all sex workers and drop-in hours to talk with counsellors. Their director, Claire Thiboutot, was recently honored by the Farha Foundation for her work in HIV and hepatitis B. They've also been instrumental in... (D...)



WOMEN AT WORK: Stella promotes

Anna Lou Crago via e-mail. Given the various conditions under which they work, many third-world activists have a remarkable sense of class purpose—Empowerment is not Be Nice All The Time and a system of giving money to the wrong people, and of supporting decriminalization. There has been some suggestion of government involvement used for the... (D...)

to do rights work for sex workers. They claim that organizations like Stella have too much money, that they're using the money to promote the decriminalization of the sex industry, as well as accusing the government of giving money to the wrong people, and of supporting decriminalization. There has been some suggestion of government involvement used for the... (D...)



Travailleuses du sexe réunies en forum à Montréal

MONTRÉAL (PC) — Le sexe et celles qui en font leur métier seront à l'honneur cette semaine à Montréal. Plus de 200 travailleuses du sexe ou représentantes d'organisations qui les regroupent, venues des quatre coins de la planète, convergent cette semaine vers la métropole pour participer dès demain au Forum XXX organisé par l'organisme Stella.

Pour fêter ses 10 ans d'existence, Stella a invité des organisations sœurs venues d'aussi loin que l'Inde, la Thaïlande ou la Nouvelle-Zélande, qui sont pour la plupart nées dans la même période. Ces femmes, qui partagent toutes la même « stigmatisation, le même opprobre social », feront le point sur leur action, leurs stratégies, sur l'évolution des législations en ce qui a trait à la prostitution, explique la coordonnatrice de Stella, Claire Thiboutot.

« Nous sommes sur tous les fronts au quotidien, celui de la répression policière, des attaques abolitionnistes, du quotidien de l'offre de services aux femmes comme l'accompagnement à la cour. Nous avons rarement le temps de nous asseoir pour voir quelles stratégies ont fonctionné », fait valoir M^{me} Thiboutot.

L'organisatrice du Forum XXX a particulièrement hâte d'entendre parler de l'expérience de ses consœurs du Brésil et de la Nouvelle-Zélande où la prostitution a été décriminalisée récemment. « En Nouvelle-Zélande, ils ont même codifié le droit de savoir

comment les travailleuses du sexe peuvent faire des affaires pour faire des affaires », pour donner le coup de feu au forum en commençant par une conférence des femmes vêtues de blanc, présentant la plus grande assemblée de travailleuses du sexe au monde (MSC).

Plus de 1000 travailleuses du sexe ont participé à la manifestation, le dimanche 18 mai, dans le quartier du Centre-ville. Les travailleuses ont défilé avec des pancartes et des banderoles, et ont chanté et dansé. Les organisatrices ont souligné que ce forum est une occasion importante de se rencontrer et de partager des expériences.

Jeunes filles. Jamais la prostitution ne devrait être considérée comme un travail, selon la CLEES. Stella, elle, affirme que c'est la seule façon d'améliorer le sort des prostituées. Tant que l'ensemble de l'industrie du sexe (prostituées, clients et proxénètes) n'est pas décriminalisée, les filles continueront à travailler dans la clandestinité, prévient M^{me} Thiboutot. Elle cite le modèle de la Suède dont s'inspire la CLEES où « la prostitution de rue a diminué, mais en même temps, l'offre de services sur Internet et dans les nouveaux salons de massage a explosé. »

Troisième discours

La CLEES estime introduire un troisième discours, entre les ultra-moralistes, atteints du syndrome par leur amour et les défenseurs de la prostitution qui considèrent que c'est « un travail comme un autre ». Pour alimenter ce discours, la CLEES a même formé un groupe de recherche sur le trafic sexuel au Québec et au Canada qui fera connaître ses résultats l'automne prochain. « Ce sera le premier fois qu'on aura des données fiables sur le sujet », a expliqué Michèle Roy du Regroupement québécois des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, aussi membre de la CLEES.

De son côté, Cactus, qui fête ses 10 ans cette année, invite le public à mieux comprendre la réalité des travailleuses du sexe lors de la conférence d'ouverture du Forum XXX, de demain à 19h30 à la salle Marie-Gérmaine Laporte de l'Université du Québec à Montréal. Situé au 405, rue Sainte-Catherine Est.



In the muggy, bustling downtown streets of Montreal last Aug. sex workers from all over the world — including the city of Montreal activists — gathered together at the 15th International AIDS Conference. They rallied behind a unifying chant: "Welcome here, welcome here, we're everywhere." Swapping a bill for a buck may not be a tidy transaction, but it's happening in every country and culture across the globe. And yet sex work remains largely ignored or kept clandestine, hidden and hilly outlawed.

Stella is one of many organizations starting to reverse the narrative. This month, the sex workers group celebrates 10 years of struggle and activism. And along with them, a mass of other groups from around the world are standing up to demand safety and dignity for their peers and the decriminalization of their trade. Some 250 female and

Both, assert and increasingly more so, Stella models their cheeky brand of activism and took to the streets. They turned their backs on a mock plover and pointed the finger back onto which they had been thrown down, pitched in and shared a success performance under a red and white rainbow flag. Stella is a group of activists, and it's proudly displaying the flag in front of Place des Arts, and it's proudly displaying the flag in front of the Bible with a little light-colored copy.

Today, Stella has 15 full-time staff members, some are apprentices everyone from street vendors to... (D...)

against prostitution is the same as fighting against prostitution," she says. "Even partial decriminalization keeps sex workers in a victim situation."

For her part, Thiboutot considers Stella an empowering group of activists, and it's proudly displaying the flag in front of Place des Arts, and it's proudly displaying the flag in front of the Bible with a little light-colored copy. Today, Stella has 15 full-time staff members, some are apprentices everyone from street vendors to... (D...)

«We want to decriminalize sex work, because criminalizing because criminalizing doesn't help at all» says Valerie Boucher, a prostitute who is organizing the conference. «Feminists agree with that» she says, «nothing feminists argue that sending sex workers to jail doesn't solve the problems facing prostitute» CBC news, May 18 2005.

workers in Montreal, Stella became a space where sex workers could share the tricks of the trade and get needed support.

"For the first time we were standing in solidarity to advocate for sex-worker rights. Up until then we were absent, even in public debates," says Thiboutot. Stella also created tools for sex workers, like the Bad Ticks List (which described violent or abusive clients), HIV/AIDS prevention materials and the publication ConStellation — their very own glossy magazine.

about exchanging services so using on the money you make from sex work or keeping a buddy house.

Since May 1994 in Montreal, the police have been using the Criminal Code to charge sex workers with solicitation, which Thiboutot argues has left society's most visible and public sex workers — street prostitutes in particular — behind bars. "This is a way to temporarily remove sex workers from neighbourhoods, but the consequences of

FORUM XXX: CELEBRATING A DECADE OF ACTION, DESIGNING OUR FUTURE SEX WORKERS BEYOND BORDERS, MAY 18, 7:30 PM, AT UQAM'S SALLE MARIE-GERMAINE LAPORTE (RUE STE-CATHERINE E.) FOR MORE INFO: WWW.CHEZSTELLA.ORG

ON THE SEXY SIDE OF THE LAW

(by) melora koepke

In a thoroughly modern move, the Commons Subcommittee on Solicitation Laws created the country last month on a fact-finding gambit to hear testimonials from people affected by the laws on prostitution. According to early reports, almost everyone who spoke to the MPs on the committee stressed the need to change the logically disconnected laws as they now

neighbourhoods" like the infamous Downtown Eastside. Legalized prostitution is bureaucratized like any other profession, with regulations, rules, mandatory health tests and certification, and government-issued licences for brothels and pimps.

Sex workers who argue against the tenets of legalization do so for many reasons: For one thing, they resist the idea of institutionalized pimping and their loss of agency in a system of mandatory HIV and STD testing.

Decriminalization, which is in effect in a few places around the globe including New South Wales, Australia, is what most sex-worker advocacy groups endorse. Decriminalization means the total removal of prostitution from the Criminal Code, allowing sex workers to operate as entrepreneurs without fear of arrest or property seizure (in New South Wales, sex workers are subject to local tax laws like everyone else). When Quebec's leading feminist advocacy group, the Fédération des femmes du Québec, made sex work a "thematic priority" in 2002, decriminalization was the approach it officially endorsed.

The most mainstream argument against decriminalization is that by

States, Concerned Women for America, who reject sex work as "trafficking" and furthermore reject any sex outside of marriage as immoral. These groups reject liberal feminism, and also tend to be anti-choice and against daycare tax relief for working mothers, among other things. Both groups speak about "rescuing" the "victims" of prostitution, rather than empowering the economic, legal and moral agency of women.

One term of the debate that is touched on by opponents of prostitution of both stripes is the economic viability of sex work: In REAL Women of Canada's treatise on prostitution, they state that "acceptance" (read: decriminalization) "encourages teenagers to view prostitution as a temporary way of financial survival, which they might pursue, rather than working to acquire marketable work skills through education and legal employment."

This economic angle, interestingly, is addressed by the UN in its Convention for the Suppression of the Traffic in Persons and the Exploitation of the Prostitution of Others.

The United Nations endorses a form of decriminalization often



Félicitations et Chapeau à toutes les organisatrices du forum et aux filles de Stella qui ont contribué à son succès grâce à leurs infinis talents et leur inépuisable énergie. Et ça en prenait pour réussir un tel exploit! Et le Show du samedi soir! Wow! Littéralement inspiré par le génie! Bravo à notre bien-aimée productrice Marie-Claude et à toute son équipe. Merci tout spécial aussi à Nicole Nepton pour son blogue, qui donne aux absents et absentes une excellente idée de ce qui s'est passé. Et merci à toutes les autres, à Valérie, Jenn, Nengeh, Claire, mais là j'oublie bien du monde, à Anna-Louise aussi, pour avoir réussi une couverture vraiment internationale du Forum (voir dans Google à *Forum XXX*). Et merci enfin, de m'avoir permis de vivre ce moment « historique ». J'en suis encore toute abasourdie... On n'a pas fini d'en parler... Et j'ai hâte d'en reparler avec des stelliennes. LT

Bonjour, c'est le fun de voir que peut-être, on a été entendu pendant ces quelques jours. Même ma fille m'a vue ce matin aux nouvelles RDI, mais je n'ai pas encore son commentaire. Aujourd'hui, je suis un peu triste d'avoir perdu toutes ces nouvelles amies qui sont reparties dans leurs pays ou leurs villes. Ces quelques jours ont été très enrichissants pour le moral, le coeur et de voir que nous ne sommes pas seules à lutter. Merci à Stella pour ces belles journées merveilleuses et bisous au monde entier. P

Hello there! It was a pleasure to meet many of you and to meet others from around the world. I found it very informative and empowering. Bravo on the great work! Thanks for your time and the wonderful forum! I look forward to future contact with you all at Stella. Cheers, LR

C'était triste, effectivement, de voir tous ces gens partir. Mais, l'esprit de solidarité planétaire qui reste est super bon! CT

Congrats to Stella, Cabiria and DMSC on your 10th anniversary and very successful XXX Forum in Montreal! I saw pictures from your "busting out wall" and was so psyched! I can imagine the energy and creativity that was generated there—you must all be recuperating now! M



My Experience at Forum XXX

I was happy able to make a presentation and have opportunities to talk about the experience of Empower over the past 20 years. In terms of years, at age 10, Stella is our little sister. It was wonderful to share our experiences and make connections which will be very useful for working together in the future. At Forum XXX it was clear to me that we all believe we sex workers must be recognized as workers and our work must be decriminalized. Forming and supporting sex worker groups is especially important so together we have the strength and power to confront our difficulties and pursue our collective dream.

I also had great fun creating an act and then performing it with my friends The Debbys from Australia. The act was called Escape and was about unnecessary and damaging rescues by anti-trafficking organizations. I hope this raised the understanding of the issue in Canada, or at least has raised awareness within our sex worker groups so we don't discriminate or isolate each other no matter where we have come from. I gained a lot of knowledge and experience from this trip. I was especially aware that we share the same ideas and the same goals for our work. However we do it, wherever we do it, we are all sex workers. Whatever we strive for, if we can find common goals then, together we can succeed.

Bonjour les belles! J'espère que vous êtes remises du party que j'ai loupé. Y a pas eu moyen de me sortir du lit et ce n'est pas faute d'avoir essayé. Le boulot qu'a fait Irène de l'UQAM! Entre autres, on ne pouvait pas avoir de locaux mieux situés que ça, avec une cour adjacente et le salon dans le pavillon à côté. Je me suis même demandé si ce n'était pas elle qui était arrivée à faire venir le soleil jeudi et vendredi. On a été très gâtées. NN



Salut, à l'équipe de Stella. Grâce à vous j'ai pu aller à l'université 1 fois dans ma vie, merci :) Grâce à vous j'ai commencé à extérioriser les émotions que j'avais en dedans, le droit d'être comme je suis, mes choix et mes convictions dans la vie. Oui, je suis une des 250 participantes et très fière de l'être (j'en ai même eu des félicitations des filles où je travaille). Wow, belle récompense ça, que j'arrive à me faire féliciter pour mon implication par des femmes non impliquées. Je crois que j'ai fait ce que j'avais à faire dans le domaine de la communication de mon bénévolat. Bien à vous mesdames, MMJ

Today I have listen to you on CBC. I am glad that you have joined together and created a support group. Every profession needs support group. I as a nurse, look to my colleagues when I have questions need to vent or cry or laugh. I have taken care of many sex trade workers as patients during my career. I have respect for you providers of care to the body, mind and spirit. I am hoping that in your organization you not only give medical financial and legal advice to each other but emotional support also. When it comes down to it we are all human. All is connected. Again congratulations and good luck, Anonymous mr.



À la super, super équipe de Stella : il y a une semaine que le *Forum XXX* est terminé et j'en suis encore à absorber tout ce que j'y ai vu, entendu et senti. Ce fut une très belle expérience, très « empowering ». Je veux remercier Stella de m'avoir offert un séjour à Montréal toutes dépenses payées. C'était la première fois que je venais à Montréal, mais ça ne sera certainement pas la dernière. Le magasinage était génial, on mange et on boit vraiment bien et les gens... Que dire des gens? Tout le monde était tellement sexy, gentil, on me redirigeait toujours vers la bonne direction. J'ai dit comment tout le monde était sexy?

Je veux aussi vous remercier pour toute l'information que j'ai reçue dans les ateliers. Les conférencières(ers) de l'extérieur du pays m'ont vraiment appris beaucoup. Je tiens à souligner mon admiration pour toutes celles et ceux qui ont témoigné, enseigné, facilité et informé. Merci pour ces quatre jours délicieux pendant lesquels la honte n'avait pas de place et pendant lesquels j'ai pu être moi-même. Merci d'avoir créé une atmosphère où tous étaient égaux et toutes les voix ont pu être entendues. Que je suis chanceuse d'avoir pu côtoyer autant de personnes incroyables! Merci de m'avoir inclus dans ce voyage.

Je vous remercie également pour mon affiche *Forum XXX*. Elle a été encadrée et me gardera toujours à la mémoire que je suis entourée d'individus forts et intelligents qui connaissent ma vie, qui acceptent et croient en mon travail et qui luttent pour mes droits et ma protection. Merci de m'avoir inspirée à mettre en œuvre les changements qui s'imposent dans ma propre communauté. Merci de m'avoir aidée à voir que je peux moi-même devenir la réponse que je cherche constamment. Merci d'avoir redonné vie au feu qui m'anime. Lorsque je penserai à Stella, je me rappellerai toujours la conférence de presse, quand tous les egos sont passés à l'arrière-plan et que les voix de toutes se sont fondues en une seule. Quelle cohésion. Quelle puissance. Merci. Sincèrement, CC





Et encore une fois, un immense Bravo à l'équipe de Stella et à tous les bénévoles qui ont participé à l'organisation du forum XXX! Grâce à vous, Colombe, moi et plus de 250 personnes avons vécu des moments riches, émouvants, intenses et inoubliables... Ça m'a fait du bien au coeur, aux tripes et au cerveau! Les coordonnatrices Jenn et Valérie ont fait de l'excellent travail, Marie-Claude a réalisé un show superbe et les artistes ont été parfait! Quelle chance j'ai eu d'être là!!!... et surtout comment vous dire merci... MM

I want to thank Stella for the opportunity to visit my sex worker family. Apart from what I learned in the meeting rooms, I exchanged and learned a lot talking over lunch, in the hallways. There was something from each person and each country that were so interesting. Sometimes we understood each other, sometimes we didn't, whatever, we got warmth and support from each other anyway. Stella, you took such good care of us like real family. Thank you from the bottom of my heart. PP.

I wanted to say thank you for bringing me to Montreal. I was amazed by the broad spectrum of people from around the world. I went away with some hope for the future generations of workers. I wish you well and hope that you looked at this forum as a success. I know the hurdles of producing a big event like this. Best Wishes to you and the staff of STELLA. Thank you!!! Best Regards, R.

I just want to write and profess my undying eternal devotion to you ladies. I am so thrilled to have been a part of the forum. It was the most organized and posh conference I've ever attended, and Stella is th coolest organization in the world! I really can't get over how Stella folks seamlessly blend politics and support with art and performance-and all done with a good attitude of having fun and a loving community. I keep acting out performance from the theatre for my friends-it's all very inspirational. Thank you thank you thank you. Spread staff

Bonjour, merci aux organisatrices du *Forum XXX* de m'avoir donné la chance de participer à ce super forum. Je suis enchanté d'avoir connu ben des nouveaux visages. J'espère que nos voix seront écoutées car nous formions une vrai boule d'énergie. L'union fait la force et maintenant j'y crois encore plus. Merci à vous tous qui avez travaillé fort, le documentaire va t'il être en vente? Je vous embrasse xxxxxxx, M.

By the way, the conference was incredible, all I've been doing since being back in Toronto is telling all my friends what a great trip I had and how I met all you incredible and powerful women. I'm so happy I've met all you strong and intelligent people, I respect every single one of you guys! WB

We had the extreme pleasure, at the Forum XXX, to have the presence and creative performance of the Debbys at both our public conference and our 10th Anniversary Party: Hotel Bijou. Below is a song the Debbys performed to the apt tune of "I Love Rock and Roll" by Joan Jett.

The Debbys, are a large group of sex worker activist, artist, performers and film makers from Australia, who take on "Debby" names, in the same way sex workers use working names. Sex workers can maintain a level of anonymity and ensure disclosure is on their terms. Those who cannot be "out" as sex workers will still have their voices heard. Debby Daredevil, Decriminalise Debby, Debby Don't Take It Lying Down, Debby Attenborough and Debby Diamante Dildo Harness have all made an appearance during the Debby exhibitions and performances. In total over 30 sex worker artists have shown and performed with the Debbys, with a support team of 10 sex workers behind the scenes. Female, Male and Transgender sex workers have participated to the critical acclaim of the festival circuit in Australia.

I love hockin' my hole,
Debby Joan Jett

5am I'm feelin like a machine,
One more job tonight and I'm off this scene
Saw him reach for cash.
I'll add that to my sta-aa-ash,
This job wont take long coz he's comin with me,
Yeah me, This job wont take long coz he's comin with me yeah me.

singin'
I love hockin' my hole,
put another buck in the hot box baby,
I love hockin' my hole,
come and take some time to fuck with me.

Sheila Jeffreys you're so fuckin obscene,
You'd take my job away coz you're so mean.
Academic pimps are all the same,
givin feminists a ba-aaa-ad na-aa-me,
I'm the whore you wont ignore NO don't ignore me yeah me.
I'll b conscious while I watch you suck on me yeah me.

singin'
I love hockin' my hole,
put another buck in the hot box baby,
I love hockin' my hole,
come and take some time to fuck with me.

It's time to take a stand,
Come join my whoring ba-aa-and







1893 - En Amérique

En 1893, la danseuse du ventre Little Egypt est la star de l'exposition universelle de Chicago où elle danse avec 5 autres filles arrivées pour l'occasion. La danse du ventre est une imitation de la copulation. Elle est aussi une représentation de la fertilité. La danse du ventre est la combinaison d'une danse provenant des musiques de la Nouvelle-Orléans et le Hoochy Kootchy qui veut originalement dire en français «Hoche ma queue» dans le sens de «Shake ma queue».

Lexique

Péripaticienne / Masseuse / Fille de joie / Prostituée / Femme de petite vertu / Sorcière / Femme de mauvaise vie / Diabliesse / Débauchée / Fille gagnieuse / Travailleuse du sexe / Poule / Pro / Pétasse professionnelle / Pute / Vendeuse de rêves / Puta / Vendeuse de charmes





Hotel Bijou

Cabaret Stellien: Stella 10 ans!

MC
Stéphane Crête et Nathalie Claude

Artistes
Les Debby's d'Australie
Tania Lapiere
KD
Lucie Laurier
Sheshelala
Isabelle Laplante
Les Métalumeuses
Didier Lucien
Les Corallees
Roxanne Nadeau
Farah Abdill
Daniel Rousse
Dan Bigras
Mario et Chayanne du Campus
Marianne Matte
Stefie S hock
Louis Bellemare et sa gang
Les filles de Stella et leurs amies

Direction Artistique
Marie-Claude Charlebois et
Jacques Sabourin

Productrice déléguée
Marie-Claude Charlebois

Décors
Jacques Sabourin

Costumes
Caro Doyon
Marie-Claude Charlebois
Stéphane Crête
Nathalie Claude
Farah Abdill
Les artistes

Conception Sonore
Isabelle Lussier

Merci à
Quadriscan
Théâtre Plaza
Eva B
Paramount
SOS décors
Élitza Koroueva et Baba Design
Ainsi que toutes les personnes qui
ont contribué à cette soirée au
Forum XXX 2005.





Conclusion

Façonner notre avenir

par

Claire Thiboutot

Directrice Générale, Stella

Me voilà en train d'écrire la conclusion des actes du *Forum XXX* et nous sommes en janvier 2006. Il neige de gros flocons blancs sur Montréal et cela fait déjà quelques mois que le *Forum XXX* a eu lieu. Pourtant il me semble que c'était hier. Tout comme il me semble que c'était hier aussi lorsqu'en janvier 2004, à mon retour d'un séjour d'un an et demi au Vietnam de travail auprès des travailleuses du sexe là-bas, j'ai commencé à œuvrer avec mes collègues de Stella à l'organisation des activités entourant notre 10^{ème} anniversaire et de ce qui allait devenir le *Forum XXX*. Je me rappelle d'ailleurs avoir quitté Saigon sur ces paroles : je pars aider mes collègues stelliennes à fêter nos 10 ans. Et voilà c'est déjà fait et, nos 10 ans, nous les avons fêtés en grand!

Des centaines et des milliers...

Quand je pense au forum, dans un premier temps j'entends encore le grésillement des *walkies-talkies*, les sonneries de nos cellulaires, le bruissement des discussions pendant les pauses sous le soleil d'un printemps encore frileux. Je nous revois à la course entre les studios de télévision et de radio ou en train de partager les mille et uns soucis organisationnels, l'adrénaline coulant dans nos veines, l'estomac un peu dérangé par le sandwich avalé en vitesse et le manque de sommeil. Je me rappelle les corridors et l'amphithéâtre de l'université où se mêlaient saris rouges et safran, *piercings* et dentelles. Je nous revois assidues, présentes, attentives aux présentations des panélistes, à la parole de l'autre dans les groupes de discussion, le hall, les fêtes. L'ambiance qui régnait dans ces lieux sentait la joie d'être là ensemble, le bonheur des retrouvailles. Le sentiment de notre force, de notre fierté et de notre solidarité vibrat dans l'air. Nous étions plus de deux cents, nous étions des milliers. Nous portions la voix, la parole de centaines de milliers de travailleuses et travailleurs du sexe membres de nos organisations en provenance des 5 continents. Paroles d'Inde, de France, de Suède, de Thaïlande, d'Argentine, de Nouvelle-Zélande, d'Israël, d'Afrique du sud, de Hong Kong, des États-Unis, du Canada, du Québec et d'ailleurs encore.

...À échanger dans la diversité...

Bien sûr tout n'était pas parfait. Pour les francophones unilingues de Montréal et du Québec, la barrière de la langue fut l'objet de quelques frustrations. En effet, difficile de profiter pleinement des discussions ayant cours dans une rencontre internationale lorsque la langue principalement utilisée par les participantes pour échanger entre elles est l'anglais. Cette difficulté était en partie partagée par d'autres dont l'anglais est la langue seconde, après le mandarin, le thaï, le finnois et autres. Au-delà de cette barrière, l'aspect international de la rencontre fut pourtant une des choses les plus appréciées par les participantes et participants, si on se fie aux commentaires recueillis sur les feuillets d'évaluation. En savoir plus sur la situation des travailleuses du sexe ailleurs dans le monde, sur les lois des autres pays, sur les résultats des changements législatifs par exemple, tout ça a été non seulement apprécié par nombre de participantes, mais nous a aussi donné la motivation de nous affirmer davantage, le courage de nous battre. Pour d'autres, accéder à cette vision mondiale sur le travail du sexe a permis de nous rendre compte de la similarité de nos besoins et de nos luttes. Ce sentiment de nous retrouver « en famille » avec des gens d'un peu partout nous a donné la force de continuer à travailler fort pour un avenir meilleur! Pour paraphraser une participante, j'ajouterais que se savoir « pas seule à Montréal, pas seule dans le monde, sentir que des travailleuses du sexe partout dans le monde font les mêmes luttes que nous, c'est extrêmement MOTIVANT! ». Avec le forum, notre lutte a définitivement pris un sens, une couleur internationale.

Au-delà de la langue, d'autres défis se sont posés. Nous étions de toutes les couleurs et de tous genres : femmes, hommes, transsexuelles et personnes intersexuées. Nous étions de provenances de différentes cultures, avec des expériences de travail du sexe variées dans des contextes socio-législatifs très différents les uns des autres. Nous avons nos divergences d'opinions, nos incompréhensions : à quelques reprises le ton a monté, quelques unes ont pleuré. C'est que notre diversité pose constamment le défi de l'inclusion, de la représentation, de la solidarité. Et cette question n'était pas pertinente qu'au forum. Elle est l'écho d'enjeux qui se posent quotidiennement dans nos organisations comme dans nos luttes.

D'autres questions « identitaires » ont aussi surgi : certaines d'entre nous s'identifient comme féministes, d'autres sont effrayées par ce mot, ne serait-ce que parce qu'il est associé avec les discours anti-prostitution et abolitionniste. Cette question, parmi bien d'autres, illustre bien à quel point prendre le temps d'échanger, s'éduquer entre nous, apprendre les unes des autres et tenter de construire un langage commun est de première importance.

Notre souci de la diversité s'oppose également aux représentations réductrices qui nous sont imposées par notre environnement social, notamment les médias. D'où la mise en garde de Ping Pong, coordonnatrice à Empower, lors de son portrait d'une journée dans les locaux d'Empower : notre communauté est riche et variée, nous ne sommes jamais la même à chaque jour. Une journée c'est comme ça, la journée suivante nous sommes différentes. Différentes en terme de nationalité et de statut, de religion, de situation maritale, de besoins etc. Il faut prendre garde aux généralisations hâtives. Même entre nous.

Et à partager des expériences rassembleuses...

À travers ce défi qui nous est posé par notre extrême diversité, comment faire alors pour nous mobiliser, nous organiser et donner du pouvoir à notre communauté? Comment faire en sorte que notre communauté soit autonome, indépendante et visible? Il a été beaucoup question de développement communautaire et organisationnel pendant le forum et il est bien difficile ici de faire succinctement le tour de la question tant les discussions furent fructueuses. L'importance d'être ensemble fut certainement au cœur des éléments abordés. Être ensemble pour briser l'isolement et créer des lieux d'appartenance. Être ensemble pour partager nos différences et la diversité de nos expériences. Reconnaître ces expériences et leur accorder du crédit. Nous rapprocher et nous unir entre travailleuses venant de toutes les sphères du travail du sexe. Être ensemble pour mieux lutter pour notre autonomie économique, sexuelle et sociale. Nous regrouper pour favoriser les liens de solidarité, nommer nos préoccupations et besoins communs et traduire ceux-ci en actions et revendications collectives.

Ensemble nous avons su aussi, je crois, permettre aux gens de se sentir bien, en confiance, et ce même si nous étions rassemblées dans une université, un lieu institutionnel. Comme l'écrit une participante : « C'était génial d'avoir un espace sécuritaire pour être *out* et être moi-même. ». Dans ce lieu, les participantes ont eu l'opportunité de partager et d'apprendre les unes des autres sur une multitude d'expériences rassembleuses.

Les stratégies d'actions collectives peuvent prendre différentes formes, selon les besoins et les ressources disponibles : création de maison d'édition et de site Internet, activités de promotion de la santé par les pairs, publication de magazine, programmes éducatifs destinés aux travailleuses du sexe et à leurs enfants, animation d'université citoyenne, solidaire et multiculturelle permettant l'accès au savoir pour toutes, en sont quelques exemples. D'autres initiatives, telles que des coopératives bancaires soutiennent la prise en charge et l'autonomie économique des travailleuses du sexe par elles-mêmes. Des organisations et des groupes ont également développé des volets culturels où, par l'expression artistique – vidéo, danse, théâtre, humour, performance – les travailleuses du sexe expriment leur créativité et explorent leurs propres représentations d'elles-mêmes et de leur travail. Je pense, entre autres, à la troupe liée au DMSC - Komol Gandhar - et aux Debbys d'Australie.

...Pour rendre visible et faire entendre notre parole

Mais plusieurs de ces expériences exigent que quelques unes, quelques uns d'entre nous, sortent du placard, fassent un *coming out*. Les discussions autour du *coming out* furent à mon avis un des moments forts du forum. Peut-être parce que cette discussion me rappelle les paroles de ma mère lors de mon propre *coming out*. Reprenant les paroles d'une chanson bien connue au Québec, elle m'avait dit « Faut qu'y en ait une qu'il le fasse ». Certes, se dévoiler comme travailleuse du sexe n'est pas chose facile; dans certaines situations ou contextes, c'est même s'exposer à certains dangers. Par contre comme l'écrit une participante, il est nécessaire de « se montrer la face afin de mettre un visage sur notre cause ». Notre visibilité humanise notre cause, rend compte de notre diversité et permet d'être davantage entendues par la société. Plus il y aura de travailleuses du sexe qui s'afficheront sans honte comme telles, plus il y en aura d'autres qui auront le courage de le faire. Et ce sera tant mieux car stigmatisées comme nous le sommes, le poids de la visibilité a besoin d'être partagé. Faire son *coming out* a un prix mais qui vaut la chandelle. En ce qui me concerne, je ne regrette pas de l'avoir fait. Pendant le forum et encore aujourd'hui, après presque 15 ans d'activisme, je me sens si fière d'être parmi vous, si fière d'avoir participé, au Québec, à la naissance de quelque chose qui n'arrête pas de grandir.

Ceci dit, il doit continuer aussi à y avoir de la place dans nos organisations pour celles qui ne veulent pas faire leur *coming out*, ou pour qui les enjeux sont trop grands ou trop dangereux. Et il faut persister dans notre lutte contre la plus grande des barrières : la stigmatisation.

...Lutter contre la stigmatisation

Cette stigmatisation est pernicieuse et lutter contre elle exige de remettre en question les constructions sociales existantes par rapport au genre, à la sexualité et au travail du sexe. Que ce soit dans les lois, les discours des médias ou encore certaines positions féministes, à plusieurs endroits on persiste à nous définir comme victime ou corrompue, sans parole ou délinquante, sans défense ou alors scandaleuse et excessive. Pendant le forum nous apprenions qu'en France, la loi elle-même définit les prostituées comme des inadaptées sociales et des victimes à réinsérer. Dans les associations de travail social classique visant la réhabilitation des prostituées, il faut pour obtenir de l'aide, s'avouer victime, se dire honteuse et démontrer son désir de « réinsertion ». Le stigma est ainsi renforcé : seule l'abandon de la prostitution peut assurer notre intégration sociale; il faut « s'en sortir » pour mieux « réinsérer » la société. Hors la réinsertion, point de salut! Surtout pas de citoyenneté!

En parallèle, les discours abolitionnistes reproduisent ce stigma : les prostituées y sont définies comme des victimes sans paroles du patriarcat, de la mondialisation, du néolibéralisme et du trafic des êtres humains; et celles qui se présentent comme travailleuses du sexe sont alors définies comme des personnes nécessairement corrompues, non-crédibles et à la parole illégitime – car supposément à la solde de l'industrie, des proxénètes et du crime organisé. Ces discours aux effets dévastateurs sur nos vies et nos conditions de travail, de même que la répression et la violence à notre égard, sont de surcroît teintés d'une bonne dose de racisme. Les travailleuses du sexe migrantes sont considérées comme provenant d'un contexte culturel inférieur et arriéré, pauvre sur les questions des droits des femmes. Elles ont donc certainement une capacité inférieure en terme de prise de décision en ce qui concerne la prostitution. Ce type de discours raciste (et même classiste) alimentent à son tour les différentes versions du syndrome « pas dans ma cour » rampant dans le développement urbain, les politiques d'immigration et celles sur la sécurité des nations.

Pour contrer tous ces discours stigmatisant et leurs effets pervers, il nous faut être proactives et concentrées sur notre propre agenda, persister à revendiquer le respect de nos droits et libertés fondamentales, notre pleine intégration sociale (citoyenneté) et la reconnaissance de notre travail comme travail. Le travail du sexe n'est pas une condition morale mais une occupation, nous ne sommes pas des victimes, des personnes déchues ou aberrantes mais simplement des personnes qui sont des sujets actifs de nos vies et de nos destinées, capables d'agir et d'apporter des changements dans nos conditions de travail, notre environnement, y compris des changements sociaux et législatifs.

Promouvoir et participer aux changements sociaux, législatifs et politiques

Car il est nécessaire de participer et de contribuer aux processus de réformes des politiques et des lois qui nous concernent si l'on désire des changements sociaux et politiques respectueux de nos droits, améliorant notre statut social et notre qualité de vie. En cela, les exemples de réformes législatives ayant eu lieu en Suède et en Nouvelle-Zélande au cours des dernières années sont de bonnes références. Dans le premier cas, les travailleuses du sexe n'ont pas participé au processus de réforme et les impacts de l'application de la loi sont clairement néfastes en terme de sécurité et de conditions de travail. Comment s'en étonner alors? Dans le deuxième cas, même si tout n'est pas parfait, les premières concernées ont eu voix au chapitre dans l'élaboration de la nouvelle loi, tout comme dans son processus d'évaluation. Les effets des changements sont beaucoup plus positifs et respectueux des droits et libertés des travailleuses du sexe.

Ce dernier exemple nous donne beaucoup d'espoir ici au Canada, nous qui avons hérité des mêmes traditions britanniques que la Nouvelle-Zélande en matière de droit pénal. J'ai vu des larmes aux yeux de plusieurs participants et participantes pendant la présentation de Catherine Healy, co-fondatrice et coordonnatrice nationale du New Zealand Prostitutes Collective. Nous étions, en effet, si émues d'entendre que notre rêve pouvait se concrétiser, qu'il l'avait été ailleurs.

Mais non seulement étions-nous émues, nous sentions aussi que nous étions en retard. Nos collègues d'ailleurs étaient quant à elles très étonnées d'apprendre comment les choses se passent ici au Canada, notamment en matière de prostitution de rue : taux d'arrestation qui monte en flèche, imposition de restrictions de quadrilatères, emprisonnements fréquents etc.

L'expérience de la Nouvelle-Zélande, de l'Argentine et de bien d'autres encore nous renforce dans notre conviction que pour parvenir à des changements sociaux et législatifs adéquats nous devons former des alliances avec des individus, des groupes, des institutions et des mouvements sociaux et politiques divers – dont les syndicats – et investir divers lieux de paroles et de pouvoir. Ces changements sont nécessaires pour accéder aux moyens concrets de faire reconnaître et respecter le plein exercice de nos droits et libertés fondamentales.

Et combattre efficacement le VIH

La reconnaissance de ces droits et libertés fondamentales, dont les droits à la santé, la sécurité et la dignité par exemple, est un élément clé de notre lutte contre le VIH. Pour faire valoir ces droits, parallèlement il nous faut là aussi continuer à contrer les effets négatifs de la stigmatisation. Les mécanismes à l'œuvre ici sont problématiques à bien des égards. Trop souvent encore, en matière de VIH, on reproduit et propage la stigmatisation en opposant la bonne à la mauvaise pute, la travailleuse du sexe vulnérable au sida à la travailleuse du sexe coupable d'être vecteur de maladie. Le premier volet s'incarne dans les politiques américaines actuelles sur le sida et alimente des stratégies anti-prostitution soutenues par la droite religieuse et les néo-abolitionnistes. En conséquence, la compréhension de la lutte contre le sida se traduit de plus en plus par une lutte contre la prostitution et les prostituées. Le deuxième volet du stigma qui nous définit comme coupable n'est guère mieux, car il appelle lui aussi à des mesures de contrôle social et médical inacceptables.

Il faut s'opposer à ces définitions et aux politiques stigmatisantes qu'elles génèrent. Au contraire, il faut poursuivre et raffiner nos stratégies basées sur la promotion des droits et de la santé et l'*empowerment* de nos communautés.

Malheureusement, nous avons été si effrayées par ce lien entre travail du sexe et VIH et ses effets stigmatisant que nous en avons, du moins en Occident, quasiment fait un tabou, oubliant, au passage, de créer une ouverture et des espaces de support pour nos consœurs et confrères atteints. Il est, à mon avis, temps de remédier à cette situation. C'est du moins ce que nous avons tenté de faire pendant le forum, en ouvrant une brèche sur cette question avec l'animation d'un atelier sur « travailler avec le VIH ».

En matière de prévention, il est peut-être bon de nous rappeler que nous avons fait, aux quatre coins de la planète, un travail incroyable et plein d'imagination. Toutefois, il ne faut pas arrêter et baisser les bras. La vigilance est de mise, l'épidémie ne s'est pas arrêtée et dans certains pays le VIH/sida a été ou continue d'être un frein à nos capacités d'organisation, le virus emportant aujourd'hui encore nos consœurs et confrères.

Conclusion d'une conclusion...

Les quelques pages qui précèdent résument à peine quelques unes des pensées qui m'habitent depuis mai dernier. Nous aurons l'occasion d'en reparler et d'en débattre, qui sait peut-être à l'été 2006 à Toronto à la conférence internationale sur le sida? J'ai si hâte de vous revoir, que voulez-vous!

Le *Forum XXX* fut une belle et stimulante aventure : du fond du cœur je vous remercie toutes et tous, vous qui êtes d'ici et d'ailleurs, d'y avoir participé avec autant d'enthousiasme et de générosité. J'en profite pour remercier également Maria Nengeh Mensah : merci pour ton dynamisme et ton optimisme débordant qui ont su, pendant les moments difficiles, nous garder sur « la track ». Merci à Jenn Clamen et Valérie Boucher : vous avez su accoucher après neuf mois de gestation intense d'un événement d'envergure qui vivra longtemps dans nos mémoires. Chapeau les filles! Merci à Irène Demzcuck : le *Forum XXX* fut un lieu accueillent et confortable en grande partie grâce à toi et à ton équipe. Enfin, merci à toute l'équipe de Stella qui a eu la patience de nous « endurer » tout autant que de nous soutenir, nous l'équipe du forum, pendant les préparatifs. Vous avez fourni l'huile de coude nécessaire au bon déroulement du forum et ce dans le feu de l'action! Merci à vous toutes et tous!

Le *Forum XXX* se voulait un lieu d'échange et de discussion sur une diversité d'expériences, d'actions et de stratégies de mobilisation. L'ouvrage que vous tenez entre les mains se veut le reflet, même s'il ne peut qu'être partiel, des échanges qui ont eu lieu en mai 2005 à Montréal. Il ne contient pas de recettes miracles à nos luttes. Qu'une liste d'ingrédients, que des exemples de combinaisons possibles. À nous maintenant de composer notre propre mets. À nous de nous approprier ce qui nous convient, de l'adapter à notre propre contexte.

À multiplier nos forces, à partager les pouvoirs de nos résistances et à répandre notre fierté, un jour nous vaincrons!

Claire Thiboutot, le 15 janvier 2006

Annexes

Kohinoor Begum et Rama Debnath (Kolkata, Inde) représentent l'illustre Durbar Mahila Samanwaya Committee, un regroupement de 65 000 travailleuses du sexe et leurs enfants. Tout en s'investissant auprès des femmes du Bengale Ouest, le DMSC collabore avec d'autres projets de travailleuses du sexe d'Inde et d'ailleurs. Le DMSC a été un partenaire actif dans l'implantation et la gestion du Programme d'intervention VIH/sida connu sous l'appellation du Projet Sonagachi.

Debby Doesn't Do It For Free (Australie) est un groupe de travailleuses(rs) du sexe militantes toutes surnommées « Debby ». Artistes, performeuses et réalisatrices, elles représentent la diversité et l'anonymat des travailleuses du sexe, à leur façon. Leurs performances punchées et éducatives ont reçu les acclamations de la critique après leurs passages en Australie, en Amérique du Nord et en Thaïlande.

Johannes Eriksson (Stockholm, Suède) est étudiant en droit et escorte. Activiste extraordinaire, il est membre de la Swedish Association of Sex Workers. Quand il ne travaille pas dans les hôtels de Stockholm et Copenhague, il a aidé à la mise sur pied de la prochaine conférence européenne des travailleuses(rs) du sexe, organisée par le Comité international de défense des droits des travailleuses(rs) du sexe en Europe en octobre 2005.

Catherine Healy (Wellington, Nouvelle-Zélande) est l'une des fondatrices et la coordonnatrice nationale actuelle du New Zealand Prostitutes Collective. À ce titre, elle a mené la campagne de réforme juridique qui a permis de décriminaliser la prostitution en Nouvelle-Zélande et a fait beaucoup parler d'elle : l'opposition l'a surnommée « la voix du vice », la Couronne l'a accusée de procurer des services sexuels aux hommes et la Reine lui a accordé une médaille pour avoir procuré des services aux femmes.

Kara Gillies (Toronto, Canada) travaille pour Maggie's, premier projet du genre au Canada pour les travailleuses(rs) du sexe. Fondée en 1986, Maggie's est une organisation de pairs qui a servi de modèle à plusieurs groupes similaires internationalement.

Liad Kantorowicz (Tel Aviv, Israël) est écrivaine, étudiante, activiste, organisatrice de la résistance populaire Israélo-Palestinienne contre l'occupation de la Palestine, militante pour les droits des femmes et les droits des travailleuses(rs) du sexe. Elle travaille actuellement sur le premier film porno féministe d'Israël. Sa militance au sein du mouvement des travailleuses(rs) du sexe s'incarne dans 9 ans de pratique, en Israël et aux États-Unis.

Émilie Laliberté (Montréal, Canada) est membre de l'équipe terrain de Stella depuis 2004. Elle en veut aux douaniers qui la dévisagent lorsqu'elle transporte trop de lingerie sexy dans ses bagages. Elle méprise l'injustice du système juridique et policier et se donne entièrement pour que les travailleuses(rs) du sexe soient reconnues, respectées et... idolâtrées!

Maria Nengeh Mensah (Montréal, Canada) professeure, alliée politique et beauté désespérée, elle est impliquée dans la lutte contre le VIH/sida depuis 16 ans. Elle mène des recherches féministes critiques sur les déterminants de la santé des femmes. Sa collaboration avec Stella débute en 1999 avec la création du *Guide XXX*. Le *Forum XXX* est le plus récent fruit de son cerveau.

Corinne Monnet (Lyon, France) est directrice générale de Cabiria, une association qui développe des actions de santé communautaire et de recherche participative avec les personnes prostituées lyonnaises. Cabiria agit contre la répression policière tant dans sa cour qu'aux niveaux national, européen et international.

Ping Pong (Chiang Mai, Thaïlande) surnommée Ping Pong, en français, son nom est « tennis sur table ». Travailleuse du sexe thaïlandaise, elle représente le groupe Empower. Ping Pong est l'une des coordonnatrices d'Empower, Chiang Mai. Elle est responsable du programme de santé depuis 7 ans.

Elena Eva Reynaga (Buenos Aires, Argentine) danseuse de rumba et mère de 3 enfants, milite contre l'abus et le harcèlement policier depuis 1994. Fondatrice et aujourd'hui secrétaire nationale de l'Association des travailleuses du sexe d'Argentine (AMMAR), elle est aussi présidente du Sex Workers Network of Latin American and the Caribbean.

Mirha-Soleil Ross (Toronto, Canada) est une prostituée transsexuelle, artiste, vidéaste, activiste communautaire et sexy végétalienne qui ferait n'importe quoi pour un flirt! En 1998, elle a fondé MEAL-TRANS à Toronto, le premier programme de services pour les personnes TS/TG à faible revenu qui font le travail du sexe sur la rue. Elle a aussi été productrice et conservatrice, de 1997 à 1999, au festival annuel des arts TS/TG. Ses vidéos ont été présentées sur la scène internationale et sa pièce *Yapping Out Loud : Contagious Thoughts from an Unrepentant Whore* a été produite dans le cadre de la saison 2004-2005 du Buddies in Bad Times' Theatre.

Marie-Neige St-Jean (Montréal, Canada) est employée au sein de Stella depuis 6 ans, elle possède près de 12 ans d'expérience comme travailleuse du sexe. Engagée socialement depuis plusieurs années, Marie-Neige s'intéresse aux enjeux d'*empowerment*, de justice sociale et de respect des droits et libertés fondamentales.

Claire Thiboutot (Montréal, Canada) militante de longue date et ex-danseuse, participe à la fondation en 1992 de l'Association québécoise des travailleuses et travailleurs du sexe (AQTTTS). Membre fondatrice de Stella et actuelle directrice générale de l'organisme, Claire a aussi mis sur pied un projet de prévention du VIH au Vietnam au sein de Médecins du Monde Canada en 2002-2003. En avril 2005, Claire était heureuse de remonter sur scène dans ses talons aiguilles afin d'être honorée par la Fondation Farha pour son travail remarquable dans la lutte contre le sida et la défense des droits et libertés des travailleuses du sexe.

Canada

519 Community Centre

519 Church Street
Toronto, ON, M4Y 2C9
Téléphone : (416) 392-6874
Télécopieur : (416) 392-0519
<http://www.the519.org>
info@the519.org

2110

2110, rue Mackay
Montréal, QC
Adresse postale : 2110
1455 De Maisonneuve Ouest, V-01
Montréal, QC, H3G 1M8
Information : (514) 848-2424 poste 7431
Counselling : (514) 848-2424 poste 7880
Télécopieur : (514) 848-2424 poste 8630
<http://centre2110.cam.org>

Action Séro-Zéro

2075, rue Plessis, local 207
Montréal, QC
Adresse postale : Action Séro Zéro
C.P. 246, Succ. C
Montréal, QC, H2L 4K1
Téléphone : (514) 521-7778
Télécopieur : (514) 521-7665
www.sero-zero.qc.ca

AIDS Calgary

1509, Centre Street South, #200
Calgary, AB, T2G 2E6
Téléphone : (403) 508-2500
Télécopieur : (403) 263-7358
<http://www.aidscalgary.org>
info@aidscalgary.org

Anonyme

105, rue Ontario Est
Montréal, QC, H2X 1G9
Téléphone : (514) 842-1488
Télécopieur : (514) 842-1478
intervenant@anonyme.ca

Asian Community Aids Service (ACAS)

33 Isabella Street, Suite 107
Toronto, ON, M4Y 2P7
Téléphone : (416) 963-4300
Télécopieur : (416) 963-4371
<http://www.acas.org>
info@acas.org

Association des transexuelles et travesties du Québec (ASTT(e)Q)

1626, Saint-Hubert
Montréal, QC, H2L 3Z3
Téléphone : (514) 847-8850
www.cactusmontreal.org/fr/astteq.html

Bulletin Solidarité

bulletin_solidarite@yahoo.ca

Cactus

1626, Saint-Hubert
Montréal, QC, H2L 3Z3
Téléphone : (514) 847-0067
Télécopieur : (514) 847-0601
<http://www.cactusmontreal.org>
cactusm@videotron.ca

Centre d'amitié autochtone de Montréal

2001 St. Laurent Boulevard
Montréal, QC H2X 2T3
Téléphone : (514) 499-1854
Télécopieur : (514) 499-9436
<http://www.nfcm.org>
info@nfcm.org

Canadian Guild for Erotic Labour

<http://www.eroticguild.com>
cgel@sympatico.ca

Catwoman

505 rue Wellington Sud
Sherbrooke, QC J1H 5E2
Téléphone : (819) 823-6704
iris.estrie@videotron.ca

Comité des personnes atteintes du vih du Québec (CPAVIH)

2075, rue Plessis, Bureau 310 (3^{ème} étage)
Montréal, QC H2L 2Y4
Téléphone : (514) 521-8720 ou 1 (800) 927-2844
<http://www.cpavih.qc.ca>
c.coude@cpavih.qc.ca

Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ Sida)

1, rue Sherbrooke Est
Montréal, QC H2X 3V8
Téléphone : (514) 844-2477, poste 0 (ou 21)
Télécopieur : (514) 844-2498
<http://www.cocqsida.com>

Coalition pour les droits des travailleuses et travailleurs du sexe/Coalition for the Rights of Sex Workers

Téléphone : (514) 859-9009
<http://www.lacoalitionmontreal.com>
lacoalition2000@yahoo.com

Dopamine

4560 Adam
Montréal, QC H1V 1V2
Téléphone : (514) 251-8872
beaulieu_maryse@hotmail.com

Exotic Dancers Association of Canada

2343 Brimley Road, Suite 708
Toronto, ON M1S 3L6
1 (888)-295-(PEEL)7335
<http://www.livegirlproductions.com/peel/speaking.html>

London Alliance to Support Sex Trade Workers

London, ON
Téléphone : (519) 438-2272
sbollman@home.com

Kali Shiva

kalishiv@mts.net

Maggie's

298 Gerrard St East, 2nd Floor
Toronto, ON
Téléphone : (416) 964-0150
<http://www.maggiestoronto.org>
maggies@rogers.com

Médecine du Monde

338, rue Sherbrooke Est
Montréal, QC H2X 1E6 (Canada)
Téléphone : (514) 281-8998
Télécopieur : (514) 281-3011
<http://www.medecinsdumonde.ca/index.htm>

Pairs Aidants

Téléphone : (514) 847-8637

Passages

C.P. 1414, Complexe Desjardins
Montréal, QC H5B 1H3
Téléphone : (514) 875-8119
Télécopieur : (514)875-9238
passages@qc.aira.com

Projet 10

6 Weredale Park
Montréal, QC H3Z 1Y6
<http://www.p10.qc.ca>
questions@projet10.qc.ca

Projet Vénus

90 boul. Lévesque Est
Laval, QC H7G 1B9
Téléphone : (450) 669-1680

Prostitution Alternatives Counselling and Education (PACE)

119 West Pender, Suite 416
Vancouver BC V6B 1S5
Téléphone : (604) 872-7651 or 1 (866) 872-8751
Télécopieur : (604) 872-7508
<http://www.pace-society.ca>
pace-admin@telus.net

Réseau juridique canadien VIH/sida

1240 Bay Street, Suite 600
Toronto, ON M5R 2A7
Téléphone : (416) 595-1666
Télécopieur : (416) 595-0094
<http://aidslaw.ca>
info@aidslaw.ca

Salam Queer Islamic Association**Santé Canada**

<http://www.hc-sc.gc.ca>

Sex Professionals of Canada (SPOC)

(416) 364-5603
<http://www.spoc.ca>
spoc@yahoo.ca

Sex Workers Alliance of Toronto (SWAT)

Téléphone : (416) 921-SWAT
s.w.a.t.@sympatico.ca

Sex Workers Alliance of Vancouver (défunt groupe)

<http://www.walnet.org/swav>

Société canadienne du sida

190 O'Connor Street, Suite 800
Ottawa, ON, K2P 2R3
Téléphone : (613) 230-3580
Télécopieur : (613) 563-4998
<http://www.cdnmaids.ca>
casinfo@cdnmaids.ca

Stepping Stone

2224 Maitland Street
Halifax, NS B3K 2Z9
Téléphone : (902) 420 0103
<http://www.supercity.ns.ca/~stepping>
steppingstone@navnet.net

Two Spirit Circle of Edmonton Circle

Edmonton, AB
Téléphone : (780) 554-2327 (BEAR)
<http://www.twospirits.ca>

Afrique**SWEAT and Sisonke National Sex Workers Movement of South Africa**

Community House
41 Salt River Rd, Salt River
7915 Cape Town
Téléphone : 27 21 448 7875
Télécopieur : 27 21 448 7857
<http://www.sweat.org.za>
info@sweat.org.za

Amérique du Sud**AMMAR**

Av. Independencia 766
(1099) Buenos Aires-Argentina
<http://www.ammar.org.ar>
nacional@ammarr.org.ar

Asie**Action for Reach Out (AFRO)**

P.O. Box 98108, T.S.T. Post Office
Tsim Sha Tsui, Kowloon
Hong Kong
Téléphone : 852 2770-1065
<http://hkaid.med.cuhk.edu.hk/reachout>

Collective of Sex Workers and Supporters (COSWAS)

<http://coswas.org>
coswas@mail2000.com.tw

Durbar Mahila Samanwaya Committee (DMSC)

<http://www.durbar.org>

Empower, Chiang Mai

57/60 Tivanond Rd, Nonthaburi 11000,
Thaïlande
Téléphone : 0-2526-8311
Télécopieur : 0-2526-3294
<http://www.empowerfoundation.org>
empower@empowerfoundation.org

GAHUM-Philippines Inc.

Center for communications : Cyberscript
Document and Data Solutions, 192
N. Bacalso Ave., South Expressway,
Cebu City, Philippines, 6000
<http://www.gahumphils.blog.com/>
gahum_phils@yahoo.com

Sex Workers Forum Kerala

Kerala, India
swfk@asianetindia.com

États-Unis**Bay Area Sex Work Advocacy Network (BAYSWAN)**

penet@bayswan.org
<http://www.bayswan.org>

Different Avenues

821 Upshur St, NW, Suite B
Washington, DC 20011
Téléphone : (202) 829-2103
Télécopieur : (202) 829-2104
<http://www.differentavenues.org>
info2004@differentavenues.org

Helping Individual Prostitutes Survive (HIPS)

P.O. Box 21394
Washington, DC 20009
Téléphone : (202) 232-8150 or 1(800) 676-HIPS
Télécopieur : (202) 232.8304
<http://www.hips.org>
hips@hips.org

North American Task Force on Prostitution

2785 Broadway, 4L
New York, NY 10025-2834
<http://www.bayswan.org/ntfp.html>
prisjalex@earthlink.net

Prostitutes of New York (PONY)

PO Box 174, Cooper Station
NY City, NY 10276-0174
Téléphone : (212) 713-5678
<http://www.bayswan.org/pony.html>

SPREAD Magazine

PO Box 305
New York, NY 10276
<http://www.spreadmagazine.org>
info@spreadmagazine.org

St. James Infirmary

1372 Mission Street
San Francisco, CA 94103
Téléphone : (415) 554-8494
Télécopieur : (415) 554-8444
<http://www.stjamesinfirmary.org>
admin@stjamesinfirmary.org

Sex workers Outreach Project - USA (SWOP)

333 Valencia St. Suite 445
San Francisco, CA 94103
<http://swop-usa.org>

Europe**ASPASIE**

36, rue de Monthoux - 1201 Genève
Suisse
Téléphone : 022-732 68 28
Télécopieur : 022-731 02 46
<http://www.aspasie.ch>
aspasie@aspasie.ch

Cabiria

BP 1145 69203 Lyon Cedex 01
France
Téléphone : 04 78 30 02 65
Télécopieur : 04 78 30 97 45
<http://www.cabiria.asso.fr>
cabiria@wanadoo.fr

International Committee on the Rights of Sex Workers in Europe (ICRSE)

P.O. Box 51319
1007 EH, Amsterdam
Les Pays-Bas
Téléphone : 31 20 693 1300
<http://www.sexworkeurope.org>
info@sexworkeurope.org

Riksorganisationen för sex-och erotikarbetare (ROSEA)

Suède

SALLI-United Sex Professionals of Finland

PL 3, FI-01451 Vantaa
Finlande
Téléphone : 358 40 510 2114
<http://www.salli.org/>

International**International Union of Sex Workers**

PO Box 27465
Londre SW2 1YA
Grande-Bretagne
<http://www.iusw.org>

Network of Sex Work Projects

<http://www.nswp.org>
secretariat@nswp.org

Océanie**Debby Doesn't Do It for Free**

(Rejoignez les Debbys à Scarlet Alliance)

New Zealand Prostitutes Collective (NZPC)

National Office
PO BOX 11-412
Wellington, Nouvelle-Zélande
Téléphone : 64-4-382-8791
Télécopieur : 64-4-801-5690
<http://www.nzpc.org.nz/index.htm>
pcdp@globe.co.nz

Scarlet Alliance

PO Box 261 Darlinghurst NSW 1300
349 Crown Street, 2e étage
Surry Hills, Sydney
Australie
Téléphone : 02 9326 9455
Télécopieur : 02 93269870
<http://www.scarletalliance.org.au>
info@scarletalliance.org.au

SWOP-Australia

PO Box 1354 Strawberry Hills NSW 2012
Australie
Téléphone : (612) 9319 4866 or 1(800) 622 902
Télécopieur : (612) 9310 4262
<http://swop.org.au>
info@swop.org.au

Valérie Boucher, Stella, coordonnatrice du projet

Émilie Cantin, assistante de recherche à l'Université du Québec à Montréal, secrétaire du comité

Jenn Clamen, Stella, coordonnatrice du projet

Marie-Claude Charlebois, responsable de l'organisation de la fête du 10^{ème}

Anna-Louise Crago, Stella, attachée de presse du Forum XXX

Céline Crochetière, responsable du Salon de réseautage

Rama Debnath, Comité Durbar Mahila Samanwaya, contributrice spéciale au *Forum XXX*

Irène Demczuk, Service aux collectivités, Université du Québec à Montréal

Swapna Gayen, Comité Durbar Mahila Samanwaya, contributrice spéciale au *Forum XXX*

Sylvie Gendron, Faculté des sciences infirmières, Université de Montréal

Kara Gillies, Migrant Sex Workers Advocacy Group et Canadian Guild for Erotic Labour

Françoise Guillemot, Cabiria, contributrice spéciale au *Forum XXX*

Maria Nengeh Mensah, École de travail social et Institut de recherches et d'études féministes, Université du Québec à Montréal, co-répondante du projet

Corinne Monnet, Cabiria, contributrice spéciale au *Forum XXX*

Gaëlle Téqui, Cabiria, contributrice spéciale au *Forum XXX*

Claire Thiboutot, Stella, co-répondante du projet

Louise Toupin, Stella, membre du conseil d'administration de Stella

Francine Tremblay, Département d'anthropologie et de sociologie, Université Concordia

